L'IMMIGRATION EN BELGIQUE
EFFECTIFS, MOUVEMENTS ET MARCHE DU TRAVAIL

Rapport 2008

Direction générale Emploi et marché du travail

Cette brochure peut être obtenue gratuitement:

- par téléphone au 02 233 42 14
- par commande directe sur le site du SPF: http://www.emploi.belgique.be
- par écrit à la Cellule Publications du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale
  rue Ernest Blerot 1
  1070 Bruxelles
  Fax: 02 233 42 36
  E-mail:
  publications@emploi.belgique.be

Cette brochure peut également être consultée sur le site Internet du SPF: http://www.emploi.belgique.be

Deze publicatie is ook verkrijgbaar in het Nederlands.

©SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de la Direction de la communication du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, de reproduire totalement ou partiellement la présente publication, de la stocker dans une banque de données ou de la communiquer au public, sous quelque forme que ce soit. Toutefois, si la reproduction de textes de cette brochure se fait à des fins informatives ou pédagogiques et strictement non commerciales, elle est autorisée moyennant la citation de la source et, s'il échet, des auteurs de la brochure.

La rédaction de cette brochure a été achevée le 31 août 2008

Coordination: Direction de la communication

Rédaction: Division des Etudes de l'emploi et du marché du travail de la Direction générale Emploi et marché du travail

Mise en page: Rilana Picard

Impression: Imprimerie Bietlot

Diffusion: Cellule Publications

Editeur responsable: Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

Dépôt légal: D/2008/1205/71

H/F
Les termes "personnes", "étrangers", "travailleurs", et "employeurs" utilisés dans cette brochure désignent les personnes des deux sexes.

Avant-propos

Le Système d'observation permanente des migrations (SOPEMI) de l'OCDE publie chaque année un rapport sur les migrations internationales[1]*. Ce rapport se base en grande partie sur les rapports fournis par une trentaine de correspondants nationaux. Le présent document constitue la contribution belge au rapport SOPEMI de 2008. Il rend compte des tendances migratoires récentes et de l'évolution des politiques d'immigration et d'intégration en Belgique en 2006.*

La première partie décrit les populations belge et étrangère qui résident sur le territoire belge et l'accroissement qu'elles ont connu de 1983 à fin 2006. C'est également dans ce premier chapitre que sont analysées les évolutions relatives à l'accroissement naturel (les naissances moins les décès) et aux acquisitions de la nationalité belge jusqu'en 2006.

La deuxième partie se penche sur les mouvements migratoires des Belges et des étrangers et sur l'évolution du solde migratoire entre 2005 et 2006.

Le troisième chapitre présente la situation des demandeurs d'asile et des réfugiés. On y aborde des questions telles que : Combien de demandes d'asile ont été introduites entre 1995 et 2006 ? Quel est le parcours du demandeur d'asile ? Combien d'entre eux sont reconnus comme réfugiés ? Quelles sont les nouvelles lois qui régissent les questions d'asile et de protection des personnes menacées dans leur pays d'origine ?

Dans le quatrième chapitre, la situation des étrangers est examinée sous l'angle de l'emploi et du chômage. Après avoir présenté les conditions d'accès des étrangers au marché de l'emploi belge, nous

1 « Perspectives des migrations internationales ». Le rapport de 2008 a été publié le 10 septembre 2008.

examinerons l'évolution du nombre d'entrées de travailleurs étrangers enregistrées en Belgique en 2006. Enfin, on procèdera à une estimation de la population active totale, belge et étrangère, jusque 2006 et à une comparaison de leurs taux d'emploi et de chômage à partir de différentes données administratives.

Dans le cinquième chapitre, nous nous pencherons sur les données de l'enquête sur les forces de travail. Ces données nous permettront d'étudier la position des personnes d'origine étrangère (et non plus uniquement de nationalité étrangère) sur le marché du travail ainsi que de nouveaux indicateurs portant notamment sur les niveaux de qualification ou le travail à temps partiel.

En guise de conclusion, le sixième et dernier chapitre reviendra sur la position des étrangers sur le marché du travail ; ce sera l'occasion d'émettre des hypothèses quant aux causes des inégalités observées. Nous y présenterons également les conclusions de l'étude récente de l'OCDE sur l'intégration des migrants sur le marché du travail en Belgique.

Table des matières

Avant-propos **3**
Table des matières **5**
Liste des tableaux et graphiques **8**
Liste des abréviations **9**

1 Effectifs et structure de la population étrangère en Belgique 11
1.1 Caractéristiques démographiques de la population étrangère 12
1.1.1 Nationalités des étrangers résidant en Belgique 12
1.1.2 Répartition par sexe et âge de la population étrangère en Belgique 13
1.1.3 Répartition des étrangers selon la région en Belgique 13
1.2 Composantes de l'accroissement de la population totale et étrangère 14
1.2.1 Accroissement naturel 15
1.2.2 Acquisitions de la nationalité belge 15

2 Mouvements migratoires de et vers la Belgique 19
2.1 Immigrations 19
2.2 Emigrations 21
2.3 Solde migratoire ou immigrations nettes 22

3 Demandeurs d'asile et réfugiés 23
3.1 Nombre de demandes d'asile introduites 23
3.2 La procédure et le nombre de réfugiés reconnus 24
3.2.1 La procédure d'asile 24
3.2.2 La protection subsidiaire 25
3.2.3 Nombre de réfugiés reconnus 25
3.2.4 Régularisation des longues procédures de demandes d'asile 26
3.3 L'accueil des demandeurs d'asile 27

4 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: sources administratives 29
4.1 Accès au marché du travail: législation 29
4.1.1 Travailleurs non-européens 29
4.1.2 Travailleurs européens: principe de la libre circulation 30
4.1.3 Travailleurs des nouveaux Etats membres de l'UE: période transitoire 30
4.2 Les entrées de travailleurs étrangers 31
4.2.1 Les entrées de salariés 31
4.2.2 Les permis C 32
4.2.3 Les entrées de travailleurs hautement qualifiés 32
4.2.4 Les entrées d'indépendants 34
4.3 Les personnes de nationalité étrangère sur le marché du travail 35
4.3.1 Sources administratives 35
4.3.2 Définitions 35

4.3.3 La population active 36
4.3.4 L'emploi intérieur et le taux d'emploi 37
4.3.5 Le chômage 40

5 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: EFT 43
5.1 Définitions 43
5.2 La population active 44
5.2.1 Taux d'activité 44
5.2.2 Composition de la population active 44
5.3 La population active inoccupée 46
5.3.1 Taux de chômage 46
5.3.2 Taux de chômage et niveau de qualification 47
5.3.3 Chômage de longue durée 48
5.4 La population active occupée 48
5.4.1 Taux d'emploi 48
5.4.2 Taux d'emploi et niveau de qualification 50
5.4.3 Statuts professionnels 50
5.4.4 Temps partiel 52
5.4.5 Travail temporaire 52
5.4.6 Situation des personnes qui occupaient un emploi un an avant l'enquête . . .53

6 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: conclusions 55

Bibliographie 57
Liste des Annexes 57

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1: Principales nationalités des étrangers résidant en Belgique
Tableau 2: Répartition de la population étrangère par région au 31.12.2006
Tableau 3: Evolution de la part de la population étrangère dans chaque région
Tableau 4: Acquisitions de la nationalité belge par pays d'ancienne nationalité
Tableau 5: Immigrations selon les principales nationalité
Tableau 6: Emigrations selon les principales nationalités
Tableau 7: Immigrations nettes (solde migratoire) selon les principales nationalités
Tableau 8: Décisions quant au fond du CGRA
Tableau 9: Principaux pays d'origine des réfugiés reconnus en 2006
Tableau 10: Premiers permis de travail B délivrés
Tableau 11: Permis de travail B pour les travailleurs hautement qualifiés et les postes de direction des 9 principales nationalités
Tableau 12: Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année
Tableau 13: population active selon les principales nationalités
Tableau 14: Emploi intérieur non-salarié selon les principales nationalités
Tableau 15: Chômeurs selon les principales nationalités
Tableau 16: Taux d'activité selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 17: Répartition de la population active totale selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 18: Répartition par genre de la population active selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 19: Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 20: Chômage de longue durée selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 21: Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 22: Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Tableau 23: Temps partiel involontaire (TPI) selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

Graphiques

Graphique 1: Effectifs des étrangers et des personnes nées à l'étranger résidant en Belgique
Graphique 2: Répartition des populations belges et étrangères par classes d'âge au 31.12.2006
Graphique 3: Contributions (%) à la croissance de la population totale de Belgique
Graphique 4: Nombre d'acquisitions nettes de la nationalité belge
Graphique 5: Evolution de la population d'origine marocaine en Belgique
Graphique 6: Evolution du solde migratoire des Belges et des étrangers
Graphique 7: Evolution annuelle du nombre de demandes d'asile
Graphique 8: Taux d'activité des Belges et des étrangers selon le sexe

Graphique 9: Taux d'emploi des Belges et des étrangers selon le sexe
Graphique 10: Taux de chômage des Belges et des étrangers selon le sexe
Graphique 11: Répartition de la population active par niveau de qualification en 2006
Graphique 12: Taux de chômage selon le niveau de qualification en 2006
Graphique 13: Statut professionnel des actifs occupés selon leur nationalité en 2006
Graphique 14: Statut professionnel des actifs occupés selon leur pays de naissance en 2006
Graphique 15: Situation en 2006 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

Liste des abréviations

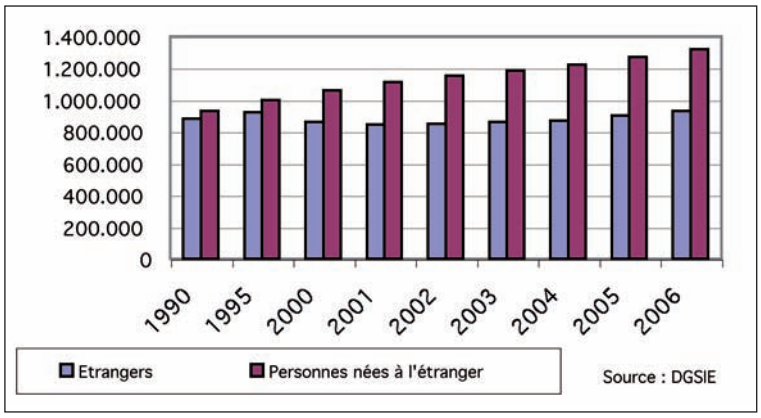
BNB:	Banque nationale de Belgique
CCE:	Conseil du contentieux des étrangers
CIMIRe:	Compte Individuel Multisectoriel – Multisectoriële Individuele Rekening
CGRA:	Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides
CIRE:	Coordination et initiatives pour et avec les réfugiés et étrangers
CPAS:	Centre public d'action sociale
CPRR:	Commission permanente de recours des réfugiés
DGSIE:	(ex-INS) Direction générale statistique et information économique
EEE:	Espace économique européen
EFT:	Enquête sur les forces de travail
FOREM:	Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi
INASTI:	Institut national d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants
KUL:	Katholieke Universiteit Leuven
OCDE:	Organisation de coopération et de développement économique
OE:	Office des étrangers
ONEM:	Office national de l'emploi
ONG:	Organisation non gouvernementale
ONSS:	Office national sécurité sociale
PME:	Petites et moyennes entreprises
SOPEMI:	Système d'observation permanente des migrations
SPF:	Service public fédéral
SPF ETCS:	Service public fédéral de l'emploi, du travail et de la concertation sociale
UE:	Union européenne
VDAB:	Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (Service public pour l'emploi en Flandre)

1 Effectifs et structure de la population étrangère en Belgique

Au 31 décembre 2006, la Belgique comptait 10.584.534 habitants[2]. Parmi eux 932.161 étaient de nationalité étrangère, soit 8,81% de la population totale (contre 8,57% en 2005). Ainsi, la part des étrangers en Belgique se rapproche progressivement des 9% qu'elle atteignait dans les années 1990. On observe que le nombre d'étrangers ainsi que leur part dans la population totale ont diminué depuis 1995 pour atteindre un minimum en 2001 (8,21% de la population totale soit 846.734 personnes). Depuis, la tendance s'est à nouveau inversée avec une hausse constante du nombre d'étrangers en Belgique depuis 2002.

Vu qu'un nombre important de personnes étrangères ont acquis la nationalité belge depuis les années 1990 (pour plus de détails, voir le point 1.2.2), il est intéressant de se pencher sur le nombre de personnes, non plus étrangères, mais nées à l'étranger (de nationalité belge ou étrangère). En 2006, 1.319.302 personnes résidant en Belgique étaient nées à l'étranger[3], ce qui représente 12,5% de la population totale (contre 12,1% en 2005). On observe que ce nombre est en constante augmentation.

Graphique 1: Effectifs des étrangers et des personnes nées à l'étranger résidant en Belgique



2 Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère.

3 Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance.

1.1 Caractéristiques démographiques de la population étrangère

1.1.1 Nationalités des étrangers résidant en Belgique

La majorité des étrangers (66%) résidant en Belgique sont des citoyens de l'Union européenne : fin 2006, 617.250 ressortissants de l'Union européenne résidaient en Belgique, soit 2,3% de plus que fin 2005. Les Italiens constituent la communauté étrangère la plus importante et, bien que leur population ait encore diminué de 2% entre 2005 et 2006, ils étaient toujours 171.918 fin 2006 (voir le tableau 1 ci-dessous). Viennent ensuite les ressortissants des pays limitrophes : les Français (125.061) et les Hollandais (116.970) dont le nombre a légèrement augmenté de respectivement 3,7 et 5,9% en un an. Enfin, les Polonais (23.212) sont les citoyens européens dont le nombre a enregistré la plus forte progression avec une augmentation de 28,8% entre décembre 2005 et décembre 2006.

Le nombre de ressortissants issus de pays hors Union européenne a augmenté de 6% entre 2005 et 2006. Parmi les non Européens, les Marocains et les Turcs constituent les principales communautés avec respectivement 80.579 et 39.419 personnes. Ils sont suivis des Congolais qui comptent 14.216 ressortissants en Belgique. Si les populations marocaine et turque ont fortement diminué entre les années 1999 et 2004 (soit une réduction de respectivement 33% et 42,3%), c'est du fait de l'entrée en vigueur en 2000 de la nouvelle loi sur la naturalisation (voir le point 1.2.2 Acquisitions de la nationalité belge). Elles se sont ensuite pratiquement stabilisées : elles n'ont en effet que très faiblement diminué entre 2005 et 2006 (avec respectivement -0,03 et -0,6 %). On remarquera aussi que c'est le nombre de citoyens de pays européens mais hors Union européenne qui a le plus progressé en un an : le nombre de Roumains a augmenté de 35,3% et celui des Russes de 17,2%.

Tableau 1: Principales nationalités des étrangers résidant en Belgique

	2005	2006	Evolution par rapport à 2005
Italie	175.498	171.918	-2,0 %
France	120.600	125.061	3,7 %
Pays-Bas	110.492	116.970	5,9 %
Maroc	80.602	80.579	-0,03 %
Espagne	42.907	42.765	-0,3 %
Turquie	39.664	39.419	-0,6 %
Allemagne	37.007	37.621	1,7 %
Portugal	27.975	28.724	2,7 %
Royaume-Uni	25.697	25.139	-2,2 %
Pologne	18.026	23.212	28,8 %
Grèce	16.325	15.742	-3,6 %
Congo (RD)	13.454	14.216	5,7 %
Etats-Unis	11.180	11.149	-0,3 %
Roumanie	7.535	10.195	35,3 %
Chine	7.452	7.845	5,3 %
Algérie	7.481	7.776	3,9 %
Russie	5.469	6.408	17,2 %
Inde	5.300	5.714	7,8 %
Autres	135.431	135.431	0,0 %
Total étrangers	900.473	932.161	3,5 %
Dont UE	603.383	617.250	2,3 %
Dont non-UE	297.090	300.816	6,0 %

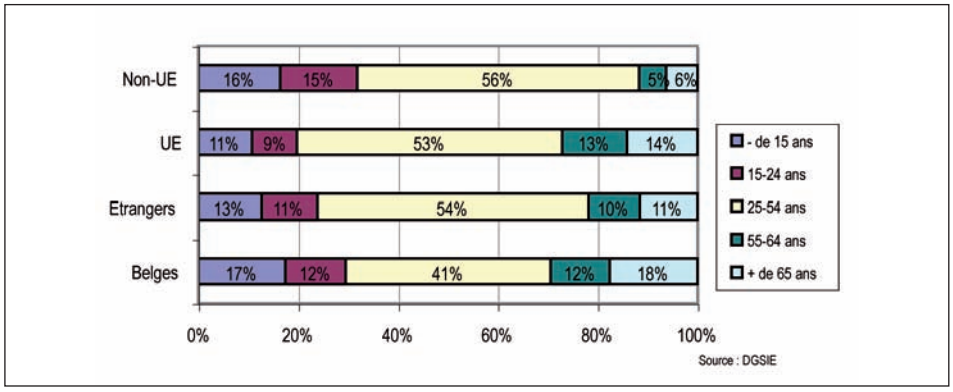
Source: DGSIE (Annexe 2)

1.1.2 Répartition par sexe et âge de la population étrangère en Belgique

Entre 1990 et 2006, la proportion de femmes dans la population étrangère est restée inférieure à 50% alors qu'elle est proche des 51,3% dans la population belge. On observe toutefois un rééquilibrage progressif des sexes puisque la part des femmes dans la population étrangère est passée de 46% en 1989 à 49,1% en 2006 (49% en 2005). De plus, on remarque de notables différences entre les nationalités quant à la répartition entre hommes et femmes : ainsi 48,5% des ressortissants de l'Union européenne et 50,4% des non-européens qui résidaient en Belgique fin 2006 étaient des femmes. Parmi les citoyens de pays hors Union européenne, on constate une plus forte proportion de femmes parmi les personnes originaires des pays d'Europe de l'Est (par exemple : 57% des Bulgares ou 61% des Russes) et parmi les Brésiliens[4] (65% de femmes).

La structure par âge de la population étrangère diffère également de celle des Belges (voir le graphique 2 ci-dessous). On observe que la population étrangère est plus jeune et qu'elle se concentre davantage dans les tranches d'âge comprises entre 25 et 54 ans que la population belge. C'est parmi les étrangers issus de pays hors Union européenne que l'on compte le moins de personnes âgées : seulement 6% de ceux-ci ont plus de 65 ans alors que 18% des Belges et 14% des Européens entrent dans cette classe d'âge.

Graphique 2 : Répartition des populations belges et étrangères par classes d'âge au 31.12.2006



1.1.3 Répartition des étrangers selon la région en Belgique

En chiffre absolu, c'est en Région flamande qu'habitaient le plus grand nombre d'étrangers fin 2006 (voir le tableau ci-dessous). Par contre, en proportion c'est la région de Bruxelles-Capitale qui accueillait le plus d'étrangers avec 27% de sa population totale alors que la part d'étrangers en Région flamande n'était que de 5% (et 9% en Région wallonne).

Tableau 2: Répartition de la population étrangère par région au 31.12.2006

	Hommes	Femmes	Total	Proportion d'étrangers
Région de Bruxelles-Capitale	140.845	142.682	283.527	27,49%
Région flamande	171.317	160.377	331.694	5,42%
Région wallonne	162.273	154.667	316.940	9,22%
Total des régions	**474.435**	**457.726**	**932.161**	**8,81%**
Source: DGSIE				

4 Pour plus de détails sur la proportion de femmes par nationalité, voir l'annexe 2bis.

Chaque région a enregistré une légère progression du nombre d'étrangers entre la fin 2005 et la fin 2006 mais c'est en Région flamande qu'elle a été la plus importante (+5,57%).

Tableau 3: Evolution de la part de la population étrangère dans chaque région

	2005	2006	Evolution par rapport à 2005
Région de Bruxelles-Capitale	273.693	283.527	3,59 %
Région flamande	314.202	331.694	5,57 %
Région wallonne	312.578	316.940	1,40 %
Total des régions	**900.473**	**932.161**	**3,52 %**
Source: DGSIE			

1.2 Composantes de l'accroissement de la population totale et étrangère[5]

Entre fin 2005 et fin 2006, l'accroissement annuel de la population totale a été de 0,70% (73.152 personnes). La population belge s'est accrue de 41.464 personnes (+0,43%) et la population étrangère de 31.688 personnes (+3,5%).

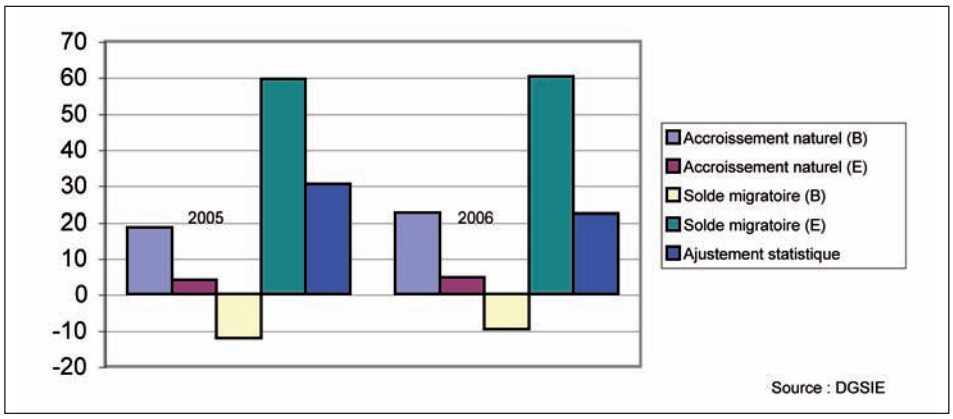
L'accroissement de la population totale et des populations belge et étrangère dépend de trois facteurs :

- L'accroissement naturel (ou les naissances nettes) qui correspond à l'évolution des naissances et des décès survenus durant l'année considérée parmi la population belge et la population étrangère, soit le nombre de naissances moins le nombre de décès.
- Le solde migratoire qui correspond quant à lui à l'évolution annuelle des immigrations et des émigrations (à savoir le nombre d'immigrations dont on soustrait le nombre d'émigrations, voir le chapitre suivant).
- Un autre facteur influence également l'évolution de la part respective des populations belge et étrangère, il s'agit du nombre de naturalisations.

Le graphique ci-dessous présente l'impact de l'accroissement naturel et du solde migratoire des nationaux et des étrangers sur la croissance annuelle de la population totale résidant en Belgique en 2005 et 2006. Les contributions sont calculées sur la base des données reprises à l'annexe 1. L'ajustement statistique, qui est loin d'être négligeable, inclut les modifications ayant été enregistrées tardivement (après le mois de mars de l'année suivante) et surtout les "changements de registres", à savoir les personnes qui étaient déjà présentes en Belgique sans être reprises dans le registre de la population. Ainsi, les demandeurs d'asile, par exemple, figurent dans un registre d'attente et ne sont repris dans le registre de la population qu'une fois qu'ils sont reconnus réfugiés ou régularisés.

5 Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère.

Graphique 3 : Contributions (%) à la croissance de la population totale de Belgique



On constate que ce sont surtout les immigrations des étrangers qui soutiennent l'accroissement de la population totale en Belgique. Ainsi, la contribution majeure à l'accroissement total est apportée par le solde migratoire des étrangers : soit 60% en 2006 (contre 59% en 2004). Ensuite, l'accroissement naturel des Belges et l'ajustement statistique (essentiellement des changements de registre) représentent tous deux 22% de l'accroissement total. Enfin, l'accroissement naturel des étrangers n'y contribue qu'à raison de 5% alors que le solde migratoire des Belges est négatif (-10% de l'accroissement total).

1.2.1 Accroissement naturel

L'accroissement naturel total, qui avait connu un niveau particulièrement bas au début des années 2000 (avec 5.110 naissances nettes en 2003), est depuis lors remonté assez nettement. En 2006, il était de 19.795 naissances nettes[6]. On remarque que l'accroissement naturel de la population belge a suivi la même évolution : de 3.349 en 2003, il est passé à 16.354 en 2006. Bien que beaucoup plus modeste parmi la population étrangère, l'accroissement naturel est également en augmentation depuis 2003 et était de 3.441 en 2006.

Si l'on ne regarde que le nombre de naissances, on constate que l'évolution est la même (voir l'annexe 3. Effectif des naissances des Belges et des étrangers). De plus, la part des naissances étrangères dans le nombre total de naissances a légèrement augmenté, passant de 6,9% en 2005 à 7,4% en 2006.

1.2.2 Acquisitions de la nationalité belge

L'évolution des populations belge et étrangère dépend également du nombre de personnes qui décident de changer de nationalité. Ainsi, la population belge est augmentée du nombre de personnes étrangères qui ont acquis la nationalité belge moins le nombre de Belges qui ont acquis une nationalité étrangère[7] (acquisition nette de la nationalité belge) alors que la population étrangère diminue du même nombre.

En 1984, un code de la nationalité[8] a été introduit en Belgique et est entré en vigueur en 1985. Depuis lors, ce code a été modifié à cinq reprises (en 1991, 1995, 1998, 2000

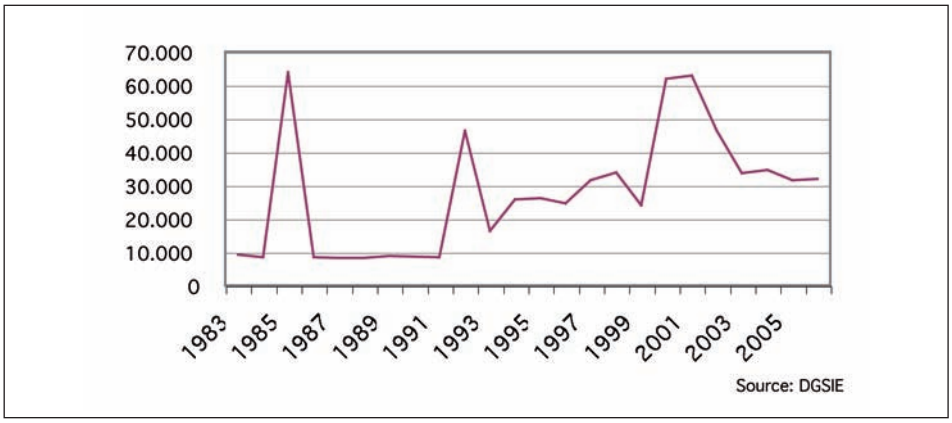
6 Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère.

7 A noter que le nombre de Belges qui prennent une autre nationalité est très faible (quelques dizaines par an).

8 28 JUIN 1984. Code de la nationalité belge.

et 2006). Les quatre premières modifications ont eu pour but de faciliter l'accès à la nationalité belge[9]: ainsi la modification de 2000 a introduit une simplification de la procédure, l'accès gratuit à la naturalisation, le raccourcissement du délai de traitement des dossiers et a supprimé la notion de « volonté d'intégration ». Par contre, la réforme de 2006[10], en clarifiant certaines notions du code, restreint quelque peu l'accès à la nationalité belge. Ainsi par exemple, la clarification du terme de « résidence principale » exclut des procédures d'acquisition de la nationalité belge les étrangers qui ne séjourn(ai)ent pas légalement en Belgique (alors qu'auparavant il suffisait de résider ou d'avoir résidé de fait en Belgique).

Graphique 4 : Nombre d'acquisitions nettes de la nationalité belge



Les chiffres illustrent les simplifications successives puisque les années 1985, 1992, 2000 et 2001 ont connu un nombre particulièrement élevé d'acquisitions nettes de la nationalité. On remarque également que les changements dans le code ont eu un effet durable puisque le nombre de naturalisations reste au-dessus de 20.000 par an après 1993 alors que dans les années 1980 il était d'à peu près 8.000 (sauf en 1985). La loi du 1er mars 2000 est celle qui a entraîné la plus grosse augmentation du nombre de naturalisations : soit 61.878 et 62.881 naturalisations en 2000 et 2001. Elles ont ensuite diminué mais on en a encore compté 31.860 en 2006. Les années de pics (1985, 1992 et 2000, 2001), on remarque que la population étrangère chute alors que la population belge augmente en proportion.

Les naturalisations permettent donc d'expliquer en grande partie les variations de la part des étrangers dans la population totale. Ainsi, si l'on observe le nombre de personnes nées à l'étranger (de nationalité étrangère ou belge) et résidant en Belgique[11], on remarque que cette population représentait 12,5% de la population totale (1.319.302 personnes) fin 2006 et qu'elle est en constante augmentation. Parmi la population née à l'étranger et résidant en Belgique, 42,5% ont acquis la nationalité belge.

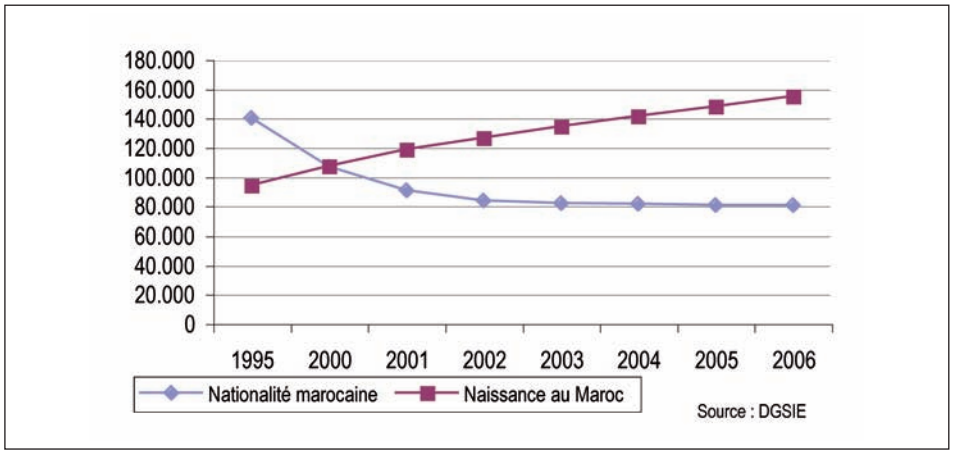
9 Pour plus de détails sur les modifications, voir « L'immigration en Belgique. Effectifs, mouvements et marché du travail. Rapport 2001 », SPF ETCS, 2003, pp 14 et 15.

10 27 DECEMBRE 2006. Loi portant des dispositions diverses I.

11 Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance

Le graphique 5 ci-dessous illustre l'importance des acquisitions de la nationalité belge parmi la population d'origine marocaine en Belgique : si le nombre de personnes de nationalité marocaine a fortement diminué depuis 1995 (de 140.303 à 80.579 en 2006), on voit que le nombre de personnes nées au Maroc n'a cessé d'augmenter (de 93.945 en 1995 à 155.126 en 2006). Pour pouvoir observer ces évolutions, on comprend donc la nécessité de recourir à des statistiques sur base du lieu de naissance.

Graphique 5 : Evolution de la population d'origine marocaine en Belgique



Acquisitions de la nationalité belge selon la nationalité d'origine

Le tableau ci-dessous reprend les principales nationalités d'origine des personnes ayant acquis la nationalité belge entre 1999 et 2006. Comme nos observations concernant les effectifs l'avaient laissé comprendre, le Maroc et la Turquie constituent les deux premiers pays d'où sont originaires les Belges naturalisés : à eux seuls, les Marocains et les Turcs représentaient 63,1% des personnes ayant opté pour la nationalité belge en 2000 et leur part dans le total était encore de 34,4% en 2006. Au total, 54% des personnes issues d'un pays tiers et résidant en Belgique étaient de nationalité belge fin 2006. Par contre, on observe que les citoyens européens (d'Italie, de France ou des Pays-Bas), bien que plus nombreux en terme d'effectifs, choisissent moins souvent de prendre la nationalité belge puisque « seuls » 31% de ressortissants européens (nés dans un pays de l'UE) avaient acquis la nationalité belge fin 2006.

Tableau 4 : Acquisitions de la nationalité belge par pays d'ancienne nationalité

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Maroc	9.133	21.917	24.018	15.832	10.565	8.704	7.977	7.753
Turquie	4.402	17.282	14.401	7.805	5.186	4.467	3.602	3.204
Italie	1.187	3.650	3.451	2.341	2.646	2.585	2.086	2.360
Congo RD	1.890	2.993	2.991	2.809	1.796	2.271	1.876	1.569
Serbie et Monténégro	756	2.187	2.487	2.678	1.593	2.155	1.823	765
France	363	948	1.025	856	698	780	772	820
Algérie	520	1.071	1.281	926	826	830	739	658
Rwanda	..	..	794	1.012	557	571	700	635
Pays-Bas	234	492	601	646	522	665	672	692
Pologne	253	551	677	630	460	465	470	550
Autres	5.234	10.132	11.321	11.373	9.034	11.726	10.795	12.854
Total	**24.273**	**62.082**	**62.982**	**46.417**	**33.709**	**34.754**	**31.512**	**31.860**

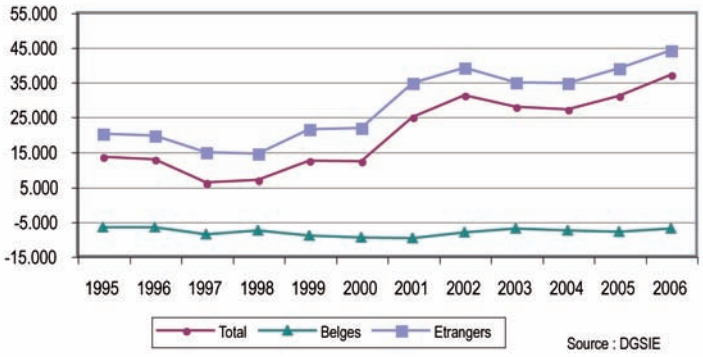
Source: DGSIE

2 Mouvements migratoires de et vers la Belgique

En 2006, 96.260 personnes ont immigré[12] en Belgique soit à peu près 6.000 de plus qu'en 2005. Parmi ces immigrants 87% (soit 83.433) étaient de nationalité étrangère. Le nombre d'émigrants[13] en 2006 s'est élevé à 59.250 personnes et a donc diminué de 192 unités par rapport à 2005. Parmi les émigrants, 39.354 (66%) étaient de nationalité étrangère en 2006.

Le solde migratoire ou le nombre d'immigrations nettes en 2006 était de 37.040 soit une croissance de 20% par rapport à 2005[14].

Graphique 6 : Evolution du solde migratoire des Belges et des étrangers



Le solde migratoire des étrangers a également progressé de 13% (44.079 immigrations nettes en 2006, plus de détails au point 2.3) alors que celui des Belges est toujours négatif (-7.039).

2.1 Immigrations

Entre 1990 et 1999, une part importante des mouvements migratoires a été le fait de citoyens européens : en 1990, 59,1% des immigrants étrangers étaient des ressortissants de l'Union européenne et en 1999 ils représentaient 48,5% des immigrants[15]. Entre 2000 et 2003, on a constaté une légère baisse de la proportion des ressortissants européens dans le total des immigrés de nationalité étrangère: de 51,7% à 44,3% (tableau 4 à la page suivante). Avec l'entrée de 10 nouveaux pays membres en 2004, la proportion des ressortissants de l'Union européenne parmi les immigrants étrangers dépasse la moitié avec 51,4% en 2004, 53,4% en 2005 et 54,8% en 2006. La France et les Pays-Bas sont les principaux pays européens d'origine avec respectivement 11.570 et 11.488 immigrants en 2006, ce qui correspond à une augmentation de respectivement 12 et 14% par rapport à 2005. On remarque que le nombre des immigrants polonais a fortement augmenté en deux ans (+92%) passant de 3.481 à 6.694 immigrants en 2006.

12 Il faut savoir que depuis 1994, les demandeurs d'asile qui arrivent en Belgique sont inscrits dans un registre d'attente et ne sont plus comptabilisés dans les données sur les immigrations comme c'était le cas auparavant. Lorsque les demandeurs d'asile sont reconnus réfugiés, ils passent dans le registre de la population. Ils sont alors identifiés dans la rubrique « ajustement statistique » et ne sont donc pas comptabilisés comme des migrants.

13 Les émigrations sont calculées sur base des données fournies par la DGSIE. Certains remarqueront que le nombre d'émigrations et le solde migratoire différent de ceux publiés par la DGSIE. En fait, cette différence s'explique de façon suivante : dans notre catégorie « émigrations » nous incluons également la catégorie « personnes rayées d'office (moins personnes réinscrites) » de la DGSIE, c'est-à-dire les personnes qui ne sont apparemment plus résidentes en Belgique mais qui n'ont pas signalé leur départ du pays. Dès lors, notre nombre d'émigrations est plus élevé et notre solde migratoire plus faible que ceux de la DGSIE.

14 Pour une analyse de l'évolution du solde migratoire sur le plus long terme (1983-2004), voir le rapport « L'immigration en Belgique. Effectifs, mouvements et marché du travail »,SPF ETCS, rapport 2006

15 Annexe 5. Immigrations par nationalité.

Tableau 5 : Immigrations selon les principales nationalités

	2005	2006	Evolution par rapport à 2005
France	10.378	11.570	11,5 %
Pays-Bas	10.109	11.488	13,6 %
Maroc	7.106	7.488	5,4 %
Pologne	4.816	6.694	39,0 %
Allemagne	3.250	3.290	1,2 %
Roumanie	2.322	3.059	31,7 %
Turquie	3.387	2.999	-11,5 %
Italie	2.464	2.613	6,0 %
Etats-Unis	2.408	2.553	6,0 %
Portugal	1.934	2.030	5,0 %
Royaume Uni	2.213	2.015	-8,9 %
Espagne	1.827	1.848	1,1 %
Inde	1.339	1.516	13,2 %
Chine	1.222	1.469	20,2 %
Congo (RD)	1.105	1.068	-3,3 %
Autres pays	21.531	21.733	0,9 %
Total pays étrangers	**77.411**	**83.433**	**7,8 %**
Dont UE	41.311	45.717	10,7 %
Belgique	12.953	12.857	-0,7 %
Part UE/ étrangers (%)	53,4	54,8	2,6 %

Source: DGSIE

Les Marocains, les Américains et les Turcs sont les principaux immigrants de nationalité non-communautaire. Par rapport à 2005, le nombre d'immigrants marocains et américains a progressé (avec respectivement +5,4% et +6%) contrairement à celui des Turcs qui a diminué de -11,5%. La plus forte progression (+31,7%) en termes de nombre d'immigrants entre 2005 et 2006 est le fait des Roumains, faisant de la Roumanie le 2e pays

d'origine hors Union européenne. Si on compare à l'année 2004, la progression sur deux années du nombre d'immigrants roumains est de 113%.

Notons enfin que la part de femmes parmi les immigrants étrangers poursuit sa diminution en 2006 avec 50,8% (contre 51,9% en 2005 et 52,4% en 2004).

2.2 Emigrations

Parmi les émigrants étrangers, les ressortissants de l'Union européenne sont majoritaires[16]: leur part, supérieure à 60% depuis 1995, est montée jusqu'à 70% en 2002 et était encore de 67,1% en 2006. Les Français et les Hollandais occupent à nouveau les premières places (tableau 6 ci-dessous) avec respectivement 6.418 et 4.837 émigrants en 2006 (soit respectivement –0,6% et +11,2% par rapport à 2005). Par contre les pays non-européens tels que le Maroc ou la Turquie comptent peu d'émigrants (634 et 727).

Tableau 6: Emigrations selon les principales nationalités

	2005	2006	Evolution par rapport à 2005
France	6.454	6.418	-0,6 %
Pays-Bas	4.349	4.837	11,2 %
Allemagne	2.524	2.570	1,8 %
Royaume Uni	2.421	2.489	2,8 %
Etats-Unis	2.652	2.478	-6,6 %
Italie	2.292	2.218	-3,2 %
Espagne	1.683	1.558	-7,4 %
Pologne	887	1.520	71,4 %
Portugal	1.286	1.266	-1,6 %
Chine	906	888	-2,0 %
Inde	605	879	45,3 %
Japon	962	845	-12,2 %
Turquie	642	727	13,2 %
Grèce	715	685	-4,2 %
Maroc	803	634	-21,0 %
Autres pays	9.278	9.342	0,7 %
Total pays étrangers	**38.459**	**39.354**	**2,3 %**
Dont UE	25.195	26.405	4,8 %
Belgique	20.983	19.896	-5,2 %
Part UE/ étrangers (%)	65,5	67,1	2,4 %

Source: DGSIE

16 Annexe 6. Emigrations par nationalité.

2.3 Solde migratoire ou immigrations nettes

Le solde migratoire des Européens est largement positif puisque l'on comptait 19.312 immigrations nettes en 2006 (tableau 7 ci-dessous) mais comme beaucoup de ressortissants européens émigrent, leur contribution au solde migratoire et donc aux immigrations nettes des étrangers (43,8%) est plus faible que ne le laissaient penser les immigrations « brutes ». Néanmoins, entre 2005 et 2006, on constate une augmentation des immigrations nettes de l'ensemble des ressortissants de l'Union européenne (+19,8%) et notamment des Polonais (+31,7%), des Français (+31,3%) et des Hollandais (+15,5%).

Malgré cette augmentation, l'essentiel du solde migratoire des étrangers est constitué par les citoyens non européens (principalement les Marocains et les Turcs) qui émigrent beaucoup moins que les Européens. Il faut cependant noter que les immigrations nettes des Turcs ont diminué en un an (-17,2%) et que celles des Marocains ont faiblement progressé (+8,7%). On notera par contre, une assez forte progression du nombre d'immigrés roumains (+32%).

Tableau 7: Immigrations nettes (solde migratoire) selon les principales nationalités

	2005	2006	Evolution par rapport à 2005
Maroc	6.303	6.854	8,7 %
Pays-Bas	5.760	6.651	15,5 %
Pologne	3.929	5.174	31,7 %
France	3.924	5.152	31,3 %
Turquie	2.745	2.272	-17,2 %
Roumanie	2.039	2.691	32,0 %
Congo (RD)	813	775	-4,7 %
Inde	734	637	-13,2 %
Allemagne	726	720	-0,8 %
Portugal	648	764	17,9 %
Bulgarie	632	598	-5,4 %
Russie	417	508	21,8 %
Chine	316	581	83,9 %
Brésil	446	735	64,8 %
Algérie	578	632	9,3 %
Autres pays	8.942	9.335	4,4 %
Total pays étrangers	**38.952**	**44.079**	**13,2 %**
Dont UE	16.116	19.312	19,8 %
Belgique	-8.030	-7.039	12,3 %
Part UE/ étrangers (%)	41,4	43,8	5,9 %

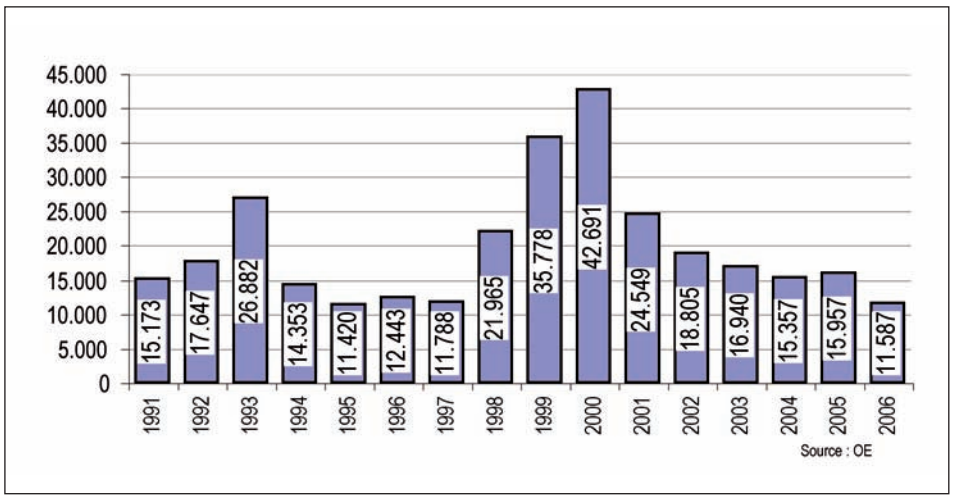
Source: DGSIE

3 Demandeurs d'asile et réfugiés

3.1 Nombre de demandes d'asile introduites

En 2006, 11.587 demandes d'asile - ce qui correspond à 14.648 personnes[17] - ont été enregistrées par l'Office des Etrangers. C'est le plus faible niveau de demandes d'asile que la Belgique a connu depuis 1995. Le nombre de demandes d'asile a baissé de 27% par rapport à 2005 et de 73% par rapport à 2000, année au cours de laquelle la Belgique a connu le nombre le plus important de demandes d'asile (42.691). Au niveau européen, la Belgique est le 8ème pays de l'Union européenne quant au nombre de demandes d'asile enregistrées (alors qu'elle était encore 6ème en 2005).

Graphique 7 : Evolution annuelle du nombre de demandes d'asile



En 2006, le pays d'origine des demandeurs d'asile le plus représenté était la Russie (y compris et surtout la Tchétchénie) avec 1.582 demandes d'asile ce qui correspond à 13,7% du total des demandes introduites. Venaient ensuite la République démocratique du Congo avec 843 demandes d'asile et la Serbie-Monténégro (778 demandes, y compris le Kosovo)[18].

17 Une demande d'asile peut concerner plusieurs personnes (par exemple les 4 membres d'une famille) or le chiffre fourni habituellement par les instances concernées renvoie aux demandes d'asiles introduites et non pas au nombre de personnes concernées par ces demandes. Cette estimation du nombre de personnes concernées en 2005 est fournie par l'OE.

18 Pour plus de détails, voir l'annexe 7. Demandes d'asile introduites en Belgique.

3.2 La procédure et le nombre de réfugiés reconnus

3.2.1 La procédure d'asile

Depuis le 1er juin 2007 la procédure d'asile a été totalement modifiée[19]. Cette réforme avait pour but de simplifier et d'accélérer la procédure d'asile en Belgique. Ainsi, alors que l'ancienne procédure d'asile se déroulait en deux phases[20] qui étaient traitées par deux instances différentes, la nouvelle procédure ne comprend plus qu'une seule phase et c'est le CGRA (Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides) qui est chargé d'examiner les demandes aussi bien sur la forme que sur le fond. Il est dorénavant la seule autorité dotée d'une compétence d'instruction. De plus, une nouvelle juridiction indépendante dénommée Conseil du Contentieux des Etrangers remplace la Commission permanente pour traiter les recours suite au refus du CGRA. Grâce à cette refonte du système, il est prévu que la procédure soit clôturée en une année maximum.

Concrètement, l'étranger qui arrive en Belgique doit introduire sa demande auprès de l'Office des étrangers (OE). L'OE enregistre la demande, vérifie que la Belgique est bien l'Etat responsable selon la convention de Dublin[21], prend les empreintes digitales et recueille les déclarations du demandeur (identité, origine, motifs de la demande et possibilité de retour). L'Office des étrangers est également compétent pour déterminer la langue de la procédure et pour le traitement des demandes multiples (il peut décider de refuser une nouvelle demande si aucun nouvel élément n'est apporté).

La déclaration signée par le demandeur et l'ensemble du dossier sont transmis au CGRA qui doit décider s'il accorde le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire (voir le point 3.2.2). Durant l'examen d'une demande, le CGRA convoque au moins une fois le demandeur d'asile. Le CGRA examine ensuite la demande sur base de

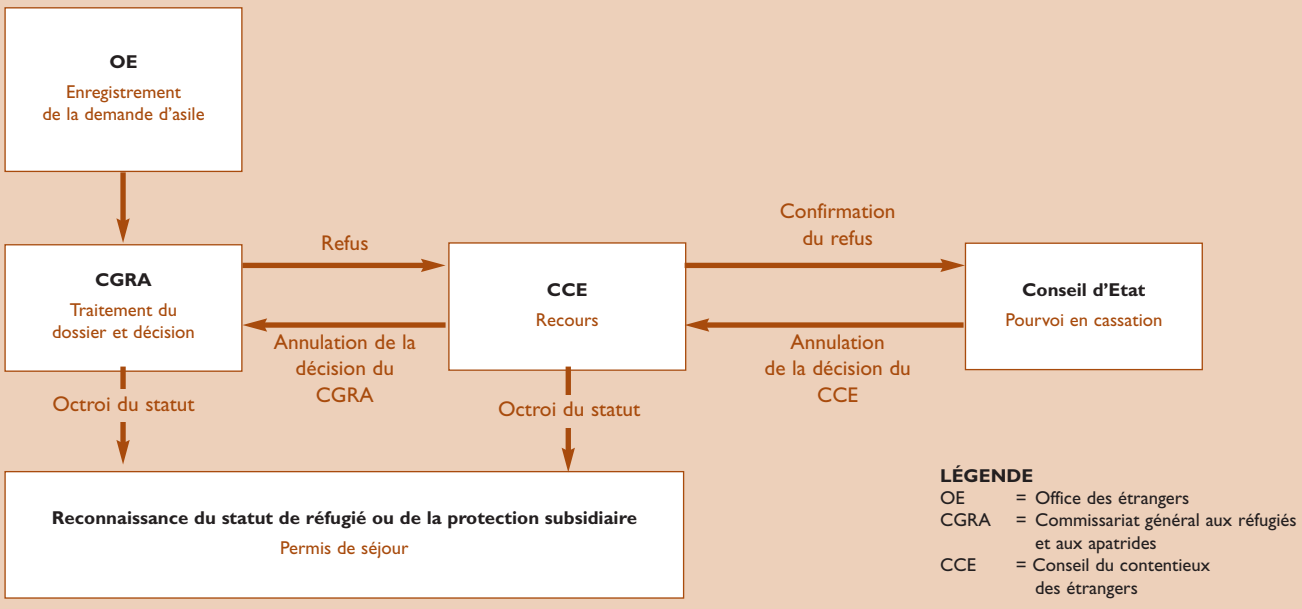
19 15 SEPTEMBRE 2006. Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

15 SEPTEMBRE 2006. Loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers.

20 La forme était examinée lors d'une phase de recevabilité par l'Office des étrangers et si le dossier était accepté le fond du dossier était examiné par le CGRA.

21 La convention de Dublin détermine les compétences en matière d'asile entre chaque pays de l'UE. Elle fixe des critères pour déterminer quel pays doit traiter une demande d'asile (Etat avec lequel le demandeur a le plus de liens ou premier Etat européen dans lequel il est arrivé) et permet d'éviter qu'un demandeur d'asile débouté n'introduise une demande dans un autre Etat de l'UE.

Schéma de la nouvelle procédure d'asile en Belgique



l'audition, de toute pièce justificative et de l'évaluation de la situation dans le pays d'origine. En cas de refus du statut de réfugié, le CGRA se prononce alors sur l'octroi ou le refus du statut de protection subsidiaire. Le CGRA est également compétent pour décider du retrait du statut de réfugié ou de protection subsidiaire.

Si le CGRA refuse les deux statuts, le demandeur peut introduire un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers (CCE) qui est compétent pour confirmer ou réformer les décisions du CGRA. Le CCE peut également annuler des décisions du CGRA pour des raisons d'irrégularité (par exemple lorsque des éléments essentiels ont été ignorés dans le traitement du dossier). Le CGRA devra alors reprendre son instruction. La procédure devant le CCE est écrite même si des remarques peuvent être émises durant l'audience. Les deux parties, à savoir le demandeur d'asile (représenté par un avocat) et le CGRA, comparaissent durant l'audience qui est publique.

Finalement, un pourvoi en cassation de la décision du CCE peut être introduit devant le Conseil d'Etat. Afin d'éviter les demandes non fondées (et donc pour désengorger le Conseil d'Etat), les pourvois sont d'abord soumis à un examen d'admissibilité qui vérifie si le Conseil d'Etat est bien compétent ou si le pourvoi n'est pas sans objet. Si le Conseil d'Etat annule la décision, le dossier est renvoyé au CCE qui doit se prononcer une nouvelle fois en suivant l'avis de l'arrêt rendu.

3.2.2 La protection subsidiaire

Pour rappel, la loi du 15 septembre 2006 a introduit le statut de protection subsidiaire: depuis le 10 octobre 2006, la Belgique doit accorder un titre de séjour (provisoire mais renouvelable) aux étrangers qui ne peuvent prétendre au statut de réfugié tel que défini dans la Convention de Genève mais qui ont de sérieux motifs de croire qu'ils encourent un risque réel de subir une atteinte grave[22] en cas de retour dans leur pays d'origine[23].

Le CGRA doit donc désormais vérifier si les demandeurs d'asile peuvent non seulement obtenir le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève mais aussi, dans un deuxième temps, s'ils peuvent bénéficier de la protection subsidiaire. Il faut remarquer que certains étrangers dont la demande d'asile avait été rejetée mais qui bénéficiaient d'une clause de non-reconduite dans leur pays d'origine (du fait de menaces sur leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté) ont pu, depuis le 10 octobre, faire une demande pour obtenir le statut de protection subsidiaire.

3.2.3 Nombre de réfugiés reconnus

En 2006, le nombre de reconnaissances du statut de réfugiés au CGRA a atteint 1.914 (contre 3.059 en 2005) alors que le nombre de refus s'est élevé à 5.600 (7.790 en 2005).

Tableau 8 : Décisions quant au fond du CGRA

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Reconnaissances	1.559	1.707	1.446	1.238	1.198	897	1.166	1.201	2.275	3.059	1.914
Refus	4.068	4.059	2.268	1.826	3.262	1.890	4.446	4.964	5.860	7.790	5.600
Protection subsidiaire											8
Total	**5.627**	**5.766**	**5.779**	**5.794**	**5.802**	**5.807**	**5.798**	**6.165**	**8.135**	**10.849**	**7.522**
Source: CGRA											

22 Les « atteintes graves » sont « la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison de violence aveugle ou en cas de conflit armé interne ou international. » - Directive européenne 2004/83/CE

23 15 SEPTEMBRE 2006. Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. 5 OCTOBRE 2006. Circulaire relative au statut de protection subsidiaire.

23,15% de ces reconnaissances concernaient des réfugiés russes, principalement des Tchétchènes et 15,5% des réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo (voir le tableau 9 ci-dessous).

Tableau 9 : Principaux pays d'origine des réfugiés reconnus en 2006

Russie	443
RD Congo	296
Rwanda	281
Côte d'Ivoire	123
Guinée	114
Serbie-monténégro	65
Chine	57
Biélorussie	50
Iran	46
Irak	42
Autres	397
Total	**1.914**
Source: CGRA	

Notons enfin que si l'on prend également en compte les reconnaissances du statut de réfugié par la CPRR[24] (commission permanente de recours des réfugiés), 2.383 personnes ont été reconnues réfugiées en 2006.

3.2.4 Régularisation des longues procédures de demandes d'asile

Depuis maintenant 3 ans, l'OE mène une politique de régularisation au bénéfice des étrangers engagés dans de longues procédures de demandes d'asile[25]. Les demandeurs d'asile dont la procédure n'a pas abouti (recours au Conseil d'Etat non compris) après 3 ans (pour les familles avec enfants scolarisés) ou 4 ans (pour les personnes seules ou couples sans enfant) peuvent bénéficier quasi automatiquement d'une régularisation de leur séjour. Il leur suffit d'introduire une demande en suivant une procédure définie dans loi du 15 décembre 1980 sur le séjour des étrangers. Selon l'article 9bis[26] de cette loi, l'autorisation de séjour peut être demandée au bourgmestre de la commune où l'étranger séjourne lors de circonstances exceptionnelles[27]. Dans le cas des longues procédures, le critère du long délai d'attente et l'intégration qui en découle sont donc considérés comme des circonstances exceptionnelles. Les demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée mais dont la procédure aurait duré plus de 3 ou 4 ans ou presque, peuvent également introduire une demande. Ils doivent quant à eux apporter des preuves de la réalité de leur intégration.

24 La CPRR, qui n'existe plus à l'heure actuelle, était compétente pour confirmer ou réformer les décisions prises par le CGRA dans l'ancienne procédure d'asile. Le CCE (Conseil du contentieux des étrangers) la remplace dorénavant.

25 Cette politique n'a pas été rendue publique par une circulaire ou un texte réglementaire mais fait suite à une déclaration du ministre en 2004.

26 L'article 9bis a été introduit par la loi du 15 septembre 2006. Il correspond à l'ancien article 9§3 qu'il complète en précisant ce qui ne peut être considéré comme des circonstances exceptionnelles (par exemple, les éléments qui ont déjà servi lors d'une précédente demande d'asile qui a été rejetée).

27 Alors que normalement, pour être valable, une demande de séjour doit se faire depuis le poste diplomatique belge dans le pays d'origine de l'étranger.

3.3 L'accueil des demandeurs d'asile

Le changement de la procédure d'asile s'accompagne de quelques modifications dans l'accueil des demandeurs d'asile[28]. Avant juin 2007, les demandeurs d'asile bénéficiaient de prestations matérielles durant la 1ère phase de leur procédure (recevabilité) et de prestations financières (aide financière des centres publics d'action sociale - CPAS) une fois entrés dans la 2e phase de la procédure (examen au fond). Ils pouvaient également travailler avec un permis C durant cette seconde période. Dorénavant, la procédure ne comptant plus qu'une phase et ne durant plus qu'une année, les demandeurs d'asile ne percevront plus d'aide financière mais seront aidés matériellement pendant toute leur procédure (recours au Conseil d'Etat compris). De même, ils ne peuvent désormais plus travailler.

L'accueil se fait en deux étapes. Durant les quatre premiers mois de leur procédure les demandeurs séjournent dans un centre d'accueil collectif qui leur est désigné par le service Dispatching de Fedasil (voir ci-dessous). L'aide matérielle comprend donc l'hébergement mais aussi la nourriture, l'habillement, l'accompagnement médical, psychologique, social, juridique et administratif et l'attribution d'une allocation journalière (argent de poche). Le demandeur d'asile n'est pas obligé de séjourner dans ces structures d'accueil mais s'il choisit de résider ailleurs que dans le centre d'accueil désigné, il ne bénéficie que d'une aide médicale.

Après ces quatre premiers mois, le demandeur d'asile peut être transféré dans une structure d'accueil individuelle, dans la limite des places disponibles. Ces logements sont mieux adaptés aux situations de chacun. Ce second accueil est organisé par les CPAS ou par les ONG CIRE et Vluchtelingenwerk Vlaanderen.

C'est « l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile » (Fedasil) qui se charge de coordonner ces différentes structures d'accueil et de vérifier leur qualité d'accueil. Fedasil a vu le jour en 2002 lorsque le gouvernement a décidé de substituer l'aide matérielle à l'aide financière (durant la phase de recevabilité dans un premier temps) et qu'il a fallu organiser l'accueil des demandeurs d'asile dans différents lieux. Ainsi, cette agence a pour objet principal « d'assurer l'organisation et la gestion des différentes modalités d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que la coordination du retour volontaire »[29] . Fedasil a donc pour missions principales: la gestion de 18 centres d'accueil, la coordination des différentes structures d'accueil (Croix-Rouge, initiatives locales d'accueil organisées par les CPAS, places d'accueil gérées par les ONG…), la répartition des demandeurs d'asile et l'octroi d'une aide matérielle, médicale et psychosociale aux demandeurs d'asile, ainsi que l'orientation, l'information et l'accompagnement de ceux-ci.

La capacité totale du réseau d'accueil en Belgique était de 15.874 places fin 2006 alors qu'il n'y avait encore que de 8.246 places en 2000. Le nombre de demandeurs d'asile accueillis à la fin 2006 était de 12.816[30].

28 12 JANVIER 2007. Loi sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

29 19 JUILLET 2001. Loi-programme.

30 Fedasil, « Rapport annuel 2006 », 2007.

4 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: sources administratives

4.1 Accès au marché du travail: législation

4.1.1 Travailleurs non-européens

Les citoyens non européens (hors EEE[31]) qui souhaitent travailler en Belgique doivent obtenir un permis de travail avant d'occuper un emploi salarié ou obtenir une carte professionnelle afin d'accéder à un emploi non-salarié. Les emplois statutaires dans la fonction publique ne leur sont pas accessibles sauf, dans les administrations de la Région de Bruxelles-Capitale[32] et au sein des services de la Commission communautaire française[33].

A. Le travail salarié

Pour accéder à un emploi salarié, l'étranger non-européen doit donc obtenir un permis de travail. L'arrêté royal du 9 juin 1999[34] définit les différents permis de travail existant ainsi que leurs conditions d'attribution. Il existe trois types de permis:

- Le permis A est d'une durée illimitée et est valable pour n'importe quel employeur, secteur ou métier. Il est accordé aux travailleurs étrangers résidant et travaillant en Belgique depuis plusieurs années avec un permis B[35].
- Le permis B est d'une durée limitée (maximum 12 mois, renouvelable) et est accordé aux étrangers allant travailler chez des employeurs qui ont obtenu préalablement une autorisation d'occupation. Cette autorisation d'occupation est accordée suite à un examen de la situation du marché du travail, c'est-à-dire que l'autorisation n'est octroyée que s'il n'y a pas de travailleurs belges ou européens disponibles. De plus, cette autorisation ne sera délivrée que pour des travailleurs originaires de pays avec lesquels la Belgique à conclu un accord international[36]. Contrairement au permis A et C, le permis B est donc limité à un emploi auprès d'un employeur.
- En 2003, un troisième permis (le C) a été instauré. D'une durée limitée (une année maximum, renouvelable), il est valable pour n'importe quel employeur, secteur ou métier. Il est délivré à des étrangers séjournant légalement et provisoirement en Belgique pour d'autres motifs que le travail (par exemple, les candidats réfugiés dont la demande est jugée recevable ou les étudiants).

Certaines catégories d'étrangers sont dispensées de permis de travail. C'est le cas, par exemple, des réfugiés ou des conjoints de belges (voir l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juin 1999).

Les permis de travail sont délivrés par les trois régions du pays et par la Communauté germanophone. Concrètement, les formulaires de demandes de permis et d'autorisation sont à demander et à introduire auprès des services de placement régionaux : FOREM en Wallonie, ACTIRIS à Bruxelles, VDAB en Flandre et Arbeidsamt en Communauté germanophone. Une demande de permis A ou C sera introduite par le travailleur mais dans le cas d'un permis B, elle le sera par l'employeur. Si la demande est acceptée, c'est l'administration communale du lieu de séjour du travailleur (ou de l'employeur si le travailleur n'est pas encore en Belgique) qui délivre le permis. En cas de refus, un recours motivé contre la décision de refus peut être introduit auprès du Ministre régional compétent dans un délai d'un mois.

31 C'est-à-dire les ressortissants de pays hors EEE (Espace économique européen = l'Union européenne, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse).

32 11 JUILLET 2002. Ordonnance élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique régionale.

33 19 MARS 2004. Décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française.

34 9 JUIN 1999. Arrêté royal portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

35 A savoir quatre ans sur une période maximale de 10 ans de séjour légal et ininterrompu. Ce délai est diminué d'un an pour les ressortissants des pays avec lesquels la Belgique est liée par des accords internationaux (voir note ci-dessous) et pour les travailleurs dont le conjoint ou les enfants séjournent légalement en Belgique.

36 Algérie, ex-Yougoslavie, Maroc, Tunisie, Turquie et nouveaux Etats membres de l'Union européenne (via les Traités d'adhésion) avec une priorité accordée à ces derniers.

B. L'emploi non-salarié

Tout étranger (hors EEE) qui exerce une activité professionnelle indépendante sur le territoire belge doit être titulaire d'une carte professionnelle[37]. La carte professionnelle est délivrée par le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, pour une période maximale de cinq années (renouvelable). Elle est personnelle et spécifie de manière précise l'activité qui peut être exercée par le titulaire. Il existe des catégories d'étrangers qui sont dispensées de carte professionnelle comme par exemple les réfugiés ou les étrangers autorisés à séjourner en Belgique pour une durée illimitée[38].

La demande d'obtention, de prolongation ou de renouvellement d'une carte professionnelle s'effectue auprès de l'administration communale du lieu de séjour ou auprès du poste diplomatique pour les étrangers qui ne résident pas encore en Belgique (l'autorisation de séjour doit alors être demandée en même temps). La décision sera prise par un fonctionnaire délégué désigné par le Ministre des Classes moyennes et transmise au demandeur via l'administration communale ou le poste diplomatique. En cas de refus, un recours est possible dans les 30 jours auprès du ministre des Classes moyennes qui prendra sa décision sur base d'un avis du Conseil d'enquête économique pour étrangers[39].

4.1.2 Travailleurs européens: principe de la libre circulation

Les citoyens de l'Espace économique européen bénéficient quant à eux d'un libre accès au marché du travail. Ils peuvent donc exercer un emploi salarié ou non-salarié sans condition. Il faut toutefois mentionner que des restrictions temporaires sont d'application pour les ressortissants des nouveaux pays membres de l'UE en ce qui concerne le travail salarié.

4.1.3 Travailleurs des nouveaux Etats membres de l'UE: période transitoire

Le 1er mai 2004, l'Union européenne s'est élargie à 10 nouveaux pays (Estonie, Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie). La population de l'Union s'est alors accrue de 19,4%: 74 millions de personnes se sont ajoutées aux 383 millions d'habitants que comptait déjà l'UE. Lors de cette adhésion, il a été convenu de la possibilité pour les anciens Etats membres de maintenir des mesures transitoires imposant des restrictions à l'accès des ressortissants des nouveaux Etats membres[40] à leur marché du travail. Ces mesures transitoires ne pourront toutefois pas dépasser une période maximale de 7 ans (2+3+2 ans). La première phase de cette période de transition a pris fin le 30 avril 2006, date avant laquelle les pays devaient décider de la prolongation ou non des restrictions et en informer la Commission européenne.

Du 1er mai 2004 au 30 avril 2006, la Belgique a fait partie des pays qui avaient choisi de maintenir des restrictions à l'accès de leur marché du travail : il a ainsi été décidé que les ressortissants des nouveaux pays membres (à l'exception de Chypre et Malte) devraient encore disposer d'un permis de travail[41] pour obtenir un permis de séjour en vue d'exercer une activité économique salariée sur le territoire belge.

Au 1er mai 2006, la deuxième phase de la période transitoire a débuté. En Belgique, il a été décidé de maintenir les dispositions transitoires tout en assouplissant la procédure d'octroi d'un permis pour un certain nombre de professions qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre[42] : les ressortissants des nouveaux pays membres doivent donc tou-

37 19 FEVRIER 1965. Loi relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes.

38 3 FEVRIER 2003. Arrêté royal dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaire d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante.

39 C'est depuis le 21 septembre 2006 que la décision est prise en première instance par un fonctionnaire délégué (et plus par le ministre lui-même) et ceci afin de rendre la procédure plus rapide : 1er MAI 2006. Loi modifiant la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes.

40 Ou plutôt de 8 d'entre eux (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie). Les Chypriotes et les Maltais ne sont pas soumis à une période transitoire.

41 12 AVRIL 2004. Arrêté royal modifiant, suite à l'adhésion de nouveaux Etats membres de l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

42 24 AVRIL 2006. Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, en vue de la prolongation des mesures transitoires qui ont été introduites suites à l'adhésion de nouveaux Etats membres à l'Union européenne.

jours obtenir un permis de travail pour exercer une activité salariée. Cependant, depuis le 1er juin, la délivrance des permis aux travailleurs de l'UE-8 est automatique et plus rapide (maximum 5 jours) pour les professions figurant sur une liste de fonctions critiques établie par les régions. La Belgique peut décider de mettre fin à ces dispositions à tout moment et il lui faudra en tout cas justifier l'éventuelle prolongation (pour un maximum de 2 années) au 1er mai 2009 par un risque de graves perturbations du marché du travail.

Le 1er janvier 2007, deux nouveaux Etats ont adhéré à l'Union européenne : la Bulgarie et la Roumanie. La Belgique a décidé d'appliquer à leurs ressortissants les mêmes dispositions transitoires qu'aux citoyens des huit autres « nouveaux » Etats membres[43]: ils doivent donc également être en possession d'un permis de travail pour exercer une activité salariée en Belgique mais ils bénéficient de la procédure accélérée pour l'octroi de permis B pour les métiers en pénurie.

4.2 Les entrées de travailleurs étrangers

4.2.1 Les entrées de salariés

La seule information disponible relative aux entrées de travailleurs salariés étrangers provient de la statistique sur les premiers permis de travail B délivrés et ne concerne donc que les travailleurs non européens ainsi que ceux des 10 nouveaux Etats membres sous période transitoire.

En 2006, 12.472 premiers permis B ont été délivrés à des travailleurs étrangers (voir tableau 10 ci-dessous) soit environ 6.000 de plus qu'en 2005. 3.757 de ces premiers permis ont été délivrés à des femmes (30%). Presque 60% du total des premiers permis ont été accordés à des travailleurs polonais puisqu'ils totalisent à eux seuls 7.212 premiers permis (dont 2.186 femmes).

Tableau 10 : Premiers permis de travail B délivrés

				Dont femmes		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Pologne	1.046	2.122	7.212	346	734	2.186
Inde	666	795	1.084	74	98	120
USA	504	591	607	106	141	133
Japon	405	467	399	29	43	35
Roumanie	105	210	339	40	42	242
Chine	131	220	298	61	123	81
Slovaquie	60	80	294	29	38	88
Turquie	95	193	207	24	48	37
Hongrie	91	95	190	35	34	83
République tchèque	61	99	159	26	49	61
Russie	71	111	126	15	19	54
Canada	107	104	120	22	28	47
Bulgarie	68	96	105	55	55	75
Brésil	114	101	99	55	55	29
Autres	947	1.241	1.233	316	463	486
Total	**4.312**	**6.311**	**12.472**	**1.123**	**1.860**	**3.757**

Source: SPF ETCS

43 19 DECEMBRE 2006. Arrêté royal modifiant, suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

C'est ensuite les Indiens (1.084 permis), les Américains (607) et les Japonais (399) qui ont obtenu le plus de premiers permis. Le nombre de premiers permis délivrés a donc fortement progressé depuis 2005 mais il faut remarquer qu'une grande partie de cette augmentation résulte du nombre important de permis B délivrés aux travailleurs ressortissants des nouveaux états membres dans le cadre de la procédure accélérée pour certaines fonctions critiques. Une grande partie de ces permis ont été demandés et délivrés en Flandre : en 2006, 8.742[44] permis (premiers permis et renouvellements) ont été délivrés en Flandre rien que pour les fonctions critiques. 6.831 de ces permis concernaient des travailleurs saisonniers dans le secteur horticole. Si on y ajoute les 1.108 délivrés avant la mise en place de la procédure accélérée, 7.939 permis ont été délivrés en 2006 par l'administration flamande à des travailleurs saisonniers (contre 2.639 en 2005 et 1.003 en 2004) dont une majorité à des ressortissants polonais.

4.2.2 Les permis C

Depuis 2003, il existe un nouveau permis de travail C délivré aux étrangers ayant été admis en séjour provisoire en Belgique pour d'autres motifs que le travail. Ce permis concerne, par exemple, les demandeurs d'asile dont la demande est jugée recevable (selon l'ancienne procédure, cf le chapitre 3) ou les étudiants qui souhaitent travailler pendant l'année scolaire[45]. Le nombre de permis C délivrés ne permet cependant pas de dire combien de détenteurs de cette carte travaillent effectivement puisque le permis C est attribué à un étranger pour n'importe quel emploi mais sans obligation de travailler. Il se peut donc que de nombreux étrangers demandent le permis « au cas où » mais que finalement seule une fraction d'entre eux travaille. Le nombre de permis C délivrés en 2006 a été de 26.528 (soit 1.000 de moins qu'en 2005) dont 10.440 à des femmes[46].

4.2.3 Les entrées de travailleurs salariés hautement qualifiés

Pour rappel, l'autorisation d'occupation préalable à la délivrance d'un permis B ne peut normalement être accordée que s'il y a pénurie de main d'œuvre sur le marché du travail local et prioritairement pour des travailleurs issus des nouveaux pays membres de l'UE ou de pays avec lesquels la Belgique a conclu un accord. Il existe cependant des exceptions et pour plusieurs catégories de travailleurs, il n'est pas tenu compte de la situation du marché du travail ni de l'origine du travailleur. Jusqu'au mois septembre 2007, les travailleurs hautement qualifiés bénéficiaient de cette dérogation[47]. Désormais et depuis septembre 2007, une série de dispenses sont prévues pour les chercheurs et les cadres qui viennent en Belgique dans le cadre de missions bien définies (par exemple : les chercheurs dans les limites de la durée du projet de recherche, les travailleurs venant assister à des congrès ou à des réunions de maximum 5 jours par mois, les travailleurs d'un groupe multinational venant suivre une formation au siège belge de maximum 3 mois[48] …)

En 2006, 6.968 permis de travail (1er permis et renouvellement) ont été octroyés à des travailleurs hautement qualifiés ou occupant des postes de direction, soit 520 de plus qu'en 2005. Sur l'ensemble des permis B délivrés en 2006 (presque 21.000), 34% l'ont donc été à des travailleurs hautement qualifiés (contre 50% en 2005). Si la part de permis pour travailleurs hautement qualifiés a si nettement diminué parmi le total des permis B délivrés, c'est parce ce total a presque doublé du fait du grand nombre de permis délivrés aux ressortissants des nouveaux Etats membres pour les fonctions critiques

44 Il ne faut pas confondre le nombre de permis et le travailleur : un travailleur peut obtenir plusieurs permis sur une même année.

45 Les étudiants étrangers qui travaillent pendant des vacances scolaires sont dispensés de permis.

46 Tableau détaillé en annexe 9.

47 Ainsi que par exemple les stagiaires, les chercheurs, les techniciens spécialisés,…

48 12 SEPTEMBRE 2007. Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne les chercheurs et les cadres, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

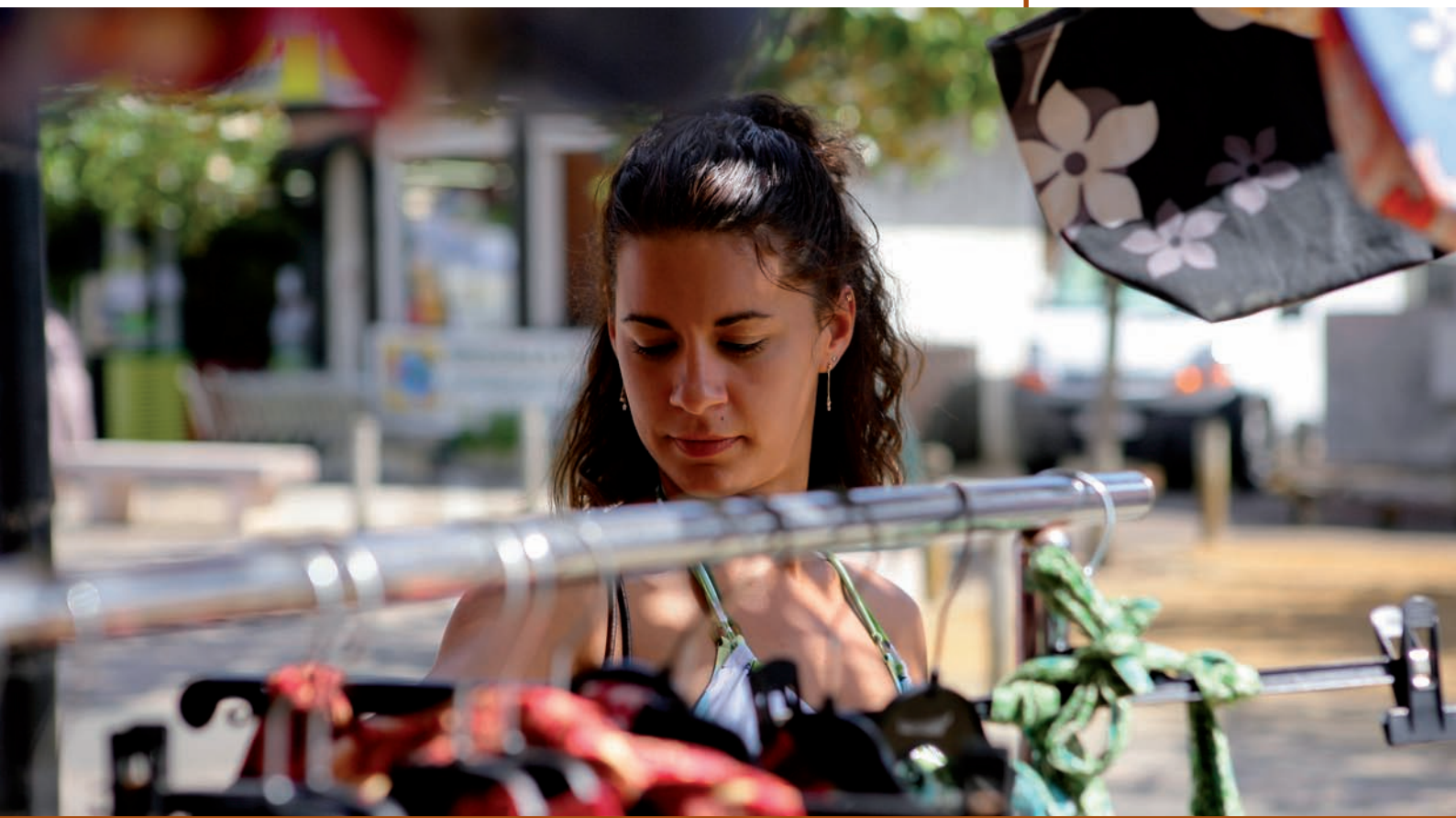
(dont une grande part pour des emplois saisonniers dans le secteur horticole) et non pas parce qu'il y a eu moins de travailleurs hautement qualifiés.

A peu près la moitié des permis pour travailleurs hautement qualifiés ont été délivrés à des Indiens, des Japonais ou des Américains.

Tableau 11 : Permis de travail B pour les travailleurs hautement qualifiés et les postes de direction des 9 principales nationalités

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Inde	459	508	678	795	1.006	1.207	1.521
Japon	835	588	897	876	931	1.111	1.149
USA	1.307	795	1005	750	753	971	889
Roumanie	107	153	148	152	174	256	264
Turquie	137	138	153	167	173	248	293
Canada	303	205	256	208	208	227	218
Chine	149	169	170	169	170	211	296
Russie	145	167	198	181	189	210	210
Pologne	108	105	126	132	170	201	201
Autres	1.809	1.669	1.614	2.059	2.111	1.806	1.927
Total	**5.359**	**4.497**	**5.245**	**5.489**	**5.885**	**6.448**	**6.968**

Source: SPF ETCS



4.2.4 Les entrées d'indépendants

Le nombre d'entrées de travailleurs non salariés en Belgique est calculé sur la base de données issues de l'Institut national d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants (INASTI). Il s'agit en fait du nombre d'étrangers qui ont commencé une activité indépendante au cours de l'année[49].

Le tableau 12 nous indique qu'en 2006, 11.791 étrangers et 60.082 Belges ont débuté une activité professionnelle non salariée en Belgique. Il y a donc davantage d'indépendants qui ont commencé une activité en 2006 qu'en 2005 et la progression a été plus forte parmi les étrangers (+14% contre +7% pour les Belges). On remarque donc que la tendance à l'augmentation qui existe depuis 2002 est plus marquée chez les étrangers: 105% d'augmentation entre 2002 et 2006 pour les étrangers contre 38% pour les Belges.

Tableau 12 : Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année

	2005	2006
Pologne	1.880	2.411
Pays-Bas	1.505	1.752
France	1.028	1.269
Roumanie	750	1.009
Italie	769	865
Portugal	316	453
Turquie	448	427
Maroc	430	415
Allemagne	287	317
Royaume-Uni	298	279
Autres	2.616	2.594
Total Etrangers	10.327	11.791
Belgique	56.082	60.082
Total général	**66.409**	**71.873**
Source: INASTI		

Parmi les nationalités les mieux représentées, on trouve des ressortissants des pays de l'UE. Les Polonais, qui sont de plus en plus nombreux à débuter une activité indépendante, sont depuis 2005 en tête du tableau. En 2006 ils étaient 2.411 nouveaux indépendants. Ils sont suivis par les Hollandais et les Français dont le nombre d'indépendants débutant a également progressé mais plus faiblement.

49 Il n'est à nouveau pas possible de déterminer si l'immigration est liée au commencement de l'activité professionnelle ou si elle est antérieure.

4.3 Les personnes de nationalité étrangère sur le marché du travail

4.3.1 Sources administratives

Plusieurs sources administratives ont dû être mobilisées afin d'estimer la population active étrangère par nationalité. En effet, les deux sources fournissant un chiffre pour la population active, à savoir l'enquête socio-économique générale et l'enquête force de travail, ne nous permettent pas à l'heure actuelle de disposer de données récentes et suffisamment détaillées[50].

Des calculs ont donc été effectués au SPF Emploi, Travail et Concertation social afin d'obtenir une estimation de la population active étrangère sur la base de trois sources:

- les statistiques sur les salariés sont basées sur l'exploitation des comptes individuels de pension en provenance du CIMIRe (Compte Individuel Multisectoriel – Multisectoriële Individuele Rekening) et reprennent l'ensemble des personnes ayant occupé un travail salarié entre le 1er janvier et le 31 décembre ;
- les données sur les demandeurs d'emploi au 30 juin proviennent de l'Office national de l'emploi et concernent les demandeurs d'emploi qui sont inscrits dans un des bureaux de placement régionaux ;
- enfin, les statistiques sur les travailleurs non-salariés sont fournies par l'INASTI (Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants). Les données publiées sont celles disponibles au 31 décembre.

4.3.2 Définitions[51]

Emploi intérieur: l'emploi intérieur comprend toutes les personnes âgées de 15 à 64 ans qui travaillent au moins 1 heure par semaine dans une unité productrice résidente. Deux grandes catégories peuvent être distinguées : l'emploi salarié et l'emploi non salarié.

Emploi salarié: l'emploi salarié comprend les personnes qui travaillent pour un employeur, public et privé, et qui reçoivent une rémunération sous forme de traitement, salaire, commission, salaires aux pièces ou traitement en nature.

Emploi non salarié: l'emploi non salarié comprend les personnes qui travaillent en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial. Il inclut les travailleurs indépendants, qu'ils emploient ou non du personnel, et les aidants non rémunérés. Les aidants rémunérés et les indépendants à titre complémentaire sont repris dans la catégorie des salariés.

Chômage: sont considérées comme chômeuses, les personnes âgées de 15 à 64 ans sans emploi, disponibles pour le marché du travail et recherchant un travail. En pratique, la série comprend l'ensemble des demandeurs d'emploi inoccupés, c'est-à-dire : les chômeurs complets indemnisés, les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits librement mais ne bénéficiant pas d'indemnités, les chômeurs inscrits obligatoires.

Population active: La population active reprend l'ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans présentes sur le marché du travail. Le concept de population active ne regroupe que les personnes résidant en Belgique, que ces dernières soient occupées en Belgique ou à l'étranger ou qu'elles soient au chômage. Sont donc exclus les travailleurs résidant à l'étranger employés dans des unités productrices nationales. Pratiquement, la population active comprend les chômeurs et l'emploi intérieur auquel on ajoute le solde frontalier[52].

50 La dernière enquête socio-économique générale date de 2001 et l'enquête EFT ne permet pas d'obtenir une répartition des étrangers par nationalité.

51 Les définitions sont pour l'essentiel tirées de la publication « La population active en Belgique. 1. Le pays : une situation au 30 juin 1999 », Ministère fédéral de l'emploi et du travail, 2001.

52 Dans les statistiques calculées par le SPF ETCS à partir des données administratives, la population active ne comprend pas le solde frontalier car celui-ci n'est pas disponible par nationalité. La population active (et tous les taux qui en découleront) est donc constituée du seul emploi intérieur et des chômeurs.

Solde frontalier: équivaut au nombre de frontaliers de Belgique travaillant à l'étranger dont on soustrait les frontaliers résidant dans d'autres pays et travaillant en Belgique.

Taux d'activité: donne une indication quant à l'intensité du désir de participation à la vie économique d'une population. Il est obtenu en divisant la population active totale par la population âgée de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi: indique la part des personnes occupées dans la population âgée de 15 à 64 ans.

Taux de chômage: donne la proportion de demandeurs d'emploi inoccupés par rapport à la population active totale.

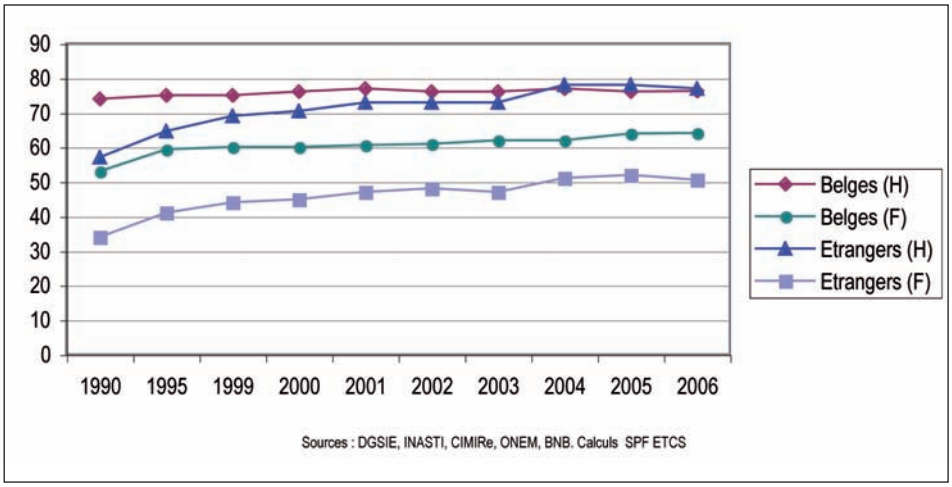
4.3.3 La population active

En 2006, la population active[53] totale s'élevait à 4.832.042 personnes dont 3.566.000 travailleurs salariés, 693.100 travailleurs non salariés et 572.942 chômeurs. La population active étrangère comptait 449.810 personnes, soit 9,3% de la population active totale[54]. La population active totale a donc augmenté de 1,1% entre 2005 et 2006 et elle a davantage progressé parmi les étrangers (2,3%) que parmi les Belges (0,9%).

La part des femmes dans la population active a très légèrement augmenté par rapport à 2005 puisqu'en 2006, les femmes représentaient 44,8% de la population active totale (contre 44,7% en 2005), 45,5% de la population active belge (contre 45,4% en 2005) et 38,5% de la population active étrangère (comme en 2005).

En 2006, le taux d'activité[55] des Belges s'est maintenu à 70% et celui des étrangers à 65%. Que ce soit parmi les Belges ou les étrangers, le taux d'activité féminin reste inférieur à celui des hommes mais l'écart est plus important dans la population étrangère avec 26 points d'écart (contre 12 chez les Belges). On notera enfin que le taux d'activité masculin des étrangers (77%) qui avait cessé sa progression entre 2004 et 2005 (voir le graphique 8 ci-dessous) a diminué d'un point en 2006 tout en restant supérieur d'un point à celui des hommes belges (76%).

Graphique 8: Taux d'activité des Belges et des étrangers selon le sexe



53 Pour rappel, la population active dont nous parlerons est calculée sur base de l'emploi intérieur et ne comprend donc pas le solde frontalier.

54 L'annexe 11 fournit un tableau sur la population active par nationalité de 1990 à 2005.

55 L'annexe 12 reprend les différents taux (activité, emploi, chômage).

Si l'on se penche maintenant sur les principales nationalités qui constituent la population active étrangère, on s'aperçoit que les Européens représentent 67 % de celle-ci (contre 66% en 2005). Les Français, les Italiens et les Hollandais constituent presque la moitié des actifs étrangers en Belgique (voir le tableau 13 ci-dessous). On remarquera toutefois que le nombre d'Italiens actifs continue à diminuer (-0,3% entre 2005 et 2006) contrairement aux effectifs de Français et de Hollandais actifs qui ont poursuivi leur augmentation de respectivement 6,7% et 7,3%. Les Marocains et les Turcs sont les actifs non-européens les plus nombreux. Néanmoins, entre 2005 et 2006, leur nombre a diminué de respectivement -4,7% et -6,8%. Notons enfin que les actifs polonais sont ceux dont le nombre a le plus fortement progressé (+22,3%).

Tableau 13 : population active selon les principales nationalités

				Dont femmes		
	2005	2006	Evolution par rapport à 2005	2005	2006	% de femmes en 2006
Italie	83.093	82.858	-0,3 %	31.810	31.494	38,0 %
France	81.077	84.239	3,9 %	33.242	34.755	41,3 %
Pays-Bas	40.918	43.469	6,2 %	15.512	16.775	38,6 %
Maroc	38.030	38.599	1,5 %	10.251	10.395	26,9 %
Espagne	21.553	21.517	-0,2 %	9.543	9.639	44,8 %
Turquie	19.333	18.990	-1,8 %	5.952	5.637	29,7 %
Portugal	14.730	15.416	4,7 %	6.025	6.290	40,8 %
Allemagne	11.633	12.456	7,1 %	5.150	5.437	43,6 %
Pologne	10.957	12.985	18,5 %	4.476	4.917	37,9 %
Royaume Uni	9.603	9.827	2,3 %	3.551	3.620	36,8 %
Congo (RD)	9.126	9.438	3,4 %	4.116	4.345	46,0 %
Grèce	6.314	6.260	-0,9 %	2.520	2.520	40,3 %
Algérie	4.505	4.426	-1,8 %	1.080	1.023	23,1 %
Autres nationalités	88.819	85.699	-3,5 %	34.750	33.750	39,4 %
Total étrangers	**439.691**	**446.179**	**1,5 %**	**167.978**	**170.597**	**38,2 %**
Dont UE	289.242	297.940	3,0 %	115.918	116.746	39,2 %
Belgique	4.341.347	4.385.863	1,0 %	1.970.065	1.995.486	45,5 %
Total général	**4.781.028**	**4.832.042**	**1,1 %**	**2.138.043**	**2.166.083**	**44,8 %**

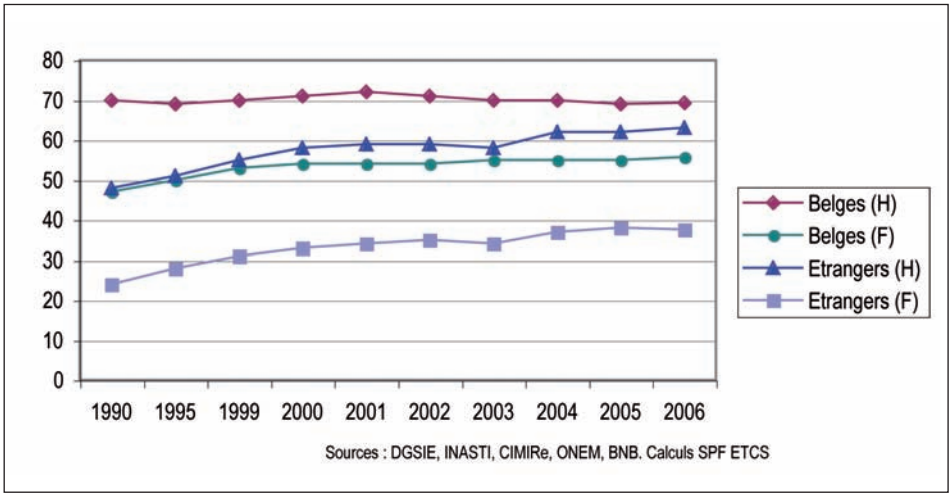
Sources: INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB. Calculs SPF ETCS.

4.3.4 L'emploi intérieur et le taux d'emploi[56]

Comme pour le taux d'activité, le taux d'emploi « intérieur » des étrangers est inférieur à celui des Belges : en 2006, il a progressé d'un point (51%) pour les étrangers comme pour les Belges (63%). Cependant, le taux d'emploi des étrangers croît plus vite que celui des Belges puisque le premier a progressé de 11 points entre 1995 et 2006 alors que le second n'augmentait que de 3 points sur la même période. L'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes est à nouveau plus important parmi les étrangers (25 points). Enfin, il est intéressant de noter qu'entre 1995 et 2006, même si le taux d'emploi des hommes étrangers se rapproche de celui des hommes belges, il en est encore passablement éloigné (6 points) et ne suit donc pas complètement l'évolution du taux d'activité.

56 Calculé sur base de l'emploi intérieur (et non sur base de la population occupée).

Graphique 9 : Taux d'emploi des Belges et des étrangers selon le sexe



A. Les salariés

En 2006, on comptait 3.566.000 salariés parmi la population active totale dont 3.270.228 salariés belges et 295.772 salariés étrangers[57], les salariés étrangers représentant 8,3% de l'emploi salarié total. Entre 2005 et 2006, l'emploi salarié a donc augmenté que ce soit parmi la population totale (+1,1%), la population belge (+0,9%) ou la population étrangère (+3,9%). L'emploi salarié progresse davantage parmi les ressortissants européens (+4,5%). En 2006, les principales nationalités étrangères parmi les salariés sont les mêmes que celles que l'on retrouve dans la population active. La proportion de femmes

57 Voir l'annexe 13. Répartition de l'emploi intérieur salarié par nationalité.

parmi les salariés étrangers est de 38% alors qu'elle est de 46,3% parmi les salariés belges. Ces deux proportions sont toutefois en augmentation depuis 1999.

B. Les indépendants

Au 31 décembre 2006, on dénombrait 57.658 indépendants et aidants étrangers et 635.442 Belges. Les indépendants étrangers représentaient 8,3% du nombre total des travailleurs non-salariés. En 2006, les Belges comme les étrangers ont été plus nombreux que l'année précédente à occuper un emploi non-salarié : par rapport à 2005, le nombre d'indépendants a progressé de 6% parmi les étrangers mais de seulement 0,8% parmi les Belges. La contribution des femmes au travail indépendant est plus faible encore que leur contribution à l'emploi salarié puisque qu'elle est seulement de 28,2% pour les étrangers (contre 27,3% en 2005) et de 35% pour les Belges (contre 35,9% en 2005).

Les principales nationalités des travailleurs non salariés étrangers sont similaires à celles des salariés et de la population active mais l'ordre diffère. Les Européens représentent 75% des indépendants et aidants étrangers mais cette fois ce sont les Hollandais qui devancent les Italiens et les Français. Les Turcs et les Marocains, premières communautés non-européennes, n'occupent plus que les 10e et 11e places (contre les 6e et 4e places dans la population active étrangère). Un fait notable à relever en 2006 est la forte progression du nombre d'indépendants polonais (+22%) et roumains (+42,9%).

Tableau 14 : Emploi intérieur non-salarié selon les principales nationalités

				Dont femmes	
	2005	2006	Evolution par rapport à 2005	2005	2006
Pays-Bas	10.190	10.568	3,7 %	3.181	3.412
Italie	8.817	8.740	-0,9 %	2.259	2.228
France	7.029	7.412	5,4 %	2.734	2.919
Pologne	4.516	5.510	22,0 %	838	792
Roumanie	1.666	2.380	42,9 %	511	654
Royaume-Uni	2.238	2.244	0,3 %	602	604
Allemagne	1.922	2.012	4,7 %	781	814
Portugal	1.847	1.987	7,6 %	387	395
Espagne	1.673	1.669	-0,2 %	541	542
Turquie	1.718	1.633	-4,9 %	310	260
Maroc	1.671	1.567	-6,2 %	238	215
Grèce	1.242	1.208	-2,7 %	359	352
Bulgarie	885	889	0,5 %	316	294
Autres nationalités	5.788	9.839	70,0 %	2.646	2.792
Total étrangers	**51.202**	**57.658**	**12,6 %**	**15.703**	**16.273**
Dont UE	39.404	43.075	9,3 %	12.340	12.691
Belgique	628.798	635.442	1,1 %	224.920	222.167
Total général	**680.000**	**693.100**	**1,9 %**	**240.623**	**238.440**

Sources: INASTI, BNB, DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

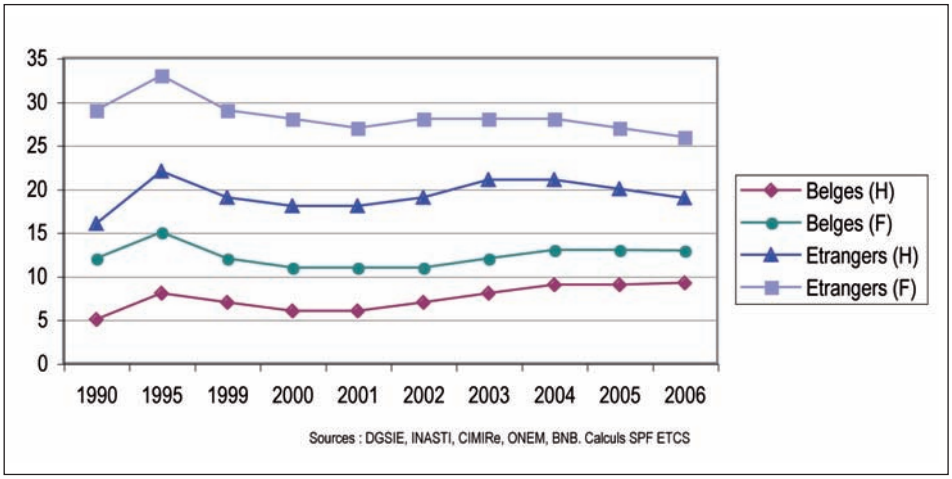
4.3.5 Le chômage

En juin 2006, 21,4% des actifs étrangers (96.380 personnes) étaient au chômage contre 10,9% des actifs belges (476.562) et 11,9% de la population active totale. Le taux de chômage des étrangers a néanmoins diminué de 1,5 points alors que le taux de chômage des Belges a augmenté de 0,1 (voir le tableau 15). En 2006, le chômage des étrangers représentait donc 16,8% du chômage total (17,7% en 2005).

La proportion de femmes parmi les chômeurs étrangers en 2006 était de 45,8% et de 54% parmi les chômeurs belges. Cette part est en diminution par rapport à 2005 parmi les Belges (55,1% en 2004) mais est stable parmi les étrangers.

Si l'on observe le graphique 10 ci-dessous, on constate que ce sont les femmes étrangères qui enregistrent le plus fort taux de chômage même si celui-ci a diminué entre 2005 et 2006 (de 27,5 à 25,5%). Elles sont suivies des hommes étrangers (19%, - 1 point par rapport à 2005), des femmes belges (13% en 2005 et 2006) et des hommes belges (9% en 2005 et 2006). L'écart entre les taux de chômage masculin et féminin est à nouveau plus important parmi les étrangers (7 points d'écart) que parmi les Belges (4 points).

Graphique 10 : Taux de chômage des Belges et des étrangers selon le sexe



En 2006, les Européens ne représentent que 47% (contre 45,5% en 2005) des chômeurs étrangers et leur taux de chômage est de 15,1%. En nombre absolu, les Italiens sont en tête, suivis des Marocains, des Français et des Turcs (voir le tableau 15 ci-dessous).

Si l'on ne considère que le seul taux de chômage, ce sont les non-Européens qui enregistrent les taux les plus élevés : ainsi les Marocains et les Turcs ont des taux de chômage de 42,5% et 37,0% ce qui correspond néanmoins à une diminution de 0,6 points et 2,3 points par rapport à 2005. De même, les taux de chômage des Congolais et des Algériens sont également très élevés, mais ils ont diminué en 2006 avec 39,4% pour les Congolais (contre 42,5% en 2005) et 40,7% pour les Algériens (contre 44,1% en 2005).

Tableau 15 : Chômeurs selon les principales nationalités

					Dont femmes		
	2005	Taux de chômage	2006	Taux de chômage	2005	2006	% de femmes en 2006
Italie	19.852	23,9 %	19.536	23,6 %	10.180	9.824	50,3 %
Maroc	16.383	43,1 %	15.405	39,9 %	5.354	4.981	32,3 %
France	10.679	13,2 %	10.245	12,2 %	5.931	5.655	55,2 %
Turquie	7.601	39,3 %	6.675	35,2 %	2.934	2.548	38,2 %
Congo (RD)	3.877	42,5 %	3.576	37,9 %	1.965	1.855	51,9 %
Espagne	3.548	16,5 %	3.533	16,4 %	1.853	1.832	51,9 %
Pays-Bas	3.824	9,3 %	4.123	9,5 %	1.996	2.164	52,5 %
Portugal	2.092	14,2 %	2.098	13,6 %	1.082	1.077	51,3 %
Algérie	1.988	44,1 %	1.732	39,1 %	594	512	29,6 %
Grèce	1.372	21,7 %	1.372	21,9 %	648	627	45,7 %
Allemagne	1.485	12,8 %	1.538	12,3 %	823	806	52,4 %
Pologne	1.094	10,0 %	997	7,7 %	775	689	69,1 %
Autres nationalités	26.839	27,3 %	25.550	26,7 %	11.923	11.601	45,4 %
Total étrangers	**100.634**	**22,9 %**	**96.380**	**21,6 %**	**46.058**	**44.171**	**45,8 %**
Dont UE	45.699	15,8 %	45.294	15,2 %	24.159	23.604	52,1 %
Belgique	468.394	10,8 %	476.562	10,9 %	257.977	257.460	54,0 %
Total général	**569.028**	**11,9 %**	**572.942**	**11,9 %**	**304.035**	**301.631**	**52,6 %**

Sources: DGSIE, INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB. Calculs SPF ETCS

Sarmentine

5 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: EFT

La lacune principale des statistiques administratives présentées précédemment est que le seul critère d'identification est celui de la nationalité. Or, nous l'avons vu au premier chapitre, un nombre important d'étrangers (surtout non-européens) ont acquis la nationalité belge depuis une vingtaine d'années. Puisque l'emploi est considéré comme le premier facteur d'intégration et que l'intégration des personnes originaires de l'immigration reste à certains égards problématique, il est intéressant de pouvoir se pencher sur ce groupe des « nouveaux belges » afin de mieux comprendre leur situation sur le marché de l'emploi. Pour examiner la place des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail, nous pouvons nous baser sur les données de l'enquête sur les forces de travail[58] (EFT).

L'enquête sur les forces de travail, qui se base sur un échantillon de la population (47.840 ménages interrogés annuellement), ne permet pas une répartition par nationalité sans nuire à la représentativité des données. Elle offre néanmoins la possibilité de travailler sur les regroupements de nationalités suivant : Belgique, Union européenne (des 25), Hors Union européenne. L'intérêt particulier de cette enquête est la disponibilité de la variable « pays de naissance » qui nous permettra d'approcher[59] la situation des personnes d'origine étrangère mais ayant acquis la nationalité belge et de la comparer avec celle des personnes de nationalité étrangère. Nous pourrons ainsi constater que la situation sur le marché du travail des personnes nées à l'étranger est, à tout point de vue, plus favorable que celle des personnes de nationalité étrangère, ce qui nous amènera à conclure sur l'effet positif de l'acquisition de la nationalité belge en terme d'intégration sur le marché du travail.

En outre, l'EFT contient davantage de variables et nous offrent donc des possibilités d'analyse supplémentaires : nous pourrons par exemple nous intéresser à la variable « niveau d'éducation » ou encore à celle sur le « travail à temps partiel ».

5.1 Définitions

Le changement de source amène des différences au niveau des définitions. Il convient donc d'être prudent et de ne pas chercher à comparer les données précédentes issues de sources administratives à celles qui vont suivre.

La notion de chômage, notamment, se définit de façon sensiblement différente. Dans l'EFT, la définition du chômage se base sur le concept du BIT (Bureau international du travail) : « est "chômeur" (au sens du BIT) quiconque n'avait pas d'emploi rémunéré durant la semaine de référence, en cherche activement (c'est-à-dire au moins une démarche au cours des quatre semaines se terminant par la semaine de référence) et serait disponible pour commencer à travailler dans les deux semaines. Que l'individu soit enregistré ou non comme demandeur d'emploi par l'ONEM (et les bureaux régionaux ACTIRIS, FOREM, VDAB) est sans importance ». En Belgique, le taux de chômage calculé sur cette base est dans les faits inférieur au taux de chômage administratif puisque seuls sont pris en compte les chômeurs cherchant « activement » du travail.

58 Enquête par sondage menée auprès des ménages, coordonnée au niveau européen et organisée en Belgique par la DGSIE. Pour plus d'informations : http://statbel.fgov.be/lfs/

59 Il s'agit bien d'une approximation étant donné que la catégorie des « personnes nées à l'étranger » inclut également les personnes ayant toujours une nationalité étrangère mais aussi des Belges nés à l'étranger (et notamment ceux nés dans l'ex Congo belge).

Notons également que la population active calculée sur base de l'EFT correspond très exactement à la définition présentée au point 4.3.2 à savoir : « la population active reprend l'ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans présentes sur le marché du travail. Le concept de population active ne regroupe que les personnes résidant en Belgique, que ces dernières soient occupées en Belgique ou à l'étranger ou qu'elles soient au chômage. Sont donc exclus les travailleurs résidant à l'étranger employés dans des unités productrices nationales. »

5.2 La population active

5.2.1 Taux d'activité

Les taux d'activité[60] révèlent un écart entre les groupes de nationalités ou de pays de naissance différents : la population de nationalité étrangère ou de personnes nées à l'étranger compte moins d'actifs que la population belge. Le taux d'activité qui est de 67% parmi les Belges n'est que de 52% pour les étrangers non européens. Cependant, si l'on considère le taux d'activité sur la base du pays de naissance et non de la nationalité, on voit que l'écart diminue puisque le taux reste de 67% pour les personnes nées en Belgique mais est de 59% pour celles nées hors de l'Union européenne. Le taux d'activité le plus faible (38%) est celui des femmes de nationalité étrangère (hors UE). La situation des femmes nées hors de l'UE est plus favorable (46%) bien que ce taux soit toujours inférieur de 15 points à celui des femmes nées en Belgique.

Tableau 16 : Taux d'activité selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

	Taux d'activité selon la nationalité	Taux d'activité selon le pays de naissance
Belgique	**67,0 %**	**67,4 %**
Hommes	73,5 %	73,6 %
Femmes	60,4 %	61,1 %
Etranger UE	**66,4 %**	**62,6 %**
Hommes	74,1 %	71,7 %
Femmes	57,9 %	54,0 %
Etranger Non-UE	**52,0 %**	**59,0 %**
Hommes	67,3 %	72,5 %
Femmes	37,8 %	46,2 %
Source: DGSIE (EFT)		

5.2.2 Composition de la population active

La population active totale en Belgique en 2006 était de 4.615.890 personnes. Parmi celles-ci 8,3 % étaient de nationalité étrangère alors que 12,4% étaient nées à l'étranger. Si le pourcentage de citoyens européens équivaut à celui des personnes nées dans l'UE (5,8%, cf le tableau 17 ci-dessous), on s'aperçoit que la part d'actifs nés dans un pays tiers (6,6%) est beaucoup plus élevée que la part d'actifs ayant une nationalité extra-européenne (2,5%). Ceci découle directement du nombre important d'étrangers non-européens ayant acquis la nationalité belge durant les 20 dernières années.

60 Une synthèse des différents taux (activité, emploi et chômage) par nationalité, pays de naissance et sexe est disponible à l'annexe 16.

Tableau 17 : Répartition de la population active totale selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	72,7 %	95,2 %	90,8 %	91,7 %
	Etrangers UE	16,2 %	3,1 %	1,5 %	5,8 %
	Etrangers non-UE	11,1 %	1,7 %	7,6 %	2,5 %
Pays de Naissance	Belgique	59,1 %	92,3 %	87,5 %	87,6 %
	Etranger UE	15,0 %	3,6 %	7,1 %	5,8 %
	Etranger non-UE	25,9 %	4,1 %	5,4 %	6,6 %

Source: DGSIE (EFT)

Cette répartition de la population active par nationalité et pays de naissance varie de façon importante d'une région à l'autre du pays. Ainsi, la population active en région flamande, qui représente presque 60% de la population active belge, compte 4,8% d'actifs de nationalité étrangère mais 7,7% d'actifs nés à l'étranger. Par contre, en région de Bruxelles-Capitale ces proportions sont de respectivement 27,3 et 40,9%. Cette différence entre la part d'actifs étrangers ou nés à l'étranger à Bruxelles est à nouveau due exclusivement au poids des extra-européens dont la proportion passe de 11,1% (si l'on considère la nationalité) à 25,9% (si l'on considère le pays de naissance). Enfin, en région Wallonne, la part d'actifs étrangers est de 9,2% et celle des actifs nés à l'étranger de 12,5%.

La répartition par genre de la population active diffère selon la nationalité ou le pays de naissance (tableau 18) : la proportion de femmes parmi les actifs est plus importante parmi les Belges (44,9%) que parmi les étrangers, qu'elles soient ressortissantes de l'UE (41,5%) ou non (37,8%). Par contre, si le critère est le pays de naissance, la part des femmes est sensiblement équivalente parmi les actifs nés en Belgique ou dans l'UE (44,8% et 44,5%) mais elle reste inférieure parmi les actifs nés hors UE (40%).

Tableau 18 : Répartition par genre de la population active selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Hommes	Femmes
Nationalité	Belges	55,1 %	44,9 %
	Etrangers UE	58,5 %	41,5 %
	Etrangers non-UE	62,2 %	37,8%
Pays de Naissance	Belgique	55,2 %	44,8 %
	Etranger UE	55,5 %	44,5 %
	Etranger non-UE	60,0 %	40,0 %

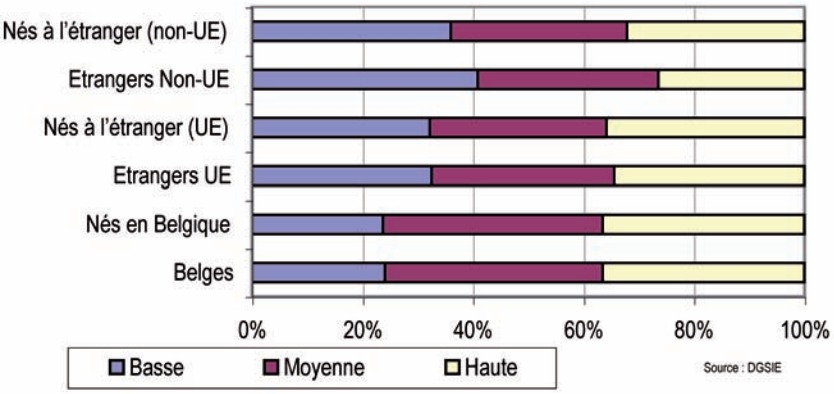
Source: DGSIE (EFT)

Grâce à l'EFT, nous pouvons également étudier les niveaux de qualification[61] des actifs. Sur la base du graphique 11, nous constatons que les actifs étrangers de nationalité extra-européenne totalisent une part plus importante de personnes peu qualifiées (41%) que les Belges (24%) ou les Européens (33%). En se basant sur le pays de nais-

61 Les données sont reparties sur la base de trois niveaux de qualification selon le dernier diplôme obtenu : les diplômes allant jusqu'au cycle inférieur du secondaire correspondent à une qualification basse, les diplômes du secondaire supérieur ou post-secondaire non supérieur correspondent à une qualification moyenne et enfin les diplômes supérieurs (universitaires ou non) correspondent à une qualification haute.

sance, on remarque que l'écart diminue quelque peu entre les différentes origines : 36% des actifs nés hors de l'UE ont une qualification basse contre 24% des actifs nés en Belgique et 32% de ceux nés en Europe. Les proportions sont inversées pour les niveaux moyen et supérieur de qualification : ainsi, 37% des belges ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre 26% des étrangers non européens[62].

Graphique 11 : Répartition de la population active par niveau de qualification en 2006



5.3 La population active inoccupée

5.3.1 Taux de chômage

Le taux de chômage des étrangers est plus élevé que celui des Belges : alors que le taux de chômage des personnes de nationalité belge est de 7,5%, il est de 11,4% pour les ressortissants européens et de 31,1%[63] pour les ressortissants de pays tiers. Même si la situation des personnes nées à l'étranger est meilleure, avec un taux de chômage de 23,4% pour les personnes nées hors UE, elle reste largement moins bonne comparée à celle des personnes nées en Belgique (taux de chômage de 7%). Quelles que soient leur nationalité ou leur pays de naissance, le taux de chômage des femmes est toujours supérieur à celui des hommes et ce sont donc les femmes de nationalité non-européenne qui ont le taux de chômage le plus élevé (34,5%).

Tableau 19 : Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	16,3 %	4,6 %	11,1 %	7,5 %
	Etrangers non-UE	33,1 %	24,4 %	40,8 %	31,1 %
	Ecart non-UE/B	*16,8*	*19,8*	*29,7*	*23,6*
Pays de Naissance	Belgique	14,8 %	4,2 %	11,1 %	7,0 %
	Etranger non-UE	28,3 %	19,4 %	22,0 %	23,4 %
	Ecart non-UE/B	*13,5*	*15,2*	*10,9*	*16,4*

Source: DGSIE (EFT)

62 L'annexe 17 fournit les pourcentages détaillés par nationalité, pays de naissance et sexe.

63 Annexe 18. Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance

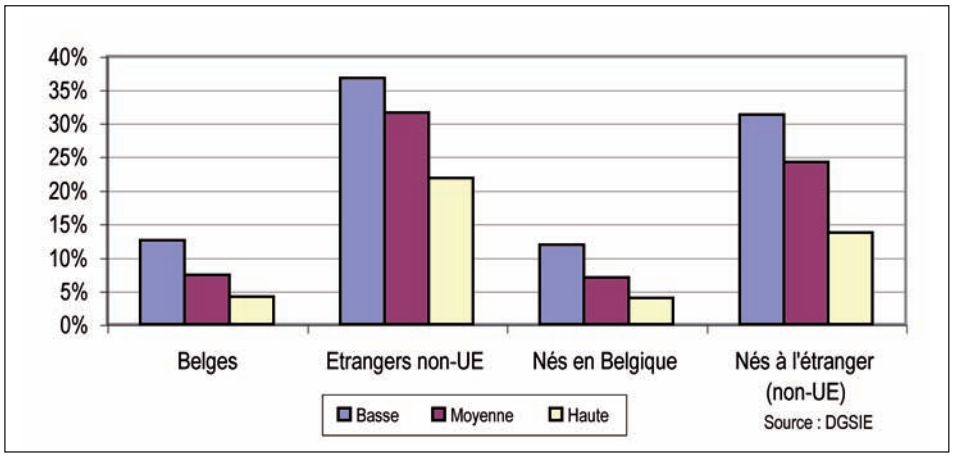
Au niveau régional, c'est en Région wallonne que l'on observe le taux de chômage le plus élevé parmi les étrangers non-européens (40,8%, cf le tableau 19) et c'est également en Région wallonne que l'écart entre le taux de chômage des ressortissants extra-européens et celui des Belges est le plus important (29,7 points de pourcentage). Par contre, si l'on s'intéresse au pays de naissance, le taux de chômage le plus élevé pour les personnes nées hors de l'UE se rencontre à Bruxelles (28,3%) mais c'est en Flandre que l'écart est le plus important entre le taux de chômage des personnes nées en dehors de l'UE et celui des personnes nées en Belgique (15,2 points de pourcentage).

5.3.2 Taux de chômage et niveau de qualification

Ainsi, les personnes de nationalité étrangère ont un taux de chômage plus élevé que les Belges. Par ailleurs, nous avions constaté que les étrangers avaient des niveaux de qualification plus faibles et l'on sait que le taux chômage des personnes faiblement qualifiées est toujours plus important. Il convient donc de vérifier si leur taux de chômage particulièrement élevé ne découle pas de leur niveau de qualification inférieur. Or, même si les actifs étrangers (non-UE) se répartissaient de la même manière que la population active belge parmi les différents niveaux de qualification, leur taux de chômage serait toujours de 29% (au lieu de 31%), soit une différence de 21,5 points de pourcentage par rapport au taux de chômage des Belges.

Sur base du graphique 12 ci-dessous, nous voyons d'ailleurs que quel que soit le niveau de qualification, le taux de chômage des étrangers reste plus élevé que celui des Belges : le taux de chômage des étrangers non européens ayant un niveau de qualification élevé est de 22% ce qui est inférieur au taux de chômage des mêmes étrangers de faible qualification (37%) mais sensiblement supérieur au taux de chômage des Belges ayant une qualification élevée (4%) ! La situation est semblable pour les personnes nées hors de l'UE même si l'écart est moindre : le taux de chômage des personnes nées hors UE est de 14% parmi les plus qualifiés contre 4% parmi les Belges ayant une qualification élevée.

Graphique 12 : Taux de chômage selon le niveau de qualification en 2006



5.3.3 Chômage de longue durée[64]

La part de chômeurs de longue durée varie également selon la nationalité ou le pays de naissance : au niveau du pays dans son ensemble, ce sont les étrangers non européens qui totalisent, rapporté au nombre d'actifs, le plus de chômeurs de longue durée avec un taux de 16,3% alors que seul 3,7% de la population active belge est dans le même cas. Cette part est légèrement inférieure parmi les actifs nés hors de l'UE (13,6%).

Tableau 20 : Chômage de longue durée selon la nationalité et le pays de naissance en 2006 - En % de la population active

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	9,0 %	1,9 %	6,0 %	3,7 %
	Etrangers UE	7,6 %	n.s.	8,7 %	6,5 %
	Etrangers non-UE	18,2 %	11,0 %	23,0 %	16,3 %
	Ecart non-UE/B	*9,2*	*9,1*	*17,0*	*12,6*
Pays de Naissance	Belgique	7,5 %	1,7 %	6,0 %	3,4 %
	Etranger UE	n.s.	n.s.	7,7 %	5,5 %
	Etranger non-UE	17,4 %	9,7 %	13,9 %	13,6 %
	Ecart non-UE/B	*9,9*	*8,0*	*7,9*	*10,2*
	Total	9,8 %	2,1 %	6,5 %	4,2 %

n.s.: non significatif
Source: DGSIE (EFT)

Au niveau régional, c'est en Wallonie que la part de chômeurs de longue durée est la plus importante parmi les étrangers européens (23%) mais pour les actifs nés hors de l'UE c'est à Bruxelles qu'elle est la plus élevée (17,4%).

5.4 La population active occupée

5.4.1 Taux d'emploi

Des observations sur les actifs occupés confirment la position défavorable des étrangers sur le marché du travail belge. Le taux d'emploi des actifs de nationalité extra-européenne est de 35,8% et est inférieur de 26,2 points de pourcentage à celui des Belges (voir le tableau 21 ci-dessous). Le taux d'emploi des femmes non-européennes[65] est le plus bas avec 24,8%, soit 30,5 points de pourcentage de moins que pour les femmes belges. On constate à nouveau, que quand on considère la situation des personnes nées hors de l'UE, le bilan est meilleur, tout en restant moins bon que celui affiché par les personnes nées en Belgique : leur taux d'emploi est de 45,2% et l'écart avec le taux d'emploi des personnes nées en Belgique est de 17,5 points de pourcentage.

64 Correspond à une durée de recherche d'emploi supérieure ou égale à 12 mois.

65 Annexe 20. Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

Tableau 21: Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	55,1 %	65,6 %	57,0 %	62,0 %
	Etrangers non-UE	34,9 %	41,3 %	27,7 %	35,8 %
	Ecart non-UE/B	*-20,2*	*-24,3*	*-29,3*	*-26,2*
Pays de Naissance	Belgique	56,8 %	66,1 %	57,3 %	62,7 %
	Etranger non-UE	41,7 %	48,1 %	46,3 %	45,2 %
	Ecart non-UE/B	*-15,1*	*-18,0*	*-11,0*	*-17,5*

Source: DGSIE (EFT)

Pour ce qui est des ressortissants non-européens, c'est en Région Wallonne que leur taux d'emploi est le plus bas (27,7%) et en Région flamande qu'il est le plus élevé (41,3%). Si l'on s'intéresse au pays de naissance, le taux d'emploi des personnes nées hors UE est le plus bas à Bruxelles (41,7%) et le plus élevé en Flandre (48,1%) mais c'est également en Flandre que l'écart entre leur taux d'emploi et celui des personnes nées en Belgique est le plus important (18 points de pourcentage).

5.4.2 Taux d'emploi et niveau de qualification

Il est intéressant de s'interroger sur le rôle joué par les différences dans les niveaux de qualification sur les écarts de taux d'emploi : si l'on applique la structure par niveau d'instruction des Belges aux étrangers non européens, le taux d'emploi de ceux-ci ne serait encore que de 39,6% (contre 35,8% en réalité), soit encore 22,4 points de pourcentage de moins que celui des Belges. De même, en appliquant la structure par niveau d'instruction des personnes nées en Belgique à celles nées hors de l'UE, on obtient un taux d'emploi de 48,6% pour ces dernières, soit à peine 3,4 points de pourcentage de plus qu'en réalité. On peut donc conclure que les répartitions différentes entre les niveaux de qualification n'expliquent qu'une très faible part des écarts de taux d'emploi entre Belges et étrangers non-européens et entre personnes nées en Belgique et personnes nées à l'étranger.

Sur la base du tableau 22 ci-dessous[66], nous pouvons d'ailleurs constater que si le taux d'emploi augmente avec le niveau de qualification (quelque soit la nationalité ou le pays de naissance), l'écart entre les taux d'emploi des étrangers non européens et celui des Belges a tendance à augmenter avec le niveau d'instruction : ainsi, pour le niveau de qualification haute, l'écart entre le taux d'emploi des étrangers extra-européens et celui des Belges est de 29,2 points de pourcentage alors qu'il est de 14,8 pour les personnes de faible qualification. Les personnes nées hors de l'Union européenne connaissent une situation plus favorable, particulièrement les plus éduquées dont le taux d'emploi est de 69% (contre 54% parmi les plus éduqués de nationalité non-européenne). Les écarts entre taux d'emploi des personnes nées hors UE et celles nées en Belgique sont d'ailleurs moins importants avec un écart de 14,8 points de pourcentage pour les hautement qualifiés, et c'est parmi les personnes de qualification moyenne que l'écart est le plus important (17,1 points de pourcentage).

Tableau 22 : Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	Belges	40,6 %	65,9 %	83,3 %
	Etrangers non-UE	25,8 %	41,5 %	54,1 %
	Ecart non-UE/B	*-14,8*	*-24,4*	*-29,2*
Pays de Naissance	Belgique	41,1 %	66,6 %	83,7 %
	Etranger non-UE	30,7 %	49,5 %	68,9 %
	Ecart non-UE/B	*-10,4*	*-17,1*	*-14,8*

Source: DGSIE (EFT)

5.4.3 Statuts professionnels[67]

Selon leur nationalité ou leur pays de naissance, les actifs occupés se répartissent différemment dans les divers statuts professionnels. Nous pouvons notamment remarquer (graphique 13 ci-dessous) que les actifs de nationalité extra-européenne occupent davantage de postes d'ouvrier (54% des actifs occupés non-européens) que les Belges (26% des actifs occupés belges) mais moins de postes d'employé (22% des actifs occupés non-européens contre 35% des actifs occupés belges). L'emploi public statutaire reste encore majoritairement réservé aux Belges et, dans une moindre mesure, aux ressortissants de l'UE[68] puisque 17% des actifs occupés belges et 10% des actifs occupés

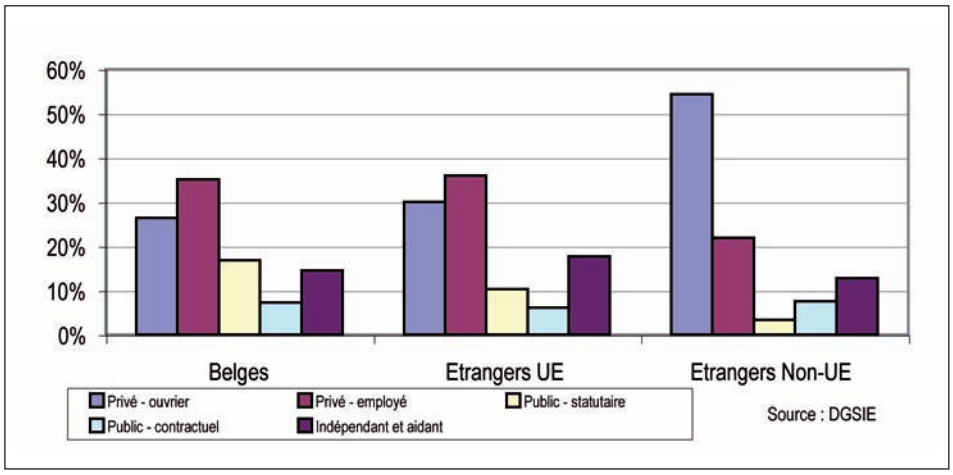
66 Plus de détails sont disponibles dans l'annexe 21. Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

67 Annexe 22. Statut professionnel des actifs occupés selon la nationalité et le pays de naissance (2006)

68 Ce qui est logique vu que les emplois statutaires dans la fonction publique ne sont accessibles aux ressortissants de pays tiers que dans les administrations de la Région de Bruxelles-Capitale et au sein des services de la Commission communautaire française.

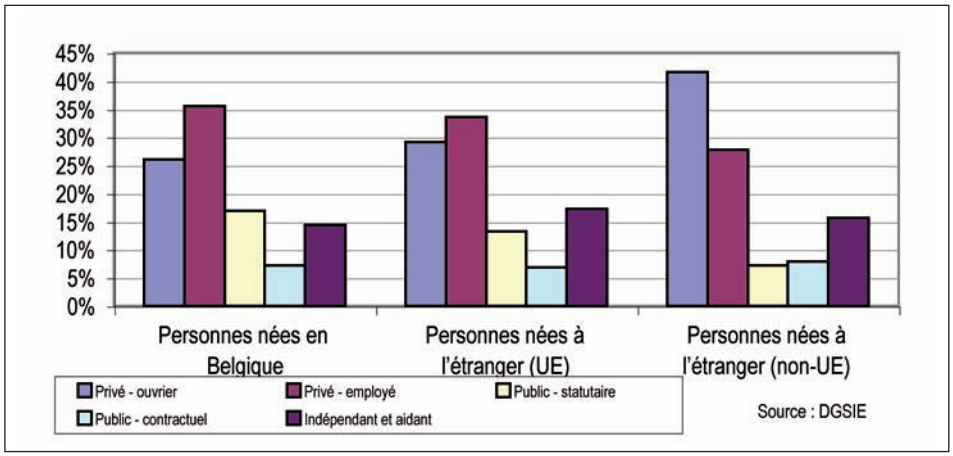
européens occupent un tel emploi contre seulement 3% des actifs occupés non-européens. Enfin, il y a davantage d'indépendants parmi les actifs occupés européens (18%) et belges (15%) que parmi les non-européens (13%).

Graphique 13 : Statut professionnel des actifs occupés selon leur nationalité en 2006



Sur la base du graphique 14 ci-dessous, nous pouvons constater les mêmes tendances quand on considère le pays de naissance mais avec des écarts moindres entre actifs occupés nés en Belgique et actifs occupés nés en dehors de l'UE. Ainsi, les actifs occupés nés hors UE totalisent davantage d'ouvriers (42%) que les actifs occupés nés en Belgique (26%) mais cette part est inférieure de 12 points de pourcentage à celle des ouvriers parmi les actifs occupés de nationalité non-européenne. Les employés et les statutaires de la fonction publique sont également plus nombreux parmi les actifs occupés nés hors de l'UE (respectivement 28% et 7%) que parmi les ressortissants d'un pays tiers. Enfin, le pourcentage d'indépendants est légèrement plus élevé parmi les actifs occupés nés hors UE (16%) que parmi les actifs occupés nés en Belgique (14%).

Graphique 14 : Statut professionnel des actifs occupés selon leur pays de naissance en 2006



5.4.4 Temps partiel

L'analyse du type de contrat de travail des salariés peut également nous renseigner sur la position respective des Belges et des étrangers sur le marché du travail. L'annexe 23 fournit notamment le pourcentage de travailleurs salariés qui occupent un travail à temps partiel. Nous constatons à nouveau une inégalité entre les salariés belges et les salariés étrangers (les plus mal lotis étant les non-européens). Ainsi, si la part de travailleurs à temps partiel (hommes et femmes) est à peu près équivalente quelle qu'en soit la nationalité, il existe une différence sensible au niveau des salariés masculins : alors que 7,5% des hommes salariés occupent un travail à temps partiel parmi les Belges, ils sont 17,1% parmi les étrangers non-européens. De même, parmi les salariés de sexe masculin nés hors Union européenne, 13,8% travaillent à temps partiel (contre 7,4% de ceux nés en Belgique). De plus, le tableau 23 ci-dessous, nous indique que ces derniers sont beaucoup plus nombreux à « subir » ce temps partiel : c'est le cas pour 52,3% des hommes nés hors UE travaillant à temps partiel contre 17,7% de ceux nés en Belgique. Cette dernière constatation vaut d'ailleurs également pour les femmes mais dans une moindre proportion puisque le temps partiel n'est involontaire que pour 29,8% des femmes nées en dehors de l'UE (contre 13,1% des femmes nées en Belgique).

Tableau 23 : Temps partiel involontaire (TPI) selon la nationalité et le pays de naissance en 2006 - En % de la population active

	TPI selon la nationalité	TPI selon le pays de naissance
Belgique	**14,5 %**	**13,9 %**
Hommes	19,6 %	17,7 %
Femmes	13,5 %	13,1 %
Etranger UE	**23,6 %**	**20,0 %**
Hommes	n.s.	n.s.
Femmes	21,9 %	18,3 %
Etranger Non-UE	**n.s.**	**36,9 %**
Hommes	n.s.	52,3 %
Femmes	43,9 %	29,8 %

n.s.: non significatif
Source: DGSIE (EFT)

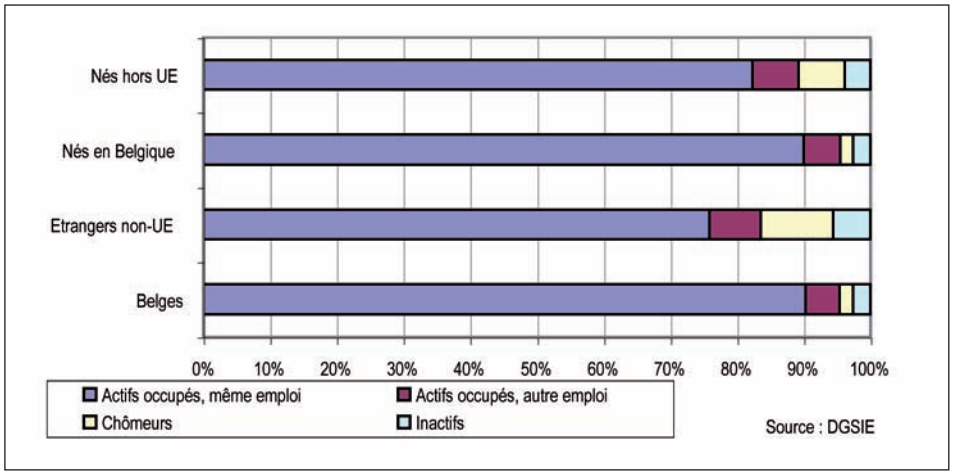
5.4.5 Travail temporaire

L'annexe 23 fournit également le pourcentage de travailleurs salariés qui occupent un emploi temporaire ou dont le contrat est à durée déterminée : alors que 8,3% des Belges ont un emploi temporaire, 11,4% des ressortissants européens sont dans ce cas contre 21,8% des non-européens. C'est parmi les femmes de nationalité extra-européenne que cette part est la plus élevée puisque 23,4% des salariées non européennes occupent ce type d'emploi. Une nouvelle fois, la même tendance s'observe lorsque l'on s'intéresse au pays de naissance mais avec des écarts moins importants : la part d'emplois temporaires est de 8,2% pour les salariés nés en Belgique, de 10,9% pour ceux nés dans l'UE et de 15,1% pour les salariés nés hors UE.

De même, une plus grande proportion de salariés étrangers (UE : 5,8%, non-UE : 8,6%) travaillent sous contrat à durée déterminée que les Belges (3,8%).

5.4.6 Situation des personnes qui occupaient un emploi un an avant l'enquête

Graphique 15 : Situation en 2006 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête



Le statut en 2006 des personnes qui occupaient un emploi un an avant l'enquête[69] nous permet de confirmer la plus grande précarité des personnes étrangères ou nées à l'étranger sur le marché du travail : le pourcentage de personnes occupant toujours le même emploi est moindre parmi les étrangers non européens (75,9%) que parmi les Belges (89,8%). Parallèlement, ils sont plus nombreux (10,8%) à être dorénavant au chômage que les Belges (2%). La situation des personnes nées hors de l'Union européenne est plus favorable vu qu'ils sont 82% à avoir gardé le même emploi et 6,9% se retrouvent au chômage.

69 Annexe 24. Situation en 2006 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

6 Emploi et chômage des travailleurs étrangers: conclusions[70]

Des données présentées dans les deux derniers chapitres, il ressort que la situation sur le marché du travail des étrangers et des personnes nées à l'étranger est à beaucoup d'égards moins favorable comparée à celle des Belges ou des personnes nées en Belgique : taux d'emploi inférieur à celui des Belges et taux de chômage supérieur, présence plus importante dans les emplois dits précaires (temps partiel, travail temporaire…) ou encore surreprésentation dans l'emploi ouvrier. Nous avons pu remarquer que certains groupes s'en sortent mieux que d'autres : ainsi les résultats des ressortissants de l'Union européenne sur le marché du travail sont quasiment équivalents à ceux des Belges et la situation de tous les groupes est en général plus favorable en Flandre qu'à Bruxelles ou en Wallonie. De plus, les personnes nées à l'étranger connaissent des résultats meilleurs que ceux des personnes de nationalité étrangère. On peut donc en déduire que l'acquisition de la nationalité, mise en avant par les autorités comme moyen d'intégration, a effectivement un rôle positif.

Au niveau international, la Belgique fait partie des pays de l'OCDE dans lequel les disparités sur le marché du travail entre les immigrés et les nationaux sont les plus fortes. Ces phénomènes ne sont pas récents puisque le taux d'emploi des étrangers est largement inférieur à celui des Belges depuis au moins une vingtaine d'années. Cette situation résulte principalement du déclin que connaissent les régions industrielles, surtout en Wallonie, depuis les années 1970, régions où était occupée la plus grande partie des travailleurs immigrés de l'après-guerre.

Malgré l'ancienneté des disparités, ce n'est vraiment qu'à partir des années 1990 que la Belgique a développé une politique d'intégration et ce essentiellement sous l'angle de la lutte contre la discrimination. Même s'il a été démontré qu'il existe des discriminations sur le marché du travail en Belgique, on peut avancer d'autres facteurs explicatifs possibles aux inégalités. Ainsi, le fait que les réseaux de relations des immigrés soient moins étendus ou l'existence d'une asymétrie d'informations peut expliquer, pour une part, les difficultés des étrangers à intégrer le marché du travail. Or les mesures pouvant y remédier (tutorat, stages…) sont peu répandues.

Nous avons également pu constater que les étrangers sont moins qualifiés que les Belges et que, même si cette différence n'explique qu'une part seulement des inégalités, il pourrait être intéressant d'améliorer leur formation. Parallèlement, une meilleure

70 Conclusions basées sur l'étude de l'OCDE « L'intégration sur le marché du travail en Belgique », publiée en novembre 2008 dans le volume : « Jobs for Immigrants (Vol. 2): Labour Market Integration in Belgium, France, Portugal and the Netherlands ».

reconnaissance des diplômes et des compétences obtenus à l'étranger serait favorable à une meilleure intégration, notamment des femmes issues de pays tiers dont la situation est préoccupante. Avec seulement un tiers de leur effectif en emploi, les femmes de nationalité non-européenne sont les plus mal loties. Cette situation défavorable est notamment due à leur faible qualification et au manque de reconnaissance de leur diplôme, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux pièges au chômage ou à l'inactivité (vu le faible niveau des salaires auxquels elles peuvent prétendre).

Les inégalités constatées sur le marché du travail résultent donc d'un ensemble de facteurs dont il est malheureusement difficile d'évaluer le poids respectif. Les recommandations[71] de l'OCDE mettent en évidence cette multiplicité de causes puisque leurs experts invitent les autorités belges à ne pas se limiter à la nécessaire lutte contre les discriminations ou à la promotion de la diversité. Ils proposent notamment de développer la formation active, le tutorat, la pratique des stages ou les placements temporaires, d'améliorer la reconnaissance des diplômes et compétences obtenus à l'étranger ou, à un autre niveau, de renforcer la coordination entre les différents niveaux de pouvoir politique impliqués et d'effectuer des évaluations plus régulières des mesures mises en place.

71 Cf note ci-dessus.

Bibliographie

- CGRA, « Statistiques d'asile. Bilan 2006 »
- Fedasil, « Rapport annuel 2006 », 2007.
- Ministère de l'emploi et du travail, « La population active en Belgique. Le pays : situation au 30 juin 1999 », 2001.
- SPF ETCS, « L'immigration en Belgique. Effectifs, mouvements et marché du travail », rapports 2001, 2006 et 2007.

Liste des Annexes

Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère
Annexe 2. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (hommes + femmes)
Annexe 2bis. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (femmes)
Annexe 3. Effectif des naissances des Belges et des étrangers
Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance
Annexe 5. Immigrations par nationalité (hommes + femmes)
Annexe 5bis. Immigrations par nationalité (femmes)
Annexe 6. Emigrations par nationalité
Annexe 7. Demandes d'asile introduites en Belgique selon la nationalité
Annexe 8. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (hommes + femmes)
Annexe 9. Permis de travail C délivrés aux travailleurs selon la nationalité
Annexe 10. Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année
Annexe 11. Répartition de la population active1 par nationalité
Annexe 12. Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage de la population belge et étrangère
Annexe 13. Répartition de l'emploi intérieur salarié par nationalité
Annexe 14. Répartition de l'emploi intérieur non-salarié par nationalité
Annexe 15. Répartition des chômeurs1 par nationalité
Annexe 16. Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon la nationalité et le pays de naissance en 2006 (EFT)
Annexe 17. Répartition de la population active par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Annexe 18. Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Annexe 19. Taux de chômage par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Annexe 20. Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Annexe 21. Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006
Annexe 22. Statut professionnel des actifs occupés selon la nationalité et le pays de naissance (2006)
Annexe 23. Salariés avec contrat atypique selon la nationalité et le pays de naissance (2006)
Annexe 24. Situation en 2006 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

Annexe 1. Mouvement de la population belge et étrangère

	Population en début d'année			Accroissement naturel			Solde migratoire			Acquisitions nettes de la nationalité	Ajustement statistique[1]	Population en fin d'année			
	Total	Nationaux	Etrangers	**Total**	Nationaux	Etrangers	**Total**	Nationaux	Etrangers			**Total**	Nationaux	Etrangers	Etrangers/ total (%)
1983	**9.858.017**	8.966.773	891.244	**2.581**	-10.506	13.087	**-7.575**	-3.435	-4.140	9.318	..	**9.853.023**	8.962.150	890.873	9,04
1984	**9.853.023**	8.962.150	890.873	**5.213**	-7.717	12.930	**-515**	-2.833	2.318	8.491	..	**9.857.721**	8.960.091	897.630	9,11
1985	**9.857.721**	8.960.091	897.630	**1.592**	-6.505	8.097	**-418**	-4.997	4.579	63.824	..	**9.858.895**	9.012.413	846.482	8,59
1986	**9.858.895**	9.012.413	846.482	**5.600**	-2.181	7.781	**256**	-7.205	7.461	8.477	..	**9.864.751**	9.011.504	853.247	8,65
1987	**9.864.751**	9.011.504	853.247	**11.608**	3.799	7.809	**-643**	-6.578	5.935	8.341	..	**9.875.716**	9.017.066	858.650	8,69
1988	**9.875.716**	9.017.066	858.650	**14.213**	6.420	7.793	**-34**	-5.991	5.957	8.330	37.717	**9.927.612**	9.058.855	868.757	8,75
1989	**9.927.612**	9.058.855	868.757	**13.218**	5.580	7.638	**10.628**	-5.456	16.084	8.768	-3.676	**9.947.782**	9.066.970	880.812	8,85
1990	**9.947.782**	9.066.970	880.812	**19.009**	11.023	7.986	**19.683**	-3.744	23.427	8.612	501	**9.986.975**	9.082.447	904.528	9,06
1991	**9.986.975**	9.082.447	904.528	**21.189**	13.346	7.843	**14.146**	-4.672	18.818	8.418	-313	**10.021.997**	9.099.495	922.502	9,20
1992	**10.021.997**	9.099.495	922.502	**20.441**	14.952	5.489	**25.389**	-1.545	26.934	46.308	492	**10.068.319**	9.159.054	909.265	9,03
1993	**10.068.319**	9.159.054	909.265	**13.227**	7.799	5.428	**18.938**	-2.909	21.847	16.348	147	**10.100.631**	9.180.063	920.568	9,11
1994	**10.100.631**	9.180.063	920.568	**11.795**	6.753	5.042	**17.634**	-4.240	21.874	25.766	514	**10.130.574**	9.208.236	922.338	9,10
1995	**10.130.574**	9.208.236	922.338	**9.636**	5.433	4.203	**13.379**	-6.630	20.009	26.109	-10.542	**10.143.047**	9.233.278	909.769	8,97
1996	**10.143.047**	9.233.278	909.769	**11.074**	7.191	3.883	**12.714**	-6.746	19.460	24.552	3.391	**10.170.226**	9.258.305	911.921	8,97
1997	**10.170.226**	9.258.305	911.921	**12.062**	8.092	3.970	**6.041**	-8.641	14.682	31.598	3.935	**10.192.264**	9.289.144	903.120	8,86
1998	**10.192.264**	9.289.144	903.120	**9.693**	6.220	3.473	**6.740**	-7.696	14.436	33.918	5.055	**10.213.752**	9.321.772	891.980	8,73
1999	**10.213.752**	9.321.772	891.980	**8.565**	5.447	3.118	**12.252**	-9.088	21.340	24.119	4.516	**10.239.085**	9.341.975	897.110	8,76
2000	**10.239.085**	9.341.975	897.110	**9.980**	7.322	2.658	**12.137**	-9.590	21.727	61.878	2.212	**10.263.414**	9.401.729	861.685	8,40
2001	**10.263.414**	9.401.729	861.685	**10.725**	8.332	2.393	**24.887**	-9.888	34.775	62.881	10.699	**10.309.725**	9.462.991	846.734	8,21
2002	**10.309.725**	9.462.991	846.734	**5.583**	4.208	1.375	**31.092**	-8.092	39.184	46.314	9.444	**10.355.844**	9.505.767	850.077	8,21
2003	**10.355.844**	9.505.767	850.077	**5.110**	3.449	1.661	**27.790**	-7.089	34.879	33.633	7.677	**10.396.421**	9.536.134	860.287	8,27
2004	**10.396.421**	9.536.134	860.287	**13.672**	11.460	2.212	**27.036**	-7.682	34.718	34.659	8.723	**10.445.852**	9.574.990	870.862	8,34
2005	**10.445.852**	9.574.990	870.862	**14.724**	12.128	2.596	**30.922**	-8.030	38.952	31.412	19.884	**10.511.382**	9.610.909	900.473	8,57
2006	**10.511.382**	9.610.909	900.473	**19.795**	16.354	3.441	**37.040**	-7.039	44.079	31.860	16.317	**10.584.534**	9.652.373	932.161	8,81

Source: DGSIE

1 L'ajustement statistique inclus les modifications ayant été enregistrées tardivement (après le mois de mars de l'année suivante) mais surtout les «changements de registres». à savoir des personnes qui étaient déjà présentes en Belgique sans être reprises dans le registre de la population : les demandeurs d'asile. par exemple. figurent dans un registre d'attente et ne sont repris dans le registre de la population qu'une fois reconnus réfugiés.

Annexe 2. Répartition de la population étrangère selon la nationalité (hommes + femmes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Italie	208.215	205.782	202.645	200.281	195.586	190.792	187.021	183.021	179.015	175.498	171.918
France	101.749	103.563	105.113	107.240	109.322	111.146	113.037	114.943	117.349	120.600	125.061
Pays-Bas	80.597	82.300	84.213	85.763	88.813	92.561	96.643	100.700	104.978	110.492	116.970
Maroc	138.252	132.831	125.082	121.984	106.822	90.642	83.631	81.763	81.279	80.602	80.579
Espagne	47.933	47.415	46.635	45.917	43.356	44.958	44.460	43.802	43.200	42.907	42.765
Turquie	78.532	73.818	70.701	69.183	56.172	45.866	42.562	41.336	39.885	39.664	39.419
Allemagne	32.700	33.320	34.044	34.321	34.579	34.660	35.087	35.530	36.324	37.007	37.621
Portugal	24.904	25.276	25.507	25.560	25.634	25.753	26.033	26.802	27.373	27.975	28.724
Royaume Uni	26.151	26.095	25.902	26.156	26.600	26.363	26.247	26.183	25.982	25.697	25.139
Pologne	5.718	6.034	6.319	6.319	6.319	8.884	10.354	11.570	13.996	18.026	23.212
Grèce	19.520	19.216	18.832	18.386	17.954	17.578	17.288	17.096	16.588	16.325	15.742
Congo (RDC)	12.037	12.130	12.428	..	11.337	12.974	13.572	13.823	13.171	13.454	14.216
Etats-Unis	12.287	12.592	12.394	12.235	11.852	11.814	11.709	11.582	11.476	11.180	11.149
Roumanie	2.178	2.150	2.063	2.311	2.391	3.315	4.012	4.617	5.585	7.535	10.195
Chine	3.463	3.428	3.454	3.604	3.845	4.472	6.011	6.883	7.283	7.452	7.845
Algérie	9.220	8.878	8.452	8.313	7.685	7.216	7.221	7.336	7.363	7.481	7.776
Russie	..	..	..	..	2.542	2.930	3.343	3.655	4.028	5.469	6.408
Inde	2.982	3.059	3.156	3.309	3.400	3.589	3.944	4.363	4.750	5.300	5.714
Japon	3.605	3.590	3.545	3.704	3.733	3.391	3.776	3.958	4.192	4.277	4.468
Suède	3.465	3.946	4.165	4.284	4.391	4.282	4.404	4.437	4.414	4.374	4.357
Luxembourg	4.521	4.480	4.396	4.353	4.283	4.269	4.299	4.312	4.290	4.295	4.340
Cameroun	..	..	..	..	1.689	1.896	2.207	2.432	2.711	3.265	3.906
Bulgarie	..	..	..	..	1.044	1.507	1.888	2.214	2.653	3.279	3.900
Pakistan	..	..	..	..	1.921	2.016	2.375	2.621	2.931	3.430	3.762
Tunisie	5.080	4.655	4.243	4.159	3.615	3.324	3.263	3.328	3.299	3.407	3.486
Irlande	3.301	3.336	3.350	3.295	3.356	3.394	3.453	3.466	3.425	3.433	3.412
Brésil	..	..	..	..	1.718	1.840	2.024	2.160	2.412	2.721	3.338
Danemark	3.250	3.324	3.300	3.240	3.274	3.353	3.370	3.394	3.275	3.279	3.171
Autres pays	78.619	77.730	73.822	86.024	73.681	76.961	83.019	93.121	94.549	105.657	123.568
Total	**911.921**	**903.120**	**891.980**	**897.110**	**861.685**	**846.734**	**850.077**	**860.287**	**870.862**	**900.473**	**932.161**
Dont femmes	431.894	430.256	427.146	431.207	415.777	408.619	410.425	417.648	425.152	441.403	457.726
Dont UE	559.612	562.096	562.534	534.328	533.366	564.172	566.665	569.011	591.404	603.383	617.250
Belges	9.258.305	9.289.144	9.321.772	9.342.100	9.401.700	9.462.991	9.505.767	9.536.134	9.574.990	9.610.909	9.652.373
Dont femmes	4.766.552	4.779.336	4.792.888	4.801.864	4.829.618	4.858.818	4.878.534	4.891.597	4.909.375	4.926.158	4.945.400
Total	**10.170.226**	**10.192.264**	**10.213.752**	**10.239.850**	**10.263.414**	**10.309.725**	**10.355.844**	**10.396.421**	**10.445.852**	**10.511.382**	**10.584.534**

Source: DGSIE (données au 31 décembre)

Annexe 2bis.Répartition de la population étrangère selon la nationalité (femmes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	% de femmes en 2006
Italie	92.017	90.883	90.089	88.250	86.297	84.819	83.145	81.498	80.071	78.536	45,7%
France	53.251	54.195	55.449	56.669	57.585	58.479	59.545	60.944	62.710	65.067	52,0%
Pays-Bas	36.540	37.605	38.369	39.928	41.707	43.762	45.790	47.812	50.551	53.805	46,0%
Maroc	62.022	58.587	57.017	50.061	41.856	38.410	38.127	38.662	38.789	39.319	48,8%
Espagne	22.855	22.598	22.348	22.219	22.183	22.038	21.777	21.554	21.476	21.399	50,0%
Turquie	36.692	35.460	34.875	28.475	23.173	21.470	20.767	20.050	19.998	19.896	50,5%
Allemagne	16.187	16.606	16.811	16.973	17.077	17.376	17.748	18.198	18.608	18.922	50,3%
Portugal	12.481	12.598	12.683	12.710	12.807	12.873	13.207	13.577	13.856	14.089	49,0%
Pologne	4.028	4.149	4.415	4.501	5.591	6.373	6.988	8.119	9.908	11.943	51,5%
Royaume Uni	11.962	11.849	11.880	12.018	11.924	11.828	11.743	11.594	11.474	11.259	44,8%
Grèce	8.938	8.749	8.597	8.430	8.295	8.179	8.118	7.927	7.873	7.657	48,6%
Congo (RDC)	5.978	..	..	5.562	6.379	6.624	6.842	6.545	6.761	7.214	50,7%
Etats-Unis	6.391	6.295	6.204	5.982	5.998	5.924	5.840	5.791	5.671	5.614	50,4%
Roumanie	1.240	1.243	1.421	1.440	1.849	2.308	2.676	3.215	4.223	5.472	53,7%
Chine	1.771	..	..	2.088	2.372	3.097	3.603	3.867	4.025	4.207	53,6%
Russie	..	..	..	1.554	1.789	2.071	2.328	2.554	3.342	3.888	60,7%
Algérie	3.996	3.815	3.773	3.493	3.162	3.091	3.084	3.133	3.151	3.274	42,1%
Japon	1.780	1.795	1.902	1.921	1.921	2.003	2.093	2.228	2.278	2.400	53,7%
Inde	1.258	1.313	1.363	1.428	1.386	1.452	1.675	1.871	2.186	2.365	41,4%
Suède	2.048	2.162	2.250	2.309	2.240	2.321	2.343	2.336	2.311	2.324	53,3%
Bulgarie	..	..	..	632	876	1.085	1.279	1.537	1.882	2.211	56,7%
Brésil	..	..	..	1.152	1.244	1.351	1.452	1.595	1.757	2.157	64,6%
Cameroun	..	..	..	796	871	1.011	1.167	1.323	1.617	1.987	50,9%
Luxembourg	1.886	1.858	1.844	1.807	1.809	1.818	1.833	1.824	1.838	1.879	43,3%
Irlande	1.886	1.870	1.804	1.853	1.869	1.871	1.873	1.830	1.803	1.789	52,4%
Danemark	1.782	1.773	1.720	1.736	1.759	1.758	1.773	1.738	1.742	1.690	53,3%
Pakistan	..	..	..	721	701	707	771	921	1.238	1.471	39,1%
Tunisie	1.803	1.661	1.622	1.397	1.255	1.165	1.212	1.209	1.263	1.303	37,4%
Autres pays	39.120	47.186	54.771	37.346	42.388	45.162	48.911	50.145	56.329	64.589	52,3%
Total	**430.256**	**427.146**	**431.207**	**415.777**	**408.619**	**410.425**	**417.648**	**425.152**	**441.403**	**457.726**	**49,1%**
Dont UE	264.068	265.237	266.550	267.745	268.449	269.139	271.926	285.673	292.305	299.141	48,5%
Belges	..	4.792.888	4.801.864	4.829.618	4.858.818	4.878.534	4.891.597	4.909.375	4.926.158	4.945.400	51,2%
Total	**..**	**5.220.034**	**5.233.071**	**5.245.395**	**5.267.437**	**5.288.959**	**5.309.245**	**5.334.527**	**5.367.561**	**5.403.126**	**51,0%**

Source: DGSIE

Annexe 3. Effectif des naissances des Belges et des étrangers

	Total	Belges	Etrangers	Part des étrangers
1981	**124.827**	105.454	19 373	15,5%
1982	**120.382**	101.833	18 549	15,4%
1983	**117.395**	100.126	17 269	14,7%
1984	**115.790**	98.624	17 166	14,8%
1985	**114.283**	101.918	12 365	10,8%
1986	**117.271**	105.064	12 207	10,4%
1987	**117.448**	105.260	12 188	10,4%
1988	**118.764**	106.477	12 287	10,3%
1989	**120.550**	108.371	12 179	10,1%
1990	**123.554**	111.007	12 547	10,2%
1991	**125.412**	112.743	12 669	10,1%
1992	**124.182**	113.823	10 359	8,3%
1993	**119.828**	109.618	10 210	8,5%
1994	**115.361**	105.441	9 920	8,6%
1995	**114.226**	104.882	9 344	8,2%
1996	**115.214**	106.174	9 040	7,8%
1997	**115.864**	106.599	9 265	8,0%
1998	**114.276**	105.579	8 697	7,6%
1999	**113.469**	104.929	8 540	7,5%
2000	**114.883**	106.660	8.223	7,2%
2001	**114.172**	106.243	7.929	6,9%
2002	**111.225**	104.284	6.941	6,2%
2003	**112.149**	104.947	7.202	6,4%
2004	**115.618**	107.895	7.723	6,7%
2005	**118.002**	109.881	8.121	6,9%
2006	**121.382**	112.343	9.039	7,4%

Source: DGSIE

Annexe 4. Répartition de la population née à l'étranger selon le pays de naissance

								Dont femmes						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	150.301	151.892	152.518	153.010	154.215	156.192	159.326	85.791	86.335	86.452	86.616	87.244	88.198	89.648
Maroc	107.276	118.764	126.504	134.248	141.291	147.937	155.126	47.919	53.064	56.814	61.127	65.210	68.763	72.629
Italie	135.226	132.223	130.466	128.737	126.745	125.059	123.589	64.547	63.540	62.867	62.171	61.301	60.674	60.005
Pays-Bas	92.267	97.813	101.252	104.402	107.679	111.561	115.757	48.156	50.467	51.982	53.417	54.751	56.573	58.645
Turquie	66.528	71.631	78.575	78.574	81.010	83.847	86.411	32.049	34.606	38.009	38.009	39.239	40.698	41.932
Allemagne	83.714	83.434	80.135	83.346	83.491	83.567	83.634	47.216	46.847	44.674	46.662	46.609	46.563	46.450
Congo (RD)	46.762	50.771	52.696	53.814	66.842	68.468	70.513	23.778	26.052	27.132	27.914	34.798	35.831	37.019
Espagne	37.335	36.962	36.642	36.207	35.739	35.508	35.387	19.769	19.794	19.720	19.566	19.401	19.373	19.334
Pologne	18.398	20.437	21.927	23.037	25.242	28.966	33.715	12.183	13.539	14.444	15.090	16.174	17.895	19.782
Serbie-et-Monténégro	21.462	20.851	23.177	25.827	27.558	29.829	31.764	10.276	10.094	11.171	12.470	13.373	14.569	15.545
Russie	..	..	..	14.612	17.594	25.104	29.800	..	..	..	9.638	11.411	15.367	18.014
Royaume-Uni	26.148	26.089	25.909	25.634	25.286	24.875	24.209	13.299	13.133	12.947	12.726	12.453	12.211	11.835
Portugal	21.189	21.331	21.657	22.324	22.795	23.337	24.005	10.831	10.910	11.012	11.300	11.615	11.866	12.067
Algérie	14.014	15.121	16.027	16.956	17.730	18.467	19.373	6.164	6.694	7.056	7.433	7.823	8.159	8.559
Roumanie	6.216	7.662	8.718	9.459	10.628	12.628	15.322	3.468	4.281	4.857	5.341	6.040	7.122	8.436
Grèce	15.362	15.129	15.069	15.081	14.811	14.694	14.452	7.325	7.276	7.276	7.267	7.188	7.187	7.133
Etats-Unis	14.134	14.045	14.107	14.071	14.250	14.237	14.358	7.312	7.292	7.294	7.256	7.316	7.302	7.347
Inde	8.779	9.778	10.515	11.158	11.739	12.477	13.076	4.730	5.102	5.341	5.673	5.923	6.305	6.588
Chine	5.569	7.125	8.986	10.138	10.959	11.535	12.373	3.087	4.016	5.008	5.744	6.315	6.780	7.273
Luxembourg	10.402	10.502	10.597	10.811	10.988	11.169	11.457	5.915	5.915	5.934	6.005	6.073	6.134	6.270
Tunisie	7.463	8.148	8.576	8.975	9.260	9.619	10.039	2.420	2.679	2.811	3.000	3.118	3.294	3.461
Rwanda	5.818	6.918	7.469	8.033	8.695	9.371	10.016	3.129	3.687	3.988	4.309	4.702	5.077	5.425
Vietnam	7.004	7.215	7.382	7.536	7.586	7.643	7.685	3.559	3.747	3.863	3.975	4.056	4.099	4.163
Philippines	5.073	5.846	6.306	6.600	6.829	7.061	7.402	3.891	4.455	4.834	5.065	5.233	5.412	5.688
Pakistan	3.768	4.359	5.005	5.437	5.990	6.720	7.272	1.124	1.342	1.469	1.615	1.861	2.250	2.572
Autres	141.195	161.172	173.272	182.866	180.781	195.335	203.241	74.446	84.758	91.006	95.939	95.259	102.865	108.001
Total	**1.058.797**	**1.112.158**	**1.151.799**	**1.185.456**	**1.220.062**	**1.268.915**	**1.319.302**	**548.300**	**575.598**	**595.119**	**613.713**	**632.786**	**658.525**	**683.821**
en % de la population totale	10,3%	10,8%	11,1%	11,4%	11,7%	12,1%	12,5%							
Dont EU	551.658	591.425	590.619	595.813	630.174	638.900	649.701	293.133	313.446	312.203	315.026	335.931	340.273	344.898

Source: DGSIE

Annexe 5. Immigrations par nationalité (hommes + femmes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	6.579	7.022	7.386	7.933	8.108	8.040	8.135	8.191	9.521	10.378	11.570
Pays-Bas	7.835	6.287	6.242	6.201	7.178	8.167	8.404	8.547	8.789	10.109	11.488
Maroc	4.007	3.880	4.327	4.936	5.667	7.072	8.495	8.444	8.014	7.106	7.488
Pologne	946	1.063	1.118	1.151	1.134	2.928	2.427	2.086	3.481	4.816	6.694
Allemagne	3.189	3.114	3.206	3.070	3.037	2.884	2.966	2.942	3.308	3.250	3.290
Roumanie	324	384	387	587	650	966	994	998	1.438	2.322	3.059
Turquie	2.491	1.436	2.447	2.216	2.812	2.982	3.872	3.828	3.234	3.387	2.999
Italie	2.731	2.767	2.503	2.603	2.600	2.439	2.310	2.293	2.301	2.464	2.613
Etats-Unis	2.956	3.127	2.829	2.888	2.794	2.891	2.701	2.483	2.603	2.408	2.553
Portugal	1.795	1.618	1.386	1.313	1.324	1.347	1.567	1.823	1.907	1.934	2.030
Royaume Uni	2.812	2.704	2.722	3.019	3.225	2.660	2.543	2.496	2.366	2.213	2.015
Espagne	1.020	1.162	1.141	1.163	1.355	1.528	1.503	1.545	1.591	1.827	1.848
Inde	523	435	536	561	662	852	959	1.101	1.213	1.339	1.516
Chine	595	590	663	698	815	1.272	2.125	1.575	1.393	1.222	1.469
Congo (RDC)	801	633	680	816	813	1.425	1.325	1.134	1.147	1.105	1.068
Brésil	326	279	296	323	416	487	472	451	584	737	1.022
Japon	807	797	872	956	890	798	820	938	1.083	1.027	999
Bulgarie	119	180	197	227	269	425	474	498	706	853	797
Russie	711	630	502	537	579	645	594	610	595	647	760
Algérie	369	320	357	425	466	673	710	732	768	725	736
Autres pays	10.948	10.812	10.896	16.161	12.501	15.493	16.834	16.085	16.404	17.542	17.419
Total pays étrangers	**51.884**	**49.240**	**50.693**	**57.784**	**57.295**	**65.974**	**70.230**	**68.800**	**72.446**	**77.411**	**83.433**
Dont UE	28.707	27.583	27.362	28.022	29.604	29.689	30.225	30.457	37.205	41.311	45.717
Belgique	9.638	9.609	10.573	10.682	11.321	11.610	12.425	13.113	12.932	12.953	12.857
Part UE/ étrangers	55,3%	56,0%	54,0%	48,5%	51,7%	45,0%	43,0%	44,3%	51,4%	53,4%	54,8%

Source: DGSIE

Annexe 5bis. Immigrations par nationalité (femmes)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	% de femmes en 2006
France	3.996	4.071	4.008	4.071	4.160	4.865	5.254	5.871	50,7%
Pays-Bas	2.813	3.328	3.758	3.892	3.977	4.037	4.801	5.442	47,4%
Maroc	2.127	2.651	2.906	4.035	4.506	4.383	3.782	3.987	53,2%
Pologne	793	744	1.717	1.441	1.211	1.830	2.289	2.680	40,0%
Allemagne	1.592	1.520	1.458	1.533	1.571	1.698	1.700	1.650	24,6%
Roumanie	406	403	554	579	648	862	1.302	1.566	23,4%
Turquie	1.077	1.428	1.445	1.936	1.928	1.641	1.761	1.533	46,6%
Italie	1.164	1.193	1.178	1.105	1.109	1.053	1.134	1.189	38,9%
Etats-Unis	1.502	1.492	1.542	1.418	1.318	1.374	1.276	1.344	44,8%
Portugal	609	571	579	630	802	958	880	866	33,9%
Royaume Uni	1.336	1.475	1.262	1.163	1.117	1.037	1.040	945	37,0%
Espagne	673	753	854	840	871	894	985	985	48,5%
Inde	233	276	320	331	469	486	575	562	27,9%
Chine	395	460	648	1.062	874	738	668	718	38,9%
Congo (RDC)	438	414	754	668	642	620	613	548	36,1%
Brésil	210	235	271	293	297	363	428	629	42,8%
Japon	504	420	399	428	465	537	508	504	50,5%
Bulgarie	153	163	247	289	313	435	448	452	56,7%
Russie	341	382	408	405	449	412	463	552	72,6%
Algérie	207	246	283	329	374	415	347	377	51,2%
Autres pays	8.707	6.985	8.405	9.116	9.076	9.338	9.905	10.006	57,4%
Total pays étrangers	**29.276**	**29.210**	**32.996**	**35.564**	**36.177**	**37.976**	**40.159**	**42.406**	**50,8%**
Dont UE	13.700	14.421	14.491	14.718	15.007	18.633	20.534	21.946	48,0%
Belgique	5.000	5.290	5.441	5.785	6.113	6.194	6.115	5.941	46,2%
Part UE/ étrangers	46,8%	49,4%	43,9%	41,4%	41,5%	49,1%	51,1%	51,8%	

Source: DGSIE

Annexe 6. Emigrations par nationalité

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	4.274	4.548	5.251	5.251	5.315	5.145	5.383	5.488	6.270	6.454	6.418
Pays-Bas	4.080	4.412	4.182	4.436	3.736	3.925	3.837	4.182	4.134	4.349	4.837
Allemagne	2.296	2.447	2.566	2.729	2.591	2.608	2.429	2.347	2.438	2.524	2.570
Royaume Uni	2.633	2.777	2.892	2.764	2.802	2.677	2.458	2.406	2.458	2.421	2.489
Etats-Unis	2.707	2.952	3.196	3.180	3.316	2.922	2.742	2.552	2.549	2.652	2.478
Italie	1.939	2.208	2.708	2.299	2.211	2.243	2.260	1.990	2.381	2.292	2.218
Espagne	1.117	1.424	1.642	1.645	1.503	1.551	1.756	1.753	1.775	1.683	1.558
Pologne	336	469	482	412	474	327	411	641	801	887	1.520
Portugal	1.011	1.365	1.312	1.453	1.270	1.137	1.176	1.041	1.249	1.286	1.266
Chine	433	481	462	454	425	347	372	523	835	906	888
Inde	235	229	337	291	291	285	273	489	659	605	879
Japon	922	861	938	831	885	859	734	780	863	962	845
Turquie	483	491	570	559	419	327	286	481	683	642	727
Grèce	668	676	781	849	604	560	551	533	757	715	685
Maroc	759	725	765	824	573	351	427	586	737	803	634
Suède	521	462	530	550	633	629	438	496	551	548	547
Canada	360	373	363	430	364	425	469	478	526	553	439
Finlande	274	310	346	393	377	402	389	465	453	352	407
Danemark	355	330	420	452	382	318	367	317	390	340	401
Roumanie	161	150	175	147	232	128	123	235	270	283	368
Autres pays	5.418	5.437	4.979	5.067	5.930	3.008	2.787	4.682	5.259	5.386	7.180
Total pays étrangers	**32.424**	**34.558**	**36.257**	**36.444**	**35.568**	**31.199**	**31.046**	**33.921**	**37.728**	**38.459**	**39.354**
Dont UE	19.727	21.599	23.332	23.551	21.753	21.378	21.671	21.659	25.116	25.195	26.405
Belgique	14.664	15.846	16.331	16.927	17.965	21.498	20.517	20.202	20.614	20.983	19.896
Part UE/ étrangers	60,8%	62,5%	64,4%	64,6%	61,2%	68,5%	69,8%	63,9%	66,6%	65,5%	67,1%

Source : DGSIE

Annexe 7. Demandes d'asile introduites en Belgique selon la nationalité					
	2002	2003	2004	2005	2006
Russie	1.156	1.680	1.361	1.438	1.582
Congo RD	1.789	1.778	1.471	1.272	843
Serbie-Monténégro	1.451	1.198	1.294	1.203	778
Irak	461	282	388	903	695
Iran	743	1.153	512	497	631
Guinée	515	354	565	643	413
Arménie	340	316	477	706	381
Turquie	970	618	561	453	380
Rwanda	487	450	427	565	370
Afghanistan	326	329	287	253	365
Autres	10.567	8.782	8.014	8.024	5.149
Total	**18.805**	**16.940**	**15.357**	**15.957**	**11.587**
Source : OE					

Annexe 8. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (hommes + femmes)

	1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006	
	Total	Dont 1er permis[1]	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B
Total Afrique	**3.396**	**2.578**	**2.826**	**1.997**	**2.546**	**1.642**	**2.489**	**1.437**	**1.252**	**573**	**807**	**241**	**908**	**370**	**939**	**416**
Afrique du Sud	155	117	156	82	161	77	169	80	123	50	93	29	122	59	117	59
Congo (RD)	1.054	872	655	1.997	424	282	348	231	133	68	89	21	101	44	120	50
Maroc	923	729	856	639	884	664	858	557	368	182	198	55	208	73	212	75
Total Amérique	**2.402**	**1.292**	**2.457**	**1.322**	**2.560**	**1.299**	**2.240**	**1.023**	**1.792**	**733**	**1.807**	**816**	**1.921**	**932**	**2.068**	**1.017**
Brésil	131	74	223	157	184	79	140	68	122	40	176	114	178	101	192	99
Canada	281	149	368	222	390	200	372	169	300	102	288	107	268	103	290	120
USA	1.648	833	1.455	686	1.574	807	1.331	591	1.106	467	1.103	504	1.181	590	1.231	607
Total Asie	**2.992**	**1.637**	**3.078**	**1.652**	**3.185**	**1.645**	**3.472**	**1.757**	**2.979**	**1.391**	**3.041**	**1.419**	**3.574**	**1.734**	**4.144**	**2.126**
Chine	442	239	493	266	499	266	558	268	393	193	300	131	419	219	555	298
Inde	578	378	675	413	821	512	1.049	686	642	194	1.167	666	1.324	793	1.656	1.084
Japon	1.025	393	976	350	1.025	395	1.090	417	1.022	383	1.063	406	1.195	466	1.234	399
Total Europe	**3.550**	**2.455**	**3.510**	**2.375**	**3.611**	**2.290**	**12.554**	**2.283**	**3.499**	**1.852**	**3.406**	**1.778**	**5.448**	**3.200**	**13.447**	**8.855**
Bulgarie	155	75	193	100	219	120	226	93	236	99	194	68	217	96	225	105
Estonie	9	6	11	7	10	3	9	5	10	4	10	5	12	8	27	21
Hongrie	130	81	158	107	150	82	357	245	145	67	157	91	162	95	306	190
Lettonie	14	11	12	11	13	7	17	8	21	11	20	14	24	7	28	13
Lituanie	14	7	28	24	29	23	33	25	20	11	31	26	35	27	80	56
Pologne	450	314	420	296	498	350	597	383	851	582	1.425	1.046	3.132	2.125	10.391	7.212
République tchèque	113	77	148	78	181	126	163	104	256	154	136	61	165	99	255	159
Roumanie	334	233	285	165	392	248	408	183	398	169	367	105	492	211	687	339
Russie	355	190	378	191	368	168	428	164	319	89	271	71	277	111	290	126
Slovaquie	104	78	100	60	141	82	221	148	148	87	120	60	143	80	407	294
Slovénie	52	27	253	198	246	226	243	187	205	151	11	6	22	16	20	9
Turquie	476	347	447	336	436	282	415	252	290	135	240	95	349	182	407	207
Total Océanie	**163**	**104**	**168**	**96**	**189**	**121**	**177**	**71**	**163**	**74**	**151**	**66**	**155**	**67**	**149**	**55**
Australie	125	78	126	70	141	87	135	61	130	60	123	54	125	52	123	48
Autres	698	304	34	25	23	22	214	104	6	4	1	1	5	2	4	3
Total	**13.201**	**8.670**	**12.073**	**7.467**	**12.114**	**7.019**	**12.554**	**6.675**	**9.691**	**4.627**	**9.213**	**4.321**	**12.011**	**6.305**	**20.751**	**12.472**

Source : SPF ETCS

1 Jusqu'au 1er avril 2003. un permis A pouvait être un 1er permis car il pouvait être délivré à un étranger qui n'avait jamais travaillé en Belgique mais qui séjournait en Belgique depuis 5 ans. par exemple.Par contre. depuis le 1er avril 2003. le permis A ne peut plus être un 1er permis vu qu'il n'est délivré qu'à des étrangers qui ont déjà travaillé en Belgique depuis 3 ou 4 ans avec un permis B (alors que les autres catégories d'étrangers qui pouvaient bénéficier d'un permis A sur base de leur séjour. de leur lien de parenté.… sont dorénavant dispensées de tout permis de travail).

Annexe 8bis. Permis de travail A et B délivrés aux travailleurs selon la nationalité (femmes)

	1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006	
	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B	Total	Dont 1er permis B
Total Afrique	**1.129**	**942**	**857**	**680**	**759**	**527**	**727**	**483**	**341**	**184**	**227**	**80**	**278**	**122**	**328**	**163**
Afrique du Sud	54	47	43	31	36	16	40	21	36	19	29	12	35	14	44	27
Congo (RD)	476	411	310	257	201	136	166	118	65	37	40	10	50	25	59	26
Maroc	262	217	204	161	219	167	232	170	99	57	62	22	70	29	67	27
Total Amérique	**602**	**353**	**615**	**343**	**644**	**373**	**619**	**289**	**473**	**218**	**451**	**200**	**522**	**271**	**575**	**288**
Brésil	37	21	34	17	35	16	39	20	24	6	26	13	46	28	54	29
Canada	61	32	83	49	103	70	97	46	77	39	76	35	74	35	94	47
USA	378	212	349	177	361	197	342	143	274	120	258	106	281	141	283	133
Total Asie	**522**	**343**	**516**	**319**	**553**	**311**	**557**	**285**	**487**	**244**	**437**	**214**	**544**	**265**	**662**	**364**
Chine	122	84	118	71	144	87	181	93	140	70	87	40	100	41	162	81
Inde	61	43	77	54	90	55	98	53	104	52	121	74	153	98	177	120
Japon	94	42	99	31	102	42	91	33	99	43	90	29	116	43	111	35
Total Europe	**1.413**	**1.149**	**1.020**	**714**	**1.042**	**688**	**3.183**	**678**	**966**	**500**	**1.063**	**619**	**1.924**	**1.192**	**4.473**	**2.916**
Bulgarie	76	44	80	45	92	56	106	54	109	42	88	37	125	60	150	75
Estonie	6	5	4	3	5	2	5	3	6	2	5	3	6	4	13	11
Hongrie	47	37	49	32	58	35	63	25	44	19	42	26	69	49	128	83
Lettonie	11	9	3	3	2	2	12	7	14	7	10	5	11	3	14	6
Lituanie	4	3	20	18	18	13	26	21	12	9	11	10	15	11	23	16
Pologne	286	238	111	62	187	139	261	165	235	164	449	346	1.057	737	3.186	2.186
République tchèque	46	44	35	25	47	34	39	22	39	22	32	22	72	52	96	61
Roumanie	186	148	108	64	135	93	165	86	151	77	165	61	250	124	442	242
Russie	80	61	94	57	93	48	143	70	98	33	78	24	98	48	103	54
Slovaquie	54	48	32	22	47	31	58	27	36	15	27	16	34	19	123	88
Slovénie	4	3	2	1	3	2	5	4	3	0	3	3	9	7	11	7
Turquie	139	115	129	104	119	80	115	82	74	39	56	29	78	38	39	37
Total Océanie	**44**	**28**	**58**	**33**	**57**	**39**	**57**	**24**	**50**	**22**	**49**	**25**	**54**	**22**	**58**	**26**
Australie	28	17	40	24	41	27	41	18	37	17	40	21	44	18	48	23
Autres	255	230	15	12	6	5	10	7	2	0	0	0	0	0	0	0
Total	**3.965**	**3.045**	**3.081**	**2.101**	**3.061**	**1.943**	**3.183**	**1.766**	**2.319**	**1.168**	**2.227**	**1.138**	**3.322**	**1.872**	**6.096**	**3.757**

Source : SPF ETCS

Annexe 9. Permis de travail C délivrés aux travailleurs selon la nationalité

					Dont femmes			
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
Total Afrique	**11.663**	**13.150**	**13.591**	**13.361**	**3.592**	**4.478**	**4.749**	**4.881**
Algérie	528	411	372	328	82	82	76	79
Burundi	336	417	428	399	159	202	218	207
Cameroun	1.053	1.219	1.461	1.621	358	443	532	622
Congo (RD)	2.341	3.092	3.133	2.882	1.059	1.456	1.510	1.439
Côte d'Ivoire	360	522	622	622	69	108	123	147
Guinée	677	648	805	882	121	163	234	257
Maroc	2.170	2.306	2.022	1.966	397	570	476	480
Rwanda	908	1.031	875	905	444	483	425	455
Togo	447	591	764	756	92	142	184	195
Total Amérique	**520**	**773**	**735**	**766**	**244**	**394**	**406**	**425**
Amérique centrale et du Sud	456	648	578	623	217	333	321	335
Total Asie	**5.586**	**7.745**	**7.163**	**6.956**	**1.774**	**2.753**	**2.525**	**2.502**
Arménie	286	436	429	521	123	198	196	233
Chine	1.058	1.983	2.010	1.831	461	928	991	870
Irak	406	653	696	735	76	108	77	83
Iran	804	1.246	1.015	854	253	413	347	300
Népal	240	407	578	667	38	78	91	128
Total Europe	**6.270**	**7.680**	**5931**	**5192**	**2655**	**3385**	**2.748**	**2.540**
Albanie	449	484	343	289	202	221	157	148
Bulgarie	216	254	225	219	125	155	158	141
Estonie	4	11	11	6	4	8	7	4
Hongrie	30	36	53	52	19	32	43	37
Lettonie	10	19	18	26	7	16	13	22
Lituanie	12	17	17	27	9	13	13	21
Pologne	172	292	360	416	120	220	278	335
République tchèque	27	43	37	50	21	34	30	43
Roumanie	188	288	289	335	134	196	196	234
Russie	2.725	3.456	2.237	1.396	1.131	1.437	932	584
Slovaquie	33	71	65	84	23	43	41	51
Slovénie	2	3	9	5	2	3	7	4
Turquie	660	789	708	693	184	231	206	195
Serbie-Monténégro	1.126	1.223	209	172	400	456	72	65
Total Océanie	**16**	**19**	**14**	**21**	**8**	**10**	**11**	**15**
Autres	88	181	178	232	30	86	67	77
Total	24.143	29.548	27.612	26.528	8.303	11.106	10.506	10.440

Source : SPF ETCS

Annexe 10. Indépendants et aidants ayant commencé leur activité pendant l'année

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Pologne	108	194	238	180	200	285	365	537	1.206	1.880	2.411
Pays-Bas	1.954	1.768	1.173	1.006	990	1.036	876	1.041	1.258	1.505	1.752
France	1.379	1.489	1.045	737	819	801	764	871	911	1.028	1.269
Roumanie	40	38	32	23	44	53	134	186	423	750	1.009
Italie	1.671	1.983	1.224	799	825	746	734	762	802	769	865
Portugal	400	400	324	149	142	237	244	382	336	316	453
Turquie	406	496	357	317	330	265	267	324	383	448	427
Maroc	400	431	331	298	315	313	300	398	447	430	415
Allemagne	315	369	294	186	203	187	199	201	275	287	317
Royaume-Uni	393	438	275	300	306	294	270	251	313	298	279
Espagne	328	394	236	213	138	187	162	173	186	207	180
Pakistan	90	135	133	83	108	115	130	171	233	205	177
Chine	68	66	57	41	73	62	78	107	97	124	137
Grèce	237	246	175	121	134	110	103	93	125	98	101
Inde	39	52	62	50	45	34	64	82	84	120	98
U.S.A.	78	77	62	47	57	51	41	72	57	66	71
Congo	79	102	64	70	69	77	55	65	55	66	45
Suède	47	66	45	34	42	38	30	25	32	23	38
Algérie	42	43	41	36	37	37	29	46	35	45	37
Tunisie	26	41	32	20	27	15	15	16	16	26	37
Danemark	29	39	22	35	29	26	26	20	23	36	33
Irlande	42	67	36	25	31	29	31	24	30	36	33
Luxembourg	46	37	34	23	34	23	26	26	30	34	26
Autriche	22	22	33	18	20	14	13	16	22	19	23
Finlande	17	33	19	12	19	18	15	17	11	12	22
Réfugiés et apatrides	12	16	19	10	6	7	9	3	8	10	12
Autres	824	939	704	585	706	597	761	951	1.318	1.489	1.524
Total Etrangers	**9.092**	**9.981**	**7.067**	**5.418**	**5.749**	**5.657**	**5.741**	**6.860**	**8.716**	**10.327**	**11.791**
Belgique	58.421	70.880	53.969	49.008	48.358	46.452	43.581	48.161	51.522	56.082	60.082
Total général	**67.513**	**80.861**	**61.036**	**54.426**	**54.107**	**52.109**	**49.322**	**55.021**	**60.238**	**66.409**	**71.873**

Source : INASTI

Annexe 11. Répartition de la population active[1] par nationalité

												Dont femmes							
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Belgique[2]	4.054.991	4.059.058	4.070.383	4.104.428	4.143.223	4.188.873	4.206.696	4.255.973	4.286.895	4.341.347	4.382.232	1.824.377	1.826.511	1.838.122	1.858.198	1.903.041	1.919.060	1.970.065	1.992.987
UE																			
Allemagne	8.560	9.073	9.365	9.182	9.236	9.222	9.572	9.848	10.902	11.633	12.397	3.806	3.884	3.890	4.114	4.323	4.776	5.150	5.408
Autriche	355	445	535	562	576	581	629	641	708	715	730	250	267	268	285	294	336	340	359
Danemark	610	616	660	681	742	730	746	732	790	796	814	348	394	362	351	352	377	383	389
Espagne	22.926	23.299	23.581	23.000	22.589	22.188	21.981	21.418	21.736	21.553	21.222	9.683	9.594	9.535	9.531	9.283	9.640	9.543	9.430
Finlande	291	383	417	449	496	516	568	539	565	586	629	267	303	303	348	327	350	360	397
France	54.327	57.304	60.794	63.337	68.788	71.233	71.686	73.015	77.667	81.077	86.539	25.097	26.962	28.285	28.730	29.361	31.712	33.242	35.272
Grèce	7.107	7.093	7.190	7.123	7.013	6.831	6.636	6.377	6.502	6.314	6.061	2.790	2.787	2.730	2.608	2.521	2.566	2.520	2.414
Irlande	977	985	1.011	1.042	1.072	1.071	1.109	1.146	1.195	1.205	1.184	553	569	556	555	567	589	582	567
Italie	101.551	103.990	104.528	97.076	94.431	91.399	88.932	86.092	86.297	84.093	82.826	34.688	34.327	33.584	32.846	31.910	32.456	31.810	31.576
Luxembourg	1.504	1.506	1.559	1.460	1.460	1.448	1.398	1.400	1.418	1.446	1.471	543	561	554	530	549	554	581	596
Pays-Bas	32.174	33.627	34.417	33.624	34.029	34.246	34.439	35.110	37.952	40.918	43.887	11.610	11.986	12.328	12.447	12.803	14.156	15.512	17.051
Portugal	11.260	11.919	12.179	12.334	12.341	12.442	12.700	13.346	14.192	14.730	15.036	4.968	5.001	5.047	5.144	5.369	5.814	6.025	6.185
Royaume Uni	8.405	8.652	8.827	8.873	9.154	9.229	9.348	9.060	9.578	9.603	9.514	3.266	3.366	3.404	3.447	3.334	3.530	3.551	3.513
Suède	883	1.003	1.122	1.057	1.105	1.119	1.122	1.105	1.208	1.231	1.275	413	449	439	463	460	505	521	585
Nouveaux Etats UE																			
Chypre	..	..	..	..	..	..	..	..	44	45	48	..	..	..	..	..	24	24	27
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	63	59	74	..	..	..	..	..	49	41	53
Hongrie	..	..	..	270	335	334	339	491	598	582	645	159	203	198	206	282	329	325	354
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	113	102	121	..	..	..	..	..	88	39	90
Lituanie	..	..	..	..	..	..	..	..	175	210	234	..	..	..	..	..	108	128	131
Malte	..	..	..	..	..	..	..	..	48	49	48	..	..	..	..	..	21	22	23
Pologne	..	..	..	2.819	3.220	4.024	4.759	5.608	7.745	10.957	13.404	1.515	1.711	2.123	2.418	2.660	3.444	4.476	5.020
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	483	583	617	..	..	..	..	..	296	325	300
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	523	681	971	..	..	..	..	..	291	372	484
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	81	75	82	..	..	..	..	..	50	47	43
Non UE																			
Algérie	3.173	3.367	3.429	3.405	3.332	3.647	3.809	4.117	4.272	4.505	4.255	1.033	1.007	1.023	958	1.001	1.044	1.080	996
Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	1.469	1.778	2.179	..	..	..	..	..	670	819	1.088
Congo (RD)	3.966	4.182	4.608	4.914	5.389	6.307	7.004	7.005	8.712	9.126	9.075	2.121	2.299	2.688	3.017	2.934	3.887	4.116	4.132
Maroc	44.627	44.485	46.077	43.390	41.338	40.230	38.604	36.802	39.907	38.030	36.256	11.918	11.287	10.789	10.390	9.912	10.806	10.251	9.888
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	1.771	2.461	3.394	5.014	..	..	..	..	760	1.089	1.450	2.266
Tunisie	2.289	2.216	2.171	1.971	1.957	1.919	1.857	1.869	2.223	2.130	2.106	416	439	413	381	367	429	474	477
Turquie	30.468	30.082	31.561	26.598	23.979	21.905	20.952	20.246	21.129	19.333	18.024	9.988	8.908	7.973	7.263	6.832	6.959	5.952	5.482
Autres nationalités	35.426	36.237	40.835	39.507	45.357	51.844	55.753	58.273	67.080	72.143	73.073	14.136	16.359	18.924	20.600	20.476	24.408	27.918	28.501
Total étrangers	**370.879**	**380.464**	**394.866**	**382.674**	**387.939**	**392.465**	**393.943**	**396.012**	**427.836**	**439.681**	**449.810**	**139.568**	**142.663**	**145.416**	**146.632**	**146.676**	**161.353**	**167.978**	**173.096**
Dont UE	250.930	259.895	266.185	259.800	263.032	262.255	260.866	259.830	280.583	289.242	299.828	98.282	100.450	101.285	101.399	101.453	112.063	115.918	120.266
Total général	**4.425.870**	**4.439.522**	**4.465.249**	**4.487.102**	**4.531.162**	**4.581.338**	**4.600.639**	**4.651.985**	**4.714.731**	**4.781.028**	**4.832.042**	**1.963.945**	**1.969.174**	**1.983.538**	**2.004.830**	**2.049.717**	**2.080.413**	**2.138.043**	**2.166.083**

Sources : INASTI. CIMIRe. ONEM. BNB. DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

1 A l'exclusion du solde frontalier. la population active étant calculée sur base de l'emploi intérieur.
2 L'emploi intérieur des Belges est basé sur l'estimation de la Banque nationale de Belgique. La répartition par sexe a été estimée sur base de la répartition de l'enquête force de travail.

Annexe 12. Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage de la population belge et étrangère

		Population de 15 à 64 ans	Population occupée[1]	Chômeurs	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
1999	**Belges**	**6.042.924**	**3.717.229**	**387.199**	**67,9%**	**61,5%**	**9,4%**
	Hommes	3.027.857	2.118.419	160.528	75,3%	70,0%	7,0%
	Femmes	3.015.067	1.598.810	208.066	59,9%	53,0%	11,5%
	Etrangers	**672.204**	**294.771**	**87.903**	**56,9%**	**43,9%**	**23,0%**
	Hommes	354.074	196.062	47.044	68,7%	55,4%	19,4%
	Femmes	318.130	98.709	40.859	43,9%	31,0%	29,3%
	Total	**6.715.128**	**4.012.000**	**475.102**	**66,8%**	**59,7%**	**10,6%**
	Hommes	3.381.931	2.314.481	208.676	74,6%	68,4%	8,3%
	Femmes	3.333.197	1.697.519	266.426	58,9%	50,9%	13,6%
2000	**Belges**	**6.060.773**	**3.788.433**	**354.790**	**68,4%**	**62,5%**	**8,6%**
	Hommes	3.037.666	2.169.988	146.724	76,3%	71,4%	6,3%
	Femmes	3.023.107	1.618.445	208.066	60,4%	53,5%	11,4%
	Etrangers	**663.125**	**303.567**	**84.358**	**58,5%**	**45,8%**	**21,7%**
	Hommes	347.960	200.670	44.601	70,5%	57,7%	18,2%
	Femmes	315.165	102.897	39.757	45,3%	32,6%	27,9%
	Total	**6.723.898**	**4.092.000**	**439.148**	**67,4%**	**60,9%**	**9,7%**
	Hommes	3.385.626	2.370.658	191.325	75,7%	70,0%	7,5%
	Femmes	3.338.272	1.721.342	247.823	59,0%	51,6%	12,6%
2001	**Belges**	**6.094.672**	**3.842.587**	**346.286**	**68,7%**	**63,0%**	**8,3%**
	Hommes	3.055.581	2.204.630	146.121	76,9%	72,2%	6,2%
	Femmes	3.039.091	1.637.957	200.165	60,5%	53,9%	10,9%
	Etrangers	**648.667**	**307.413**	**85.042**	**60,5%**	**47,4%**	**21,7%**
	Hommes	339.851	201.771	45.274	72,7%	59,4%	18,3%
	Femmes	308.816	105.642	39.768	47,1%	34,2%	27,3%
	Total	**6.743.339**	**4.150.000**	**431.328**	**67,9%**	**61,5%**	**9,4%**
	Hommes	3.395.432	2.406.401	191.395	76,5%	70,9%	7,4%
	Femmes	3.347.907	1.743.599	239.933	59,2%	52,1%	12,1%
2002	**Belges**	**6.126.761**	**3.839.178**	**367.518**	**68,7%**	**62,7%**	**8,7%**
	Hommes	3.071.947	2.186.537	161.961	76,4%	71,2%	6,9%
	Femmes	3.054.814	1.652.641	205.557	60,8%	54,1%	11,1%
	Etrangers	**647.661**	**305.822**	**88.108**	**60,8%**	**47,2%**	**22,4%**
	Hommes	339.503	199.592	47.712	72,8%	58,8%	19,3%
	Femmes	308.158	106.230	40.396	47,6%	34,5%	27,6%
	Total	**6.774.422**	**4.145.000**	**455.626**	**67,9%**	**61,2%**	**9,9%**
	Hommes	3.411.450	2.386.129	209.673	76,1%	69,9%	8,1%
	Femmes	3.362.972	1.758.871	245.953	59,6%	52,3%	12,3%
2003	**Belges**	**6.151.296**	**3.842.849**	**413.124**	**69,2%**	**62,5%**	**9,7%**
	Hommes	3.084.505	2.167.284	185.648	76,3%	70,3%	7,9%
	Femmes	3.066.792	1.675.565	227.476	62,1%	54,6%	12,0%
	Etrangers	**653.513**	**302.151**	**93.847**	**60,6%**	**46,2%**	**23,7%**
	Hommes	341.629	196.728	52.604	73,0%	57,6%	21,1%
	Femmes	311.884	105.423	41.243	47,0%	33,8%	28,1%
	Total	**6.804.809**	**4.145.000**	**506.971**	**68,4%**	**60,9%**	**10,9%**
	Hommes	3.426.134	2.364.012	238.252	76,0%	69,0%	9,2%
	Femmes	3.378.675	1.780.988	268.719	60,7%	52,7%	13,1%
2004	**Belges**	**6.174.832**	**3.843.599**	**443.296**	**69,4%**	**62,2%**	**10,3%**
	Hommes	3.096.936	2.166.689	201.146	76,5%	70,0%	8,5%
	Femmes	3.077.896	1.676.910	242.150	62,3%	54,5%	12,6%
	Etrangers	**660.346**	**328.401**	**99.426**	**64,8%**	**49,7%**	**23,2%**
	Hommes	343.142	211.705	54.777	77,7%	61,7%	20,6%
	Femmes	317.205	116.696	44.649	50,9%	36,8%	27,7%
	Total	**6.835.178**	**4.172.000**	**542.722**	**69,0%**	**61,0%**	**11,5%**
	Hommes	3.440.078	2.378.394	255.923	76,6%	69,1%	9,7%
	Femmes	3.395.101	1.793.606	286.799	61,3%	52,8%	13,8%
2005	**Belges**	**6.205.139**	**3.872.953**	**468.394**	**70,0%**	**62,4%**	**10,8%**
	Hommes	3.112.259	2.160.865	210.417	76,2%	69,4%	8,9%
	Femmes	3.092.880	1.712.088	257.977	63,7%	55,4%	13,1%
	Etrangers	**673.740**	**339.047**	**100.634**	**65,3%**	**50,3%**	**22,9%**
	Hommes	348.255	217.127	54.576	78,0%	62,3%	20,1%
	Femmes	325.486	121.920	46.058	51,6%	37,5%	27,4%
	Total	**6.878.879**	**4.212.000**	**569.028**	**69,5%**	**61,2%**	**11,9%**
	Hommes	3.460.513	2.377.992	264.993	76,4%	68,7%	10,0%
	Femmes	3.418.366	1.834.008	304.035	62,5%	53,7%	14,2%
2006	**Belges**	**6.246.374**	**3.905.670**	**476.562**	**70,2%**	**62,5%**	**10,9%**
	Hommes	3.132.684	2.170.143	219.102	76,3%	69,3%	9,2%
	Femmes	3.113.690	1.735.527	257.460	64,0%	55,7%	12,9%
	Etrangers	**695.129**	**353.430**	**96.380**	**64,7%**	**50,8%**	**21,4%**
	Hommes	358.208	224.505	52.209	77,2%	62,7%	18,9%
	Femmes	336.921	128.925	44.171	51,4%	38,3%	25,5%
	Total	**6.941.503**	**4.259.100**	**572.942**	**69,6%**	**61,4%**	**11,9%**
	Hommes	3.490.892	2.394.648	271.311	76,4%	68,6%	10,2%
	Femmes	3.468.396	1.864.452	301.631	62,5%	53,8%	13,9%

Sources : DGSIE, INASTI, CIMIRe, ONEM, BNB. Calculs SPF ETCS

1 A l'exclusion du solde frontalier, la population active occupée étant calculée sur base de l'emploi intérieur.

Annexe 13. Répartition de l'emploi intérieur salarié par nationalité

												Dont femmes							
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Belgique[1]	2.944.995	2.958.551	3.008.141	3.065.444	3.140.773	3.199.722	3.201.326	3.210.589	3.215.437	3.242.380	3.270.228	1.344.845	1.382.349	1.409.525	1.422.665	1.441.917	1.455.825	1.487.168	1.513.361
UE																			
Allemagne	5.382	5.782	6.149	6.275	6.446	6.497	6.750	6.963	7.739	8.226	8.847	2.509	2.640	2.686	2.855	3.030	3.327	3.546	3.788
Autriche	201	279	349	382	393	417	453	440	485	486	489	169	183	196	214	208	234	247	255
Danemark	413	421	461	480	541	528	550	532	574	569	585	252	298	276	276	275	295	288	301
Espagne	16.752	17.178	17.809	17.815	17.845	17.567	17.187	16.475	16.567	16.332	16.020	7.233	7.372	7.350	7.276	7.017	7.234	7.149	7.056
Finlande	192	264	295	343	369	395	433	394	450	478	481	209	225	235	268	253	288	308	315
France	36.690	39.633	43.412	47.296	53.609	56.158	56.633	57.174	60.618	63.369	68.882	17.113	19.362	20.635	21.206	21.567	23.369	24.577	26.698
Grèce	3.818	3.851	4.053	4.136	4.187	4.196	4.040	3.786	3.813	3.700	3.481	1.609	1.666	1.692	1.615	1.526	1.553	1.513	1.435
Irlande	727	717	738	767	801	795	827	860	887	873	855	439	460	450	446	460	471	456	441
Italie	62.816	65.168	68.209	65.330	64.578	63.239	61.082	57.661	57.373	55.424	54.550	20.655	20.847	20.801	20.510	19.484	19.812	19.371	19.524
Luxembourg	862	886	972	977	982	978	945	936	939	935	953	366	386	386	372	383	388	397	401
Pays-Bas	19.561	20.520	21.456	22.320	22.840	22.907	23.126	23.212	25.144	26.904	29.196	7.607	8.008	8.233	8.464	8.644	9.543	10.335	11.475
Portugal	7.793	8.307	8.589	8.885	9.186	9.262	9.459	9.720	10.271	10.791	10.951	3.736	3.839	3.861	3.942	4.068	4.364	4.556	4.713
Royaume Uni	5.446	5.700	5.972	6.147	6.430	6.475	6.553	6.249	6.629	6.568	6.488	2.323	2.477	2.518	2.560	2.461	2.613	2.594	2.582
Suède	536	629	740	752	786	820	814	790	884	912	939	320	340	348	363	357	399	401	447
Nouveaux Etats UE																			
Chypre	..	..	..	8	10	17	16	25	38	35	29	4	4	9	9	16	23	23	18
Estonie	..	..	..	19	18	14	18	36	50	48	56	9	9	9	14	28	37	32	37
Hongrie	..	..	..	187	242	267	277	321	397	360	425	116	148	165	171	195	231	209	239
Lettonie	..	..	..	18	31	31	38	56	89	78	81	8	18	20	29	41	68	19	61
Lituanie	..	..	..	13	31	32	41	64	106	106	128	8	20	23	30	48	77	69	76
Malte	..	..	..	15	16	19	23	28	41	38	37	5	6	7	6	9	18	17	17
Pologne	..	..	..	1.564	1.805	2.311	2.659	2.997	4.039	5.347	6.897	955	1.075	1.370	1.584	1.720	2.296	2.863	3.539
République tchèque	..	..	..	104	154	181	224	298	362	336	386	58	93	108	127	175	223	201	220
République slovaque	..	..	..	70	146	198	231	305	378	407	644	33	69	96	118	168	208	214	302
Slovénie	..	..	..	25	33	31	30	50	67	57	59	8	10	7	10	28	39	34	31
Non UE																			
Algérie	1.661	1.646	1.815	1.812	1.787	1.917	2.004	2.049	2.379	2.316	2.344	468	438	432	414	379	450	429	442
Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	684	834	890	969	..	..	..	..	359	467	502	588
Congo (RD)	2.372	2.334	2.644	2.968	3.351	3.637	3.785	3.880	4.855	4.900	5.202	1.189	1.333	1.494	1.538	1.513	2.011	2.062	2.198
Maroc	23.986	23.268	25.257	23.323	22.112	21.548	19.804	17.745	20.467	19.976	19.284	4.939	4.493	4.368	4.157	3.813	4.586	4.659	4.692
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	1.288	1.578	1.718	1.969	..	..	..	..	595	819	931	1.198
Tunisie	1.245	1.220	1.270	1.118	1.125	1.180	1.162	1.093	1.290	1.270	1.277	235	253	233	220	205	240	253	275
Turquie	16.442	15.938	17.807	13.412	11.570	10.813	9.933	9.125	10.241	10.014	9.716	4.425	3.611	3.254	2.834	2.600	2.854	2.708	2.674
Autres nationalités	18.110	18.708	21.862	20.995	24.803	27.848	30.577	32.147	41.391	41.157	43.552	7.421	8.690	9.867	10.940	11.445	15.452	15.254	16.614
Total étrangers	**225.005**	**232.449**	**249.859**	**247.556**	**256.227**	**260.278**	**259.674**	**255.411**	**278.563**	**284.620**	**295.772**	**84.421**	**88.373**	**91.129**	**92.568**	**92.116**	**102.703**	**106.217**	**112.652**
Dont UE	161.189	169.335	179.204	181.905	188.993	190.234	188.852	185.192	197.940	202.379	211.459	64.540	68.103	69.667	70.367	69.733	77.110	79.419	83.971
Total général	**3.170.000**	**3.191.000**	**3.258.000**	**3.313.000**	**3.397.000**	**3.460.000**	**3.461.000**	**3.466.000**	**3.494.000**	**3.527.000**	**3.566.000**	**1.429.266**	**1.470.722**	**1.500.654**	**1.515.233**	**1.534.033**	**1.558.528**	**1.593.385**	**1.626.013**

Sources : CIMIRe. BNB. DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

1 L'emploi intérieur des Belges est basé sur l'estimation de la Banque nationale de Belgique. La répartition par sexe a été estimée sur base de la répartition de l'enquête force de travail.

Annexe 14. Répartition de l'emploi intérieur non-salarié par nationalité

												Dont femmes							
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Belgique[1]	658.552	654.812	648.326	651.785	647.660	642.865	637.852	632.260	628.162	630.573	635.442	253.966	236.096	228.433	229.976	233.648	221.085	224.920	222.167
UE																			
Allemagne	1.991	2.051	2.100	1.823	1.794	1.814	1.803	1.736	1.872	1.922	2.012	693	693	709	704	657	743	781	814
Autriche	125	132	150	149	148	144	150	153	159	156	163	61	63	61	58	60	63	58	63
Danemark	142	158	154	167	164	161	156	152	166	168	178	71	68	57	53	49	53	61	60
Espagne	1.988	2.020	1.993	1.739	1.692	1.698	1.696	1.658	1.688	1.673	1.669	562	550	571	551	514	530	541	542
Finlande	73	89	98	84	91	100	105	99	87	89	96	45	54	57	63	54	44	43	48
France	7.902	7.864	7.824	6.799	6.837	6.826	6.750	6.649	6.867	7.029	7.412	2.810	2.822	2.844	2.763	2.613	2.654	2.734	2.919
Grèce	1.563	1.512	1.512	1.428	1.406	1.356	1.322	1.246	1.283	1.242	1.208	415	398	394	364	340	357	359	352
Irlande	192	199	212	222	227	230	238	234	240	257	255	80	84	84	86	83	85	96	91
Italie	12.832	12.882	12.785	9.714	9.657	9.459	9.196	8.909	8.941	8.817	8.740	2.653	2.672	2.592	2.456	2.280	2.290	2.259	2.228
Luxembourg	377	366	368	293	296	281	282	273	279	285	287	90	91	81	83	82	85	88	88
Pays-Bas	9.848	10.495	10.727	9.243	9.315	9.429	9.228	9.264	9.723	10.190	10.568	2.818	2.874	2.975	2.833	2.759	2.925	3.181	3.412
Portugal	1.776	1.762	1.765	1.700	1.606	1.624	1.616	1.790	1.829	1.847	1.987	319	319	329	304	340	360	387	395
Royaume Uni	2.154	2.193	2.198	2.096	2.161	2.169	2.146	2.125	2.216	2.238	2.244	622	615	597	573	546	563	602	604
Suède	322	341	350	279	279	272	269	258	256	250	259	80	84	78	79	77	75	80	91
Nouveaux Etats UE																			
Chypre	..	..	..	..	..	..	..	4	5	7	13	..	..	..	..	0	0	0	4
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	1	4	5	8	..	..	..	..	0	3	5	8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	75	103	125	114	..	..	..	..	32	39	57	49
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	7	3	7	13	..	..	..	..	3	1	6	10
Lituanie	..	..	..	..	..	..	..	35	56	80	78	..	..	..	..	15	21	38	34
Malte	..	..	..	..	..	..	..	5	4	5	7	..	..	..	..	1	0	2	4
Pologne	309	382	559	773	872	1.068	1.302	1.736	2.738	4.516	5.510	247	285	314	295	344	457	838	792
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	16	41	173	156	..	..	..	..	6	15	70	26
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	39	47	76	85	..	..	..	..	22	26	50	53
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	0	6	8	14	..	..	..	..	0	4	5	5
Non UE																			
Algérie	246	240	229	208	208	192	176	190	177	201	179	44	55	53	43	53	45	57	42
Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	634	885	889	..	..	..	..	..	202	316	294
Congo (RD)	308	339	358	370	392	402	369	370	334	349	297	123	127	119	97	92	81	89	79
Maroc	1.933	1.936	1.896	1.831	1.692	1.627	1.500	1.529	1.523	1.671	1.567	338	321	300	236	214	195	238	215
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	471	875	1.666	2.380	..	..	..	..	156	263	511	654
Tunisie	283	264	247	202	189	158	146	139	222	135	127	22	19	18	19	16	15	23	20
Turquie	1.694	1.754	1.760	1.772	1.742	1.557	1.412	1.398	1.435	1.718	1.633	480	457	380	303	253	236	310	260
Autres nationalités	6.390	6.209	6.389	6.323	6.572	6.568	6.286	6.177	6.025	6.638	7.511	1.715	1.873	1.900	1.699	1.646	1.563	1.819	2.018
Total étrangers	**52.448**	**53.188**	**53.674**	**47.215**	**47.340**	**47.135**	**46.148**	**46.740**	**49.838**	**54.427**	**57.658**	**14.288**	**14.524**	**14.513**	**13.662**	**13.307**	**13.993**	**15.703**	**16.273**
Dont UE	41.285	42.064	42.236	35.736	35.673	35.563	34.957	34.547	38.613	41.164	43.075	11.319	11.387	11.429	10.970	10.454	11.395	12.340	12.691
Total général	**711.000**	**708.000**	**702.000**	**699.000**	**695.000**	**690.000**	**684.000**	**679.000**	**678.000**	**685.000**	**693.100**	**268.254**	**250.620**	**242.946**	**243.638**	**246.955**	**235.078**	**240.623**	**238.440**

Sources : INASTI. BNB. DGSIE (EFT). Calculs SPF ETCS.

1 L'emploi intérieur des Belges est basé sur l'estimation de la Banque nationale de Belgique. La répartition par sexe a été estimée sur base de la répartition de l'enquête force de travail.

Annexe 15. Répartition des chômeurs[1] par nationalité

												Dont femmes							
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Belgique	451.444	445.695	413.916	387.199	354.790	346.286	367.518	413.124	443.296	468.394	476.562	225.567	208.066	200.165	205.557	227.476	242.150	257.977	257.460
UE																			
Allemagne	1.187	1.240	1.116	1.084	996	911	1.019	1.149	1.291	1.485	1.538	604	551	495	555	636	706	823	806
Autriche	29	34	36	31	35	20	26	48	64	73	78	20	21	11	13	26	39	35	41
Danemark	55	37	45	34	37	41	40	48	50	59	51	25	28	29	22	28	29	34	28
Espagne	4.186	4.101	3.779	3.446	3.052	2.923	3.098	3.285	3.481	3.548	3.533	1.888	1.672	1.614	1.704	1.752	1.876	1.853	1.832
Finlande	26	30	24	22	36	21	30	46	28	19	52	13	24	11	17	20	18	9	34
France	9.735	9.807	9.558	9.242	8.342	8.249	8.303	9.192	10.182	10.679	10.245	5.174	4.778	4.806	4.761	5.181	5.689	5.931	5.655
Grèce	1.726	1.730	1.625	1.559	1.420	1.279	1.274	1.345	1.406	1.372	1.372	766	723	644	629	655	656	648	627
Irlande	58	69	61	53	44	46	44	52	68	75	74	34	25	22	23	24	33	30	35
Italie	25.903	25.940	23.534	22.032	20.196	18.701	18.654	19.522	19.983	19.852	19.536	11.380	10.808	10.191	9.880	10.146	10.354	10.180	9.824
Luxembourg	265	254	219	190	182	189	171	191	200	226	231	87	84	87	75	84	81	96	107
Pays-Bas	2.765	2.612	2.234	2.061	1.874	1.910	2.085	2.634	3.085	3.824	4.123	1.185	1.104	1.120	1.150	1.400	1.688	1.996	2.164
Portugal	1.691	1.850	1.825	1.749	1.549	1.556	1.625	1.836	2.092	2.092	2.098	913	843	857	898	961	1.090	1.082	1.077
Royaume Uni	805	759	657	630	563	585	649	686	733	797	782	321	274	289	314	327	354	355	327
Suède	25	33	32	26	40	27	39	57	68	69	77	13	25	13	21	26	31	40	47
Nouveaux Etats UE																			
Chypre	..	..	..	..	..	..	..	..	1	3	6	..	..	..	..	..	1	1	5
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	9	6	10	..	..	..	..	..	9	4	8
Hongrie	99	94	96	83	93	67	62	95	98	97	106	43	55	33	35	55	59	59	66
Lettonie	..	..	..	..	..	..	..	..	21	17	27	..	..	..	..	..	19	14	19
Lituanie	..	..	..	..	..	..	..	..	13	24	28	..	..	..	..	..	10	21	21
Malte	..	..	..	..	1	1	1	3	3	6	4	..	1	1	1	3	3	3	2
Pologne	397	439	453	482	543	645	798	875	968	1.094	997	313	351	439	539	596	691	775	689
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	80	74	75	..	..	..	..	..	58	54	54
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	98	198	242	..	..	..	..	..	57	108	129
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	8	10	9	..	..	..	..	..	7	8	7
Non UE																			
Algérie	1.266	1.481	1.385	1.385	1.337	1.538	1.629	1.878	1.716	1.988	1.732	521	514	538	501	569	549	594	512
Bulgarie	..	..	..	..	1	1	0	2	1	3	321	..	1	0	0	1	1	1	206
Congo (RD)	1.286	1.509	1.606	1.576	1.646	2.268	2.850	2.755	3.523	3.877	3.576	809	839	1.075	1.382	1.329	1.795	1.965	1.855
Maroc	18.708	19.281	18.924	18.236	17.534	17.055	17.300	17.528	17.917	16.383	15.405	6.641	6.473	6.121	5.997	5.885	6.025	5.354	4.981
Roumanie	..	..	..	..	13	9	13	12	8	10	665	..	8	6	6	9	7	8	414
Tunisie	761	732	654	651	643	581	549	637	711	725	702	159	167	162	142	146	174	198	182
Turquie	12.332	12.390	11.994	11.414	10.667	9.535	9.607	9.723	9.453	7.601	6.675	5.083	4.840	4.339	4.126	3.979	3.869	2.934	2.548
Autres nationalités	10.121	10.405	11.476	11.917	13.528	16.894	18.255	20.262	22.076	24.348	22.010	4.867	5.557	6.871	7.611	7.415	8.679	10.845	9.869
Total étrangers	**93.426**	**94.827**	**91.333**	**87.903**	**84.372**	**85.052**	**88.121**	**93.861**	**99.435**	**100.634**	**96.380**	**40.859**	**39.766**	**39.774**	**40.402**	**41.253**	**44.657**	**46.058**	**44.171**
Dont UE	48.456	48.496	44.745	42.159	38.366	36.458	37.057	40.091	44.030	45.699	45.294	22.423	20.960	20.189	20.062	21.266	23.558	24.159	23.604
Total général	**544.870**	**540.522**	**505.249**	**475.102**	**439.162**	**431.338**	**455.639**	**506.985**	**542.731**	**569.028**	**572.942**	**266.426**	**247.832**	**239.939**	**245.959**	**268.729**	**286.807**	**304.035**	**301.631**

Source : ONEM

1 Demandeurs d'emploi inoccupés : chômeurs complets indemnisés + autres inscrits obligatoirement inoccupés + demandeurs d'emploi libres inoccupés

Annexe 16. Taux d'activité. d'emploi et de chômage selon la nationalité et le pays de naissance en 2006 (EFT)

		Population de 15 à 64 ans	Actifs occupés	Chômeurs	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
Nationalité	Belges	6.314.923	3.916.474	316.149	67,0%	62,0%	7,5%
	Hommes	3.172.945	2.178.821	154.773	73,5%	68,7%	6,6%
	Femmes	3.141.978	1.737.653	161.376	60,4%	55,3%	8,5%
	Etrangers UE	400.878	235.806	30.475	66,4%	58,8%	11,4%
	Hommes	210.049	140.703	15.018	74,1%	67,0%	9,6%
	Femmes	190.829	95.103	15.456	57,9%	49,8%	14,0%
	Etrangers Non-UE	224.870	80.503	36.337	52,0%	35,8%	31,1%
	Hommes	107.911	51.533	21.097	67,3%	47,8%	29,0%
	Femmes	116.959	28.970	15.240	37,8%	24,8%	34,5%
	Total	6.940.671	4.232.783	382.960	66,5%	61,0%	8,3%
	Hommes	3.490.905	2.371.057	190.888	73,4%	67,9%	7,5%
	Femmes	3.449.766	1.861.726	192.072	59,5%	54,0%	9,4%
Pays de naissance	Personnes nées en Belgique	5.998.568	3.760.259	284.301	67,4%	62,7%	7,0%
	Hommes	3.032.594	2.092.616	138.688	73,6%	69,0%	6,2%
	Femmes	2.965.974	1.667.642	145.614	61,1%	56,2%	8,0%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	423.959	238.293	27.127	62,6%	56,2%	10,2%
	Hommes	205.284	135.120	12.158	71,7%	65,8%	8,3%
	Femmes	218.675	103.173	14.969	54,0%	47,2%	12,7%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	518.144	234.232	71.532	59,0%	45,2%	23,4%
	Hommes	253.026	143.321	40.042	72,5%	56,6%	21,8%
	Femmes	265.118	90.911	31.490	46,2%	34,3%	25,7%
	Total	6.940.671	4.232.783	382.960	66,5%	61,0%	8,3%
	Hommes	3.490.905	2.371.057	190.888	73,4%	67,9%	7,5%
	Femmes	3.449.766	1.861.726	192.072	59,5%	54,0%	9,4%

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 17. Répartition de la population active par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	Belges	24,1%	39,4%	36,5%
	Hommes	27,0%	40,6%	32,5%
	Femmes	20,6%	37,9%	41,5%
	Etrangers UE	32,6%	33,0%	34,4%
	Hommes	36,3%	32,2%	31,5%
	Femmes	27,5%	34,1%	38,4%
	Etrangers Non-UE	40,9%	32,7%	26,4%
	Hommes	44,6%	31,2%	24,2%
	Femmes	34,9%	35,1%	30,0%
	Total	25,0%	38,8%	36,2%
	Hommes	28,0%	39,8%	32,2%
	Femmes	21,3%	37,6%	41,1%
Pays de naissance	Personnes nées en Belgique	23,7%	39,8%	36,5%
	Hommes	26,8%	41,0%	32,2%
	Femmes	20,0%	38,3%	41,7%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	32,2%	32,1%	35,8%
	Hommes	35,1%	31,6%	33,4%
	Femmes	28,6%	32,7%	38,7%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	36,1%	31,9%	32,1%
	Hommes	37,7%	31,7%	30,6%
	Femmes	33,5%	32,1%	34,4%
	Total	25,0%	38,8%	36,2%
	Hommes	28,0%	39,8%	32,2%
	Femmes	21,3%	37,6%	41,1%

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 18. Taux de chômage par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	16,3%	4,6%	11,1%	7,5%
	Hommes	15,8%	3,9%	9,8%	6,6%
	Femmes	17,0%	5,4%	12,7%	8,5%
	Etrangers UE	13,3%	7,1%	13,6%	11,4%
	Hommes	n.s.	n.s.	10,6%	9,6%
	Femmes	n.s.	n.s.	18,4%	14,0%
	Etrangers Non-UE	33,1%	24,4%	40,8%	31,1%
	Hommes	31,5%	22,5%	n.s.	29,0%
	Femmes	35,9%	n.s.	n.s.	34,5%
	Total	17,7%	5,0%	11,8%	8,3%
	Hommes	17,3%	4,3%	10,4%	7,5%
	Femmes	18,2%	5,8%	13,5%	8,4%
Pays de naissance	Personnes nées en Belgique	14,8%	4,2%	11,1%	7,0%
	Hommes	14,1%	3,7%	9,8%	6,2%
	Femmes	15,6%	4,9%	12,8%	8,0%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	10,7%	8,2%	11,9%	10,2%
	Hommes	n.s.	n.s.	9,0%	8,3%
	Femmes	n.s.	n.s.	15,7%	12,7%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	28,3%	19,4%	22,0%	23,4%
	Hommes	27,1%	16,6%	21,1%	21,8%
	Femmes	30,5%	23,2%	23,2%	25,7%
	Total	17,7%	5,0%	11,8%	8,3%
	Hommes	17,3%	4,3%	10,4%	7,5%
	Femmes	18,2%	5,8%	13,5%	8,4%

n,s, : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 19. Taux de chômage par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	Belges	12,6%	7,4%	4,1%
	Hommes	10,9%	6,1%	3,7%
	Femmes	15,4%	9,2%	4,5%
	Etrangers UE	17,1%	11,5%	6,0%
	Hommes	14,8%	n.s.	n.s.
	Femmes	21,4%	15,2%	n.s.
	Etrangers Non-UE	36,7%	31,6%	21,8%
	Hommes	36,9%	26,2%	n.s.
	Femmes	36,3%	39,4%	n.s.
	Total	14,0%	8,2%	4,5%
	Hommes	12,4%	6,7%	4,1%
	Femmes	16,6%	10,1%	5,0%
Pays de naissance	Personnes nées en Belgique	11,9%	7,0%	3,9%
	Hommes	10,5%	5,6%	3,4%
	Femmes	14,3%	8,9%	4,2%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	14,5%	11,1%	5,6%
	Hommes	12,7%	n.s.	n.s.
	Femmes	17,4%	15,6%	n.s.
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	31,3%	24,2%	13,6%
	Hommes	28,4%	23,6%	11,9%
	Femmes	36,3%	25,1%	16,0%
	Total	14,0%	8,2%	4,5%
	Hommes	12,4%	6,7%	4,1%
	Femmes	16,6%	10,1%	5,0%

n.s. : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 20. Taux d'emploi par région selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Région de Bruxelles-Capitale	Région flamande	Région wallonne	Pays
Nationalité	Belges	55,1%	65,6%	57,0%	62,0%
	Hommes	61,3%	71,9%	64,2%	68,7%
	Femmes	48,9%	59,1%	49,8%	55,3%
	Etrangers UE	63,0%	62,7%	53,7%	58,8%
	Hommes	n.s.	n.s.	63,1%	67,0%
	Femmes	n.s.	n.s.	42,9%	49,8%
	Etrangers Non-UE	34,9%	41,3%	27,7%	35,8%
	Hommes	46,9%	54,2%	n.s.	57,8%
	Femmes	23,6%	n,s,	n.s.	24,8%
	Total	53,4%	65,0%	56,1%	61,0%
	Hommes	60,5%	71,5%	63,6%	67,9%
	Femmes	46,6%	58,3%	48,6%	54,0%
Pays de naissance	Personnes nées en Belgique	56,8%	66,1%	57,3%	62,7%
	Hommes	61,4%	72,2%	64,4%	69,0%
	Femmes	52,3%	59,8%	50,3%	56,2%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	61,1%	58,7%	49,9%	56,2%
	Hommes	72,1%	69,1%	60,0%	65,8%
	Femmes	57,4%	48,8%	40,1%	47,2%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	41,7%	48,1%	46,3%	45,2%
	Hommes	53,7%	60,1%	56,3%	56,6%
	Femmes	29,7%	36,8%	37,3%	34,3%
	Total	53,4%	65,0%	56,1%	61,0%
	Hommes	60,5%	71,5%	63,6%	67,9%
	Femmes	46,6%	58,3%	48,6%	54,0%

n,s, : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 21. Taux d'emploi par niveau de qualification selon la nationalité et le pays de naissance en 2006

		Basse	Moyenne	Haute
Nationalité	Belges	40,6%	65,9%	83,3%
	Hommes	49,9%	73,7%	86,5%
	Femmes	30,9%	57,6%	80,4%
	Etrangers UE	43,5%	62,1%	78,2%
	Hommes	53,2%	71,5%	84,1%
	Femmes	31,8%	52,2%	72,2%
	Etrangers Non-UE	25,8%	41,5%	54,1%
	Hommes	37,7%	54,4%	62,7%
	Femmes	15,6%	29,2%	45,0%
	Total	40,1%	65,1%	82,4%
	Hommes	49,6%	73,2%	85,8%
	Femmes	30,1%	56,6%	79,2%
Pays de naissance	Personnes nées en Belgique	41,1%	66,6%	83,7%
	Hommes	50,0%	74,2%	86,8%
	Femmes	31,4%	58,4%	80,9%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	41,4%	57,6%	77,0%
	Hommes	51,9%	68,8%	84,2%
	Femmes	31,3%	47,4%	70,3%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	30,7%	49,5%	68,9%
	Hommes	43,7%	60,2%	75,0%
	Femmes	19,7%	39,1%	61,9%
	Total	40,1%	65,1%	82,4%
	Hommes	49,6%	73,2%	85,8%
	Femmes	30,1%	56,6%	79,2%

Source : DGSIE (EFT)

Annexe 22. Statut professionnel des actifs occupés selon la nationalité et le pays de naissance (2006)

		Privé - ouvrier	Privé - employé	Public - statutaire	Public - contractuel	Indépendant et aidant	Total
Nationalité	**Belges**	**26,4%**	**35,1%**	**16,8%**	**7,2%**	**14,5%**	**100,0%**
	Hommes	34,3%	29,3%	15,2%	4,4%	16,8%	100,0%
	Femmes	16,5%	42,4%	18,8%	10,8%	11,5%	100,0%
	Etrangers UE	**30,0%**	**35,9%**	**10,3%**	**6,1%**	**17,7%**	**100,0%**
	Hommes	37,5%	28,7%	9,1%	2,8%	21,9%	100,0%
	Femmes	19,1%	46,5%	12,0%	10,8%	11,6%	100,0%
	Etrangers Non-UE	**54,3%**	**21,9%**	**3,4%**	**7,6%**	**12,8%**	**100,0%**
	Hommes	60,2%	16,9%	n.s.	n.s.	13,9%	100,0%
	Femmes	43,0%	31,4%	n.s.	n.s.	n.s.	100,0%
	Total	**27,1%**	**34,9%**	**16,2%**	**7,2%**	**14,6%**	**100,0%**
	Hommes	35,0%	29,0%	14,5%	4,4%	17,1%	100,0%
	Femmes	16,9%	42,5%	18,3%	10,8%	11,5%	100,0%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	**26,0%**	**35,5%**	**16,9%**	**7,2%**	**14,4%**	**100,0%**
	Hommes	34,1%	29,5%	15,3%	4,3%	16,8%	100,0%
	Femmes	15,9%	42,9%	19,1%	10,7%	11,4%	100,0%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	**29,1%**	**33,6%**	**13,2%**	**6,9%**	**17,2%**	**100,0%**
	Hommes	35,7%	27,8%	12,8%	3,5%	20,2%	100,0%
	Femmes	20,5%	41,3%	13,6%	11,5%	13,1%	100,0%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	**41,6%**	**27,7%**	**7,2%**	**7,9%**	**15,6%**	**100,0%**
	Hommes	47,3%	22,4%	6,1%	6,0%	18,2%	100,0%
	Femmes	32,7%	36,1%	8,9%	10,8%	11,5%	100,0%
	Total	**27,1%**	**34,9%**	**16,2%**	**7,2%**	**14,6%**	**100,0%**
	Hommes	35,0%	29,0%	14,5%	4,4%	17,1%	100,0%
	Femmes	16,9%	42,5%	18,3%	10,8%	11,5%	100,0%

n.s. : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 23. Salariés avec contrat atypique selon la nationalité et le pays de naissance (2006)

en % du nombre de travailleurs salariés

		Temps partiel	Emploi temporaire	Contrat à durée déterminée
Nationalité	**Belges**	**24,5%**	**8,3%**	**3,8%**
	Hommes	7,5%	6,4%	2,8%
	Femmes	44,4%	10,5%	5,0%
	Etrangers UE	**22,8%**	**11,4%**	**5,8%**
	Hommes	8,5%	9,1%	n.s.
	Femmes	41,2%	14,3%	7,7%
	Etrangers Non-UE	**25,8%**	**21,8%**	**8,6%**
	Hommes	17,1%	20,9%	n.s.
	Femmes	41,9%	23,4%	n.s.
	Total	**24,4%**	**8,7%**	**4,0%**
	Hommes	7,8%	6,9%	3,0%
	Femmes	44,2%	10,8%	5,2%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	**24,4%**	**8,2%**	**3,7%**
	Hommes	7,4%	6,4%	2,7%
	Femmes	44,4%	10,3%	4,9%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	**22,9%**	**10,9%**	**5,6%**
	Hommes	7,4%	8,6%	n.s.
	Femmes	41,7%	13,6%	7,3%
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	**25,9%**	**15,1%**	**6,6%**
	Hommes	13,8%	13,4%	6,1%
	Femmes	43,7%	17,5%	7,3%
	Total	**24,4%**	**8,7%**	**4,0%**
	Hommes	7,8%	6,9%	3,0%
	Femmes	44,2%	10,8%	5,2%

n.s. : non significatif
Source : DGSIE (EFT)

Annexe 24. Situation en 2006 des personnes qui occupaient un emploi 1 an avant l'enquête

		Actifs occupés	Dont occupés, même emploi	Chômeurs	Inactifs
Nationalité	**Belges**	**94,8%**	**89,8%**	**2,0%**	**2,6%**
	Hommes	95,3%	89,7%	2,0%	2,4%
	Femmes	95,3%	89,9%	2,0%	3,0%
	Etrangers UE	**93,6%**	**87,7%**	**3,1%**	**3,1%**
	Hommes	94,1%	88,3%	n.s.	n.s.
	Femmes	92,9%	86,6%	n.s.	n.s.
	Etrangers Non-UE	**83,6%**	**75,9%**	**10,8%**	**n.s.**
	Hommes	84,6%	76,3%	12,1%	n.s.
	Femmes	81,8%	75,0%	n.s.	n.s.
	Total	**95,0%**	**89,4%**	**2,2%**	**2,7%**
	Hommes	95,3%	89,3%	2,2%	2,4%
	Femmes	94,6%	89,5%	2,2%	3,1%
Pays de naissance	**Personnes nées en Belgique**	**95,5%**	**90,0%**	**1,9%**	**2,6%**
	Hommes	95,8%	89,9%	1,8%	2,4%
	Femmes	95,1%	90,2%	1,9%	2,8%
	Personnes nées à l'étranger (UE)	**93,2%**	**87,1%**	**2,9%**	**3,8%**
	Hommes	94,1%	88,1%	n.s.	n.s.
	Femmes	91,9%	85,8%	n.s.	n.s.
	Personnes nées à l'étranger (non-UE)	**88,9%**	**82,0%**	**6,9%**	**3,8%**
	Hommes	89,8%	82,1%	7,4%	n.s.
	Femmes	97,4%	81,8%	6,0%	n.s.
	Total	**95,0%**	**89,4%**	**2,2%**	**2,7%**
	Hommes	95,3%	89,3%	2,2%	2,4%
	Femmes	94,6%	89,5%	2,2%	3,1%

n.s. : non significatif
Source : DGSIE (EFT)